

BRITISH LIBRARY  
UNIVERSITY OF TORONTO  
100 St. George Street  
Toronto, Ontario, Canada

TRAVAIL ABSTRAIT, VALEUR ET MARCHANDISE.  
UNE REINTERPRETATION DE LA THEORIE  
DE LA VALEUR DE MARX

2<sup>e</sup> partie : la valeur dans un système  
formé exclusivement de marchandises

par

Michel De Vroey

Working Paper n° 7915

Décembre 1979  
Economie et Société  
29 rue des Wallons  
B-1348 Louvain-la-Neuve



## A V E R T I S S E M E N T

Le texte qui suit constitue la deuxième partie d'un tryptique dont la première partie, intitulée "Les notions de travail abstrait et de marchandise", a paru dans la collection des Cahiers du Département de Science Economique de l'Université de Montréal (n° 7912). Cette deuxième partie paraît conjointement dans la série de Montréal (sous le n° 7947) et dans celle des Working Papers de l'Institut des Sciences Economiques de l'Université Catholique de Louvain (sous le n° 7915). La troisième partie de l'étude, encore en cours de rédaction, sera intitulée "La valeur dans un système marchand intégrant des non-marchandises".



## TABLE DES MATIERES

|                                                                                       | <u>pages</u> |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Chapitre 1 : Présentation                                                             | 1            |
| Chapitre 2 : La substance de la valeur                                                | 6            |
| Chapitre 3 : La grandeur de la valeur                                                 | 21           |
| I. <u>La grandeur de la valeur dans un contexte où il n'y a que du travail vivant</u> |              |
| A) La valeur totale                                                                   | 22           |
| B) La valeur unitaire                                                                 | 26           |
| C) L'articulation des concepts                                                        | 29           |
| D) Le taux de plus value                                                              | 34           |
| II. <u>Grandeur de la valeur et prise en considération des moyens de production</u>   |              |
| A) Le transfert de valeur                                                             | 40           |
| B) La composition-valeur                                                              | 49           |
| C) Le taux de plus-value                                                              | 52           |
| III. <u>Les différences de qualification</u>                                          | 57           |
| Chapitre 4 : La forme de la valeur. I. Les concepts de monnaie et de prix             | 58           |
| I. <u>L'articulation entre valeur d'échange et prix</u>                               | 60           |
| II. <u>La monnaie</u>                                                                 | 61           |
| III. <u>L'articulation entre valeur et prix</u>                                       | 82           |
| IV. <u>Le rapport de répartition sur l'espace des prix</u>                            | 90           |

|                                                                                                                                           | <u>pages</u> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Chapitre 5 : La forme de la valeur. II. La détermination du prix<br>des marchandises                                                      | 93           |
| I. <u>La fixation du prix dans le contexte d'une égalité<br/>des compositions-valeurs</u>                                                 | 95           |
| A) Définition de la norme d'équilibre                                                                                                     | 95           |
| B) La formation du prix d'offre                                                                                                           | 98           |
| C) Les causes de disparités de rentabilité entre les<br>branches                                                                          | 103          |
| 1. Les facteurs tenant à la circulation                                                                                                   | 104          |
| a) Le cas d'une marchandise non-salariale                                                                                                 | 104          |
| 1) Les déséquilibres offre-demande                                                                                                        | 104          |
| 2) La structure de marché                                                                                                                 | 111          |
| b) Le cas d'une marchandise salariale                                                                                                     | 112          |
| 2. Les effets d'engagements antérieurs                                                                                                    | 118          |
| D) Synthèse                                                                                                                               | 123          |
| 1. L'impact de la non-réalisation de la norme<br>sur les grandeurs sociales et sur le rapport<br>de distribution                          | 123          |
| 2. La distribution du profit total                                                                                                        | 126          |
| 3. L'articulation entre prix effectif, prix<br>simple et valeur                                                                           | 128          |
| 4. La place du marché dans l'analyse marxiste                                                                                             | 131          |
| II. <u>La fixation du prix dans le contexte d'une inégalité<br/>des compositions-valeurs</u>                                              | 132          |
| A) Le problème                                                                                                                            | 132          |
| B) Le passage des prix simples aux prix de production                                                                                     | 142          |
| C) Commentaires                                                                                                                           | 156          |
| 1. La modification de la masse et du taux de profit                                                                                       | 156          |
| 2. Les erreurs d'interprétation                                                                                                           | 160          |
| a) La transformation, processus réel ou<br>processus logique ?                                                                            | 161          |
| b) L'hypothèse d'une césure historique entre<br>une période régie par les prix simples et<br>une période régie par les prix de production | 164          |

|                                                                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| c) L'éventualité d'un ralliement ultime de<br>Marx à une théorie marshallienne des<br>coûts de production                    | 173 |
| III. <u>Quantité de monnaie, niveau général des prix et<br/>grandeur de l'expression monétaire de l'heure de<br/>travail</u> | 176 |
| A) Monnaie métallique                                                                                                        | 177 |
| 1. La demande de monnaie                                                                                                     | 178 |
| 2. L'offre de monnaie                                                                                                        | 182 |
| 3. La résolution des déséquilibres                                                                                           | 184 |
| B) Monnaie non métallique                                                                                                    | 188 |
| Chapitre 6 : La loi de la valeur                                                                                             | 190 |
| Références                                                                                                                   | 197 |



CHAPITRE I

Présentation



Pour tous les paradigmes de la science économique autres que le paradigme marxiste, la définition du concept de valeur et l'explicitation de sa place dans l'ensemble de la théorie ne posent pas de grands problèmes. Valeur, valeur d'échange et prix sont considérés comme des synonymes. L'objectif de la théorie de la valeur est de déterminer les rapports quantitatifs dans lesquels les biens économiques s'échangent, en faisant abstraction de la forme monétaire dans laquelle les transactions s'effectuent. Théorie de la valeur et théorie de la monnaie sont dichotomisées. Ce sont des corps théoriques autonomes. L'un peut s'édifier sans l'autre. Dans ces paradigmes, la valeur est d'emblée et uniquement un problème quantitatif. La seule question posée est celle de la détermination de la grandeur de la valeur. Celle-ci peut certes rencontrer des obstacles divers<sup>1</sup>, mais la difficulté porte alors sur la réponse à donner à une question et non sur la nature même de la question posée.

Dans le paradigme marxiste les choses sont plus complexes. Ainsi, lorsqu'on veut définir l'objet de la théorie de la valeur, la réponse oscille toujours entre deux pôles. On peut, en effet, dire qu'il consiste en l'étude de la marchandise, vue comme la cellule de base de la production marchande. Mais on peut tout aussi bien dire que son objet est la production marchande elle-même, comme système spécifique d'allocation de la force de travail sociale. Dans le

---

<sup>1</sup>Cf. notre étude, L'évolution de la théorie de la valeur de Smith à Ricardo, Working Papers de l'Institut d'Economie, Université Catholique de Louvain, 1978.

premier cas, la valeur est une caractéristique liée à un objet particulier, une marchandise donnée. Dans le second, elle est considérée comme la catégorie théorique fondamentale nécessaire à la compréhension du fonctionnement d'un système. Il est évident que ces deux objets se renvoient l'un à l'autre. Pourtant ils ne se recoupent pas entièrement puisque, comme nous l'avons vu, des non-marchandises peuvent entrer dans l'échange marchand. Une certaine dualité quant à l'objet de la théorie de la valeur subsiste en permanence et ceci complique les interprétations. Nous en aurons un exemple frappant quand plus loin nous comparerons différentes interprétations données par des auteurs marxistes à la notion de "loi de la valeur".

Une autre source d'ambiguïté concerne le rôle joué par la théorie de la valeur dans l'explication des prix. Selon nous, son intervention dans la détermination des prix présente une série de caractéristiques qui la différencient des autres approches. Soulignons-en trois :

1. La synonymie établie dans les autres paradigmes entre les concepts de valeur, valeur d'échange et prix n'est plus de mise. Dans la perspective marxiste, contrairement à ce qu'une lecture superficielle de Marx pourrait laisser croire, chacun de ses concepts prend un sens précis et propre. La notion de prix est d'emblée monétaire, de telle sorte que la césure entre approche réelle et approche monétaire s'abolit. Enfin le concept de prix est lui-même vu comme une notion générique, devant être décomposée en plusieurs formes différentes.

2. La valeur, en tant que caractéristique d'un objet particulier, ne s'applique qu'au concept de marchandise, tel que nous l'avons défini plus haut. Elle n'est pas de mise pour les autres types de biens, même s'ils participent à l'échange marchand (c'est-à-dire ont un prix).
3. La théorie de la valeur ne prétend pas expliquer à elle seule ni le prix effectif, ni même le prix d'équilibre ou de régulation à long terme des marchandises. Contrairement à une opinion courante, on ne peut attribuer à la théorie marxiste la volonté ou la prétention d'expliquer le prix d'équilibre uniquement en termes de quantités de travail. Ceci est le projet ricardien mais non, nous semble-t-il, le projet marxiste. Par rapport au prix, la théorie de la valeur fournit plutôt une explication de la possibilité et du fondement du prix.

Ces propositions ne se suffisent naturellement pas à elles-mêmes. L'objectif de cette série de chapitres est de présenter l'ensemble de la construction théorique qui les soutient et dont elles dérivent. A son terme le lecteur devrait donc comprendre comment, selon notre lecture de la théorie marxiste, la catégorie valeur intervient dans le fonctionnement d'une économie marchande, à la fois comme caractéristique de chaque marchandise particulière et comme catégorie générale. Comme nous l'avons dit dans la première partie, dans le concret de la réalité capitaliste il y a un emmêlement de champs théoriques, auxquels est chaque fois lié un mode distinct d'intervention de la théorie de la valeur (ou une absence d'intervention). Mais dans

la démarche explicative, il nous paraît utile de procéder par étapes et de séparer ces différents champs. Aussi cette partie-ci est-elle bâtie sur l'hypothèse extrême que tous les biens prennent la forme de marchandise, à l'exception des deux éléments, souvent appelés des "marchandises spéciales" mais que nous préférons considérer comme des non-marchandises : la monnaie et la force de travail salariée. Leur présence est indispensable, dans le cas de la première pour que l'échange marchand puisse fonctionner, dans le cas de la seconde pour que l'on puisse parler de mode de production capitaliste. Tous les autres types de produits du travail et les ressources naturelles sont exclus de l'analyse, pour être réintroduits dans la troisième partie de l'étude. En conséquence il y a un recoupement intégral entre les champs de la marchandise, de l'échange marchand et du revenu, qui autrement ne coïncident pas.

Commençons par nous poser la question : qu'est la valeur? On ne peut y répondre en deux mots mais le point de départ de la réponse peut être formulé comme suit : Marx considère que la valeur est l'unité de trois aspects liés, la substance de la valeur, sa grandeur et sa forme. La question initiale peut dès lors être subdivisée en trois sous-questions, à savoir : qu'est la substance de la valeur? Qu'est sa grandeur? Qu'est sa forme? Tel est l'ordre, bien traditionnel, dans lequel nous les prendrons. Soulignons l'emblée qu'il y a un renvoi mutuel entre les trois aspects. Les diverses propositions avancées ne recevront donc leur signification définitive qu'au terme de la réflexion. La réponse à ces trois questions permet de comprendre

l'échange marchand et le processus particulier de validation qui s'y produit dans la dualité d'aspects qu'il comporte et qui a déjà été signalée, c'est-à-dire d'une part, le fait même de la réussite de la validation et d'autre part, le taux auquel celle-ci se réalise. Alors que la réflexion sur la substance de la valeur éclairera le premier de ces aspects, l'étude de la grandeur et la forme de la valeur permettra de dévoiler le mécanisme de la détermination du taux auquel le processus de validation s'effectue.

Notre plan d'exposition est dès lors le suivant. Le chapitre 2 est consacré à l'étude de la substance de la valeur, le chapitre 3 à celle de sa grandeur. Au cours de celui-ci, notre attention sera notamment retenue par l'étude de la manière dont les moyens de production interviennent dans la détermination de la valeur. Les chapitres 4 et 5, qui sont les plus longs, traitent de la forme de la valeur. Le chapitre 4 introduit les notions de monnaie, de prix, de revenu et de profit. Le chapitre 5 étudie les facteurs expliquant la grandeur du prix effectif des marchandises. Nous y abordons entre autres la fameuse question de la "transformation". Enfin le dernier chapitre, qui, lui, est très court, fournit quelques réflexions sur la signification à donner à la notion de loi de la valeur.



.....  
CHAPITRE 2

.....  
La substance de la valeur



Supposons que l'on puisse figer les transactions marchandes à un moment donné, comme si on arrêtait la projection d'un film. Si l'on faisait alors l'inventaire des prix auxquels les marchandises se vendent, on pourrait reconstituer un réseau de proportionnalités d'échange. On verrait, par exemple, qu'une chaise s'est vendue à 1 unité monétaire, une paire de chaussures à 0,5 unité monétaire, une table à 4 unités monétaires, etc. Allons d'emblée au-delà des prix (nous y reviendrons plus tard). Derrière ceux-ci nous trouvons des proportionnalités d'échange. Toutes les marchandises échangées peuvent être reliées en une équivalence : 1 table = 4 unités monétaires = 4 chaises = 8 paires de chaussures, etc. Appelons valeur d'échange le rapport quantitatif dans lequel une marchandise donnée, exprimée en termes d'unités physiques, s'échange contre des quantités physiques de chacune des autres marchandises<sup>1</sup>. La définition de la valeur d'échange de cette marchandise implique donc la comparaison de celle-ci avec la série exhaustive de toutes les autres marchandises échangées au même moment<sup>2</sup>.

Qu'est-ce qui explique la grandeur de la valeur d'échange? C'est la question qui vient spontanément à l'esprit. Marx se distingue ici de ses prédécesseurs, les économistes classiques, par le fait qu'au lieu d'y répondre directement, il procède par un détour et pose une question préalable. On peut la formuler comme suit : quelles sont les catégories théoriques nécessaires comme conditions de possibilité de

<sup>1</sup>La notion correspond à celle de "prix relatif" en économie orthodoxe. Comme nous le montrerons, ce dernier terme n'est pas de mise dans notre conception, dans laquelle la notion de prix se réfère toujours à une grandeur monétaire (au contraire de ce qui est le cas dans l'expression "prix relatif").

<sup>2</sup>Cf. K. Marx, Contributions..., p. 17.

l'échange marchand? Pour prendre une analogie, disons que si un observateur classique et un observateur marxiste étaient tous deux mis devant un moteur de voiture, le premier poserait la question : quelle vitesse ce moteur peut-il atteindre? tandis que le second demanderait : quelles sont les pièces constitutives de ce moteur? Comment marche-t-il? Bref, avant de vouloir mesurer, Marx s'interroge sur les préalables épistémologiques d'une opération de mesure, comme s'il se conformait anticipativement aux préceptes épistémologiques qui, bien des décennies plus tard, allaient être énoncés par Gaston Bachelard :

"Une des exigences primordiales de l'esprit scientifique, c'est que la précision d'une mesure doit se référer constamment à la sensibilité de la méthode de mesure et qu'elle doit naturellement tenir compte des conditions de permanence de l'objet mesuré. Mesurer exactement un objet fuyant ou indéterminé, mesurer exactement un objet fixe et bien déterminé avec un instrument grossier, voilà deux types d'occupations vaines que rejette de prime abord la discipline scientifique. Sur ce problème de mesures, en apparence si pauvre, on peut aussi saisir le divorce entre la pensée du réaliste (l'empiriste ; MDV) et la pensée du savant. Le réaliste prend tout de suite l'objet particulier dans le creux de la main. C'est parce qu'il le possède qu'il le décrit et le mesure. Il en épuise la mesure jusqu'à la dernière décimale, comme un notaire compte une fortune jusqu'au dernier centime. Au contraire, de cet objet primitivement mal défini, le savant s'approche. Et d'abord il s'apprête à le mesurer. Il discute des conditions de son étude; il détermine la portée et la sensibilité des instruments. Finalement, c'est sa méthode de mesure plutôt que l'objet de sa mesure que le savant décrit"<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>G. Bachelard, La formation de l'esprit scientifique, p. 213.

Les caractéristiques de la démarche de Marx à propos de la mesure de la valeur ont été bien mis en évidence par Jacques Fradin dans une thèse de doctorat présentée en 1973<sup>1</sup>. L'auteur y montre que la manière selon laquelle Marx aborde ce problème, le pose en précurseur de l'épistémologie moderne. Négativement, il échappe à une erreur dans laquelle les classiques étaient tombés :

"L'erreur qui consiste à assimiler toute "parole dite" à une "proposition logique" se retrouve dans l'erreur qui consiste à croire que toute grandeur est directement mesurable, avant même que d'avoir donné le concept de cette grandeur comme point d'un espace mathématique particulier"<sup>2</sup>.

Positivement, en élaborant sa théorie de la valeur, Marx construit l'abstraction rendant la mesure possible. Le problème épistémologique posé par la mesure des marchandises n'est pas différent de celui de la mesure des masses dans l'opération de pesée en physique. Dans les deux cas, il s'agit d'appliquer une relation d'équivalence. Pour reprendre le raisonnement de Fradin, en physique "deux objets sont équivalents du point de vue de la masse s'ils s'équilibrent dans l'opération de pesée"<sup>3</sup>. Mais cette opération ne peut se faire d'emblée.

"La relation d'équivalence ne porte pas sur des objets physiques (on remplace les objets physiques par d'autres objets abstraits : les masses). Il faut une abstraction préalable à la mesure"<sup>4</sup>.

<sup>1</sup>J. Fradin, Valeur, monnaie et capital, cfr aussi G. Dostaler, Marx, la valeur et l'économie politique, chap. 2.

<sup>2</sup>J. Fradin, Valeur, monnaie et capital, I, p. 70.

<sup>3</sup>Opus cité, p. III, 7.

<sup>4</sup>Opus cité, p. III, 7.

Il en va de même pour la détermination de la valeur d'échange.

"Pour que la notion de rapport de deux biens ait un sens, il faut définir une mesure réelle des biens (ce qui est fait implicitement ou avoué explicitement), c'est-à-dire transformer du tout au tout la notion d'objet économique, comme la notion d'objet physique avait été pulvérisée par la mesure réelle de la masse"<sup>1</sup>.

La détermination de la valeur d'échange implique donc comme préalable la transformation du bien ou service en tant que réalité physique en un objet abstrait, la marchandise. Se construit alors un espace d'équivalence ou de mesure - que nous appellerons espace de la valeur - regroupant l'ensemble des marchandises vendues en ne retenant d'elles qu'une seule caractéristique, celle d'être le produit du travail abstrait et d'avoir une valeur. C'est parce qu'elles sont potentiellement des fractions du produit du travail abstrait que les marchandises sont comparables, commensurables. Dans les termes d'Aglietta :

"Le travail abstrait est un rapport social qui transforme les produits du capital en classes d'équivalence, appelées marchandises, d'un espace homogène sur lequel peut être définie une mesure appelée valeur. Il est donc correct de dire que les marchandises ont une valeur, comme il est correct de dire que les corps matériels soumis à l'attraction universelle ont un poids"<sup>2</sup>.

Le raisonnement aboutissant à la constitution de l'espace de mesure est présenté dans la première section du livre 1 du Capital. Il nous paraît utile d'en citer de longs extraits :

<sup>1</sup>Idem, III, p. 33, Cfr. aussi Theories of Surplus-Value, tome 3, p. 140.

<sup>2</sup>M. Aglietta, Régulation et crises..., p. 28.

"Prenons encore deux marchandises, soit du froment et du fer. Quel que soit leur rapport d'échange, il peut toujours être représenté par une équation dans laquelle une quantité donnée de froment est réputée égale à une quantité quelconque de fer, par exemple : 1 quarteron de froment =  $\alpha$  kilogramme de fer. Que signifie cette équation? C'est que dans deux objets différents, dans un quarteron de froment et dans  $\alpha$  de fer, il existe quelque chose de commun. Les deux objets sont donc égaux à un troisième, qui par lui-même n'est ni l'un ni l'autre. Chacun des deux doit, en tant que valeur d'échange, être réductible au troisième, indépendamment de l'autre.

Un exemple emprunté à la géométrie élémentaire va nous mettre cela sous les yeux. Pour mesurer et comparer les surfaces de toutes les figures rectilignes, on les décompose en triangles. On ramène le triangle lui-même à une expression tout à fait différente de son aspect visible, - au demi-produit de sa base par sa hauteur -. De même les valeurs d'échange des marchandises doivent être ramenées à quelque chose qui leur est commun et dont elles représentent un plus ou moins.

Ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle quelconque, géométrique, physique, chimique, etc., des marchandises. Leurs qualités naturelles n'entrent pas en considération qu'autant qu'elles leur donnent une utilité qui en fait des valeurs d'usage. Mais d'un autre côté il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction. Dans l'échange, une valeur d'utilité vaut précisément autant que toute autre, pourvu qu'elle se trouve en proportion convenable (...). Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent être que de différente quantité.

La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail. Mais déjà le produit du travail lui-même est métamorphosé à

notre insu. Si nous faisons abstraction de sa valeur d'usage, tous les éléments matériels et formels qui lui donnaient cette valeur (d'usage MDV) disparaissent à la fois. Ce n'est plus, par exemple, une table, ou une maison, ou du fil, ou un objet utile quelconque; ce n'est plus non plus le produit du travail du tourneur, du maçon, de n'importe quel travail productif déterminé. Avec les caractères utiles particuliers des produits du travail disparaissent en même temps, et le caractère utile des travaux qui y sont contenus, et les formes concrètes diverses qui distinguent une espèce de travail d'une autre espèce. Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée.

Considérons maintenant le résidu des produits du travail. Chacun d'eux ressemble complètement à l'autre. Ils ont tous une même réalité fantomatique. Métamorphosés en sublimés identiques, échantillons du même travail indistinct, tous ces objets ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production une force de travail humaine a été dépensée, que du travail humain y est accumulé. En tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils sont réputés valeurs.

Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur; et une valeur d'usage ou un article quelconque, n'a une valeur qu'autant que du travail humain est matérialisé en lui (...). Le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct, une dépense de la même force. La force de travail de la société toute entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables. (...).

Nous connaissons maintenant la substance de la valeur. C'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité : c'est la durée du travail<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>K. Marx, Le Capital, livre 1, G-F., pp. 42 à 45.

Cet extrait est naturellement bien connu. Les personnes qui n'auraient lu qu'une dizaine de pages du Capital auront sans doute lu celles-là. S'il illustre la démarche commentée plus haut, ce texte nécessite cependant, selon nous, deux corrections. La première, qui est moins essentielle que la seconde, porte sur la proposition "la substance de la valeur c'est le travail" (nous y ajouterions "abstrait" mais c'est déjà le second point). Cette proposition peut suggérer que la valeur et le travail (abstrait) coïncident, constituent une réalité unique. Mais selon nous, ceci n'est pas exact. La valeur est une caractéristique non du travail abstrait en tant que tel, mais de son produit, la marchandise. En d'autres mots, la valeur est un attribut de la marchandise en tant que celle-ci est un produit du travail abstrait.

Venons-en maintenant à la seconde lacune. Bien que, plus loin dans la même section, Marx souligne que la valeur ne se forme que dans l'échange, dans le texte cité elle semble rattachée à une dépense d'énergie en général. Pour reprendre la terminologie de Rubin, Marx présente ici une conception physiologique du travail créateur de valeur<sup>1</sup>. La référence au contexte social de la production marchande est omise. Le texte ne fait pas ressortir l'idée que le travail créateur de valeur n'est pas du travail en général mais du travail abstrait. Reprenons par exemple un passage déjà cité plus haut :

---

<sup>1</sup>Cf. 1ère partie, p. 20.

"Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée"<sup>1</sup>.

Certes, Marx indique un peu plus loin que le travail créateur de la valeur est celui de l'ouvrier collectif :

"Le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct, une dépense de la même force. La force de travail de la société toute entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables"<sup>2</sup>.

Mais, à la lumière de l'analyse faite dans la partie précédente, cette présentation reste insuffisante. Si elle rapporte la valeur au travail social, elle omet de la rattacher à cette forme spécifique de travail social qu'est le travail abstrait. Cette conception générale escamote la spécificité de la catégorie valeur, à savoir qu'elle n'est opérante que dans une production marchande. La valeur devient une catégorie universelle applicable à tout système de production. Or cette conception est en contradiction, non seulement avec les autres écrits de Marx, comme la Contribution ou son commentaire sur Bailey dans les Théories de la plus-value<sup>3</sup>, mais aussi avec ce qui nous paraît être la logique intellectuelle de l'ensemble de la section 1 du Capital. A l'aune de notre appréciation de la contribution de Marx et du progrès qu'il a

<sup>1</sup>Capital, livre 1, G-F, p. 43. Pour d'autres passages allant dans le même sens, voir pp. 47, 49.

<sup>2</sup>Idem, p. 43.

<sup>3</sup>Cf. Contribution, p.e., p. 15 et Théories of Surplus Value, t. 3, p.e. 137.

introduit par rapport aux vues de Ricardo, le texte cité pris isolément constitue sur ce point une régression théorique. Elle est due pour partie au fait que Marx n'a pas toujours été capable de situer avec exactitude sa relation à l'égard de Ricardo<sup>1</sup>. Il a oscillé entre une attitude critique (dans laquelle nous l'appuierions si l'on peut dire) et une attitude tendant à attribuer à Ricardo la paternité de ses propres découvertes. Par ailleurs, comme on le sait, Marx a remanié diverses fois la première section du Capital<sup>2</sup>. Or il semble bien qu'au fur et à mesure de ces "améliorations", il en soit arrivé à des gommages de son apport original. On ne peut donc, selon nous, pour se faire une idée correcte de la théorie de la valeur de Marx, se contenter des premières pages du Capital. Il faut lire les Théories de la plus-value, la Contribution à la critique de l'économie politique et les Notes marginales pour le traité d'économie politique d'A. Wagner. Il est alors possible de dégager de l'ensemble de ces écrits une théorie unique, cohérente et spécifique de la valeur. Mais cela implique que l'on corrige Marx, parfois sur des points de formulation mais parfois aussi sur des lacunes ou des erreurs de fond.

Dans le cas présent la lacune (consistant à oublier de spécifier que la substance de la valeur n'est pas seulement le travail en général mais bien le travail abstrait) est loin d'être simplement

<sup>1</sup>Cf. Jean Cartelier, Surproduit et Reproduction, pp. 196-203 et Gilles Dostaler, Opus Cité, Chap. 5.

<sup>2</sup>Les différentes versions du premier chapitre du Capital ont été rassemblées par P.-D. Dognin dans un ouvrage intitulé Les sentiers escarpés de Marx.

formelle. Le fait de choisir l'une ou l'autre option entraîne des conséquences fondamentales. Toute l'orientation théorique s'en trouve marquée. En effet, insérer la notion de travail abstrait dans l'analyse qui précède, conduit à introduire dans le même mouvement le rôle du marché, qui lui aussi a été omis jusqu'ici. Or il ne peut l'être. C'est par l'échange sur le marché que s'opère la transformation du travail privé en travail social. La notion de travail abstrait n'est pas concevable sans celle d'échange marchand<sup>1</sup>.

"Il n'y a pas moyen de réduire à l'avance le travail concret observable à du travail social abstrait hors du marché qui réalise effectivement cette réduction"<sup>2</sup>.

L'échange sur le marché opère la validation des travaux privés. Il réalise un processus d'égali-sation, de réduction, d'homogénéisation. C'est comme un concasseur. Y entre du travail privé. En sort du travail social! Dans les termes d'Aglietta :

"L'opération d'échange réalise l'uniformisation des produits en marchandises parce qu'elle établit une EQUIVALENCE dans laquelle le travail privé n'apparaît que comme une fraction du travail global de la société"<sup>3</sup>.

Le fait que la valeur ne se réalise que dans l'échange signifie également qu'elle est une catégorie de l'instant. Ceci est exprimé par Aglietta de la manière suivante :

---

<sup>1</sup>Ce qui compte n'est pas l'utilisation même du terme "abstrait" que Marx lui-même n'emploie presque pas, mais le fait de relier production et échange, spécifiant ainsi la forme marchande d'organisation de l'économie.

<sup>2</sup>I. Gerstein, article cité, p. 250.

<sup>3</sup>M. Aglietta, Régulation et Crises, p. 28.

"La valeur est un flux instantané, c'est-à-dire défini dans un intervalle de temps élémentaire autour d'une date  $t$ , lié aux échanges monétaires validés en cet instant"<sup>1</sup>

Avant et après l'échange, les marchandises ne sont pas, à strictement parler, des valeurs mais seulement des valeurs potentielles, en fonction de la possibilité de les vendre ou de les revendre.

L'enjeu du choix entre les deux conceptions est donc le suivant. Si l'on s'en tient à l'idée que la valeur peut être rattachée au travail en général, la théorie qui se forme est universaliste. La valeur devient une catégorie purement technologique, de mise dans tout système social. Telle est la conception ricardienne et néo-ricardienne<sup>2</sup>. Par contre si on rattache la valeur au travail abstrait, la théorie voit d'abord son champ de pertinence limitée à la société marchande. De plus, si la grandeur de valeur reste certes déterminée par des conditions technologiques, il ne suffit cependant pas que du travail ait été dépensé pour qu'un bien acquiert une valeur. Il faut en plus que la forme sociale dans laquelle le travail a été accompli soit celle du travail privé et qu'il y ait validation par le marché. La référence à la forme sociale de production et d'échange est donc fondamentale. La valeur est alors une catégorie sociale, rattachée à un rapport social, la séparation des producteurs privés, connectés seulement par l'intermédiaire du marché.<sup>3</sup>

<sup>1</sup>M. Aglietta, "Régulation du capitalisme américain" in Quatre Economies dominantes sur longue période, Compte-rendu d'un séminaire animé par M. Aglietta et Ch. Sautter, INSEE, février 1978, p. 49.

<sup>2</sup>Cf. p.e. l'ouvrage de I. Steedman, Marx after Sraffa.

<sup>3</sup>Cf. Capital, livre 1, G-F, pp. 57, 69, 70; Théories of Surplus Value, t. 3, p. 129; Contribution..., p. 15. Rappelons que, quand nous parlons de producteurs privés, nous visons les décideurs des choix de production et non pas les travailleurs, qui sont les producteurs effectifs mais qui n'ont rien à dire quant aux choix de production.

La venue à existence de la valeur se produit par l'échange. Ceci ne veut pas dire cependant que sa grandeur est déterminée par l'échange. Elle est déterminée, avec des précisions à donner ultérieurement, par des caractéristiques de la production. Mais sans échange, il n'y a pas de valeur. Ajoutons enfin un autre paradoxe qui ne s'éclairera que plus loin : si la valeur se réalise dans l'échange, elle n'y apparaît cependant jamais comme telle.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>Ces propositions nous permettent de donner une première indication quant à l'articulation reliant les trois aspects de la valeur, sa substance, sa grandeur et sa forme :

- a) substance de la valeur : le travail abstrait, élément commun permettant la commensurabilité. Il découle de notre réflexion à ce propos que la valeur existe seulement dans et par l'échange (ou la circulation) des marchandises. Mais si le fait de l'échange est la condition nécessaire pour qu'il y ait création de la valeur, il ne crée cependant aucune valeur ex nihilo. Pour qu'il y ait valeur, il faut qu'il y ait eu production, c'est-à-dire dépense de travail;
- b) grandeur de la valeur : quantité de travail abstrait. Elle est déterminée par les conditions de la production telles qu'elles existent au moment de l'échange;
- c) forme de la valeur : le prix. La grandeur de la valeur n'apparaît jamais en tant que telle. Elle se manifeste à travers une autre grandeur, le prix. D'où l'assertion que le prix est la forme de manifestation de la valeur. Mais cette forme est, si l'on peut dire, difformante. En effet, entre la grandeur du prix, telle qu'elle serait déterminée exclusivement par la valeur, et sa grandeur effective au moment de la transaction, une série de décalages, dus à des facteurs autres que la valeur, s'instaurent.

Lorsqu'on accepte de placer la notion de travail abstrait au centre de la création de la valeur, la théorie de la valeur de Marx ne peut plus être assimilée à une théorie de la production, à l'instar de celle de Ricardo. La valeur se fonde sur une articulation entre production et échange. Elle ne peut être rattachée ni à la production ni à la circulation, prises isolément. Comme l'écrit Benetti :

"Nous avons vu que l'explication de la valeur d'échange ne peut pas être obtenue en considérant uniquement le phénomène de l'échange. D'autre part, elle ne peut pas non plus être obtenue en limitant l'analyse à la sphère de la production puisque le processus d'abstraction du travail s'effectue par le marché. Il en résulte que, contrairement aux économistes classiques, pour Marx, l'explication de la valeur d'échange exige la prise en compte simultanée des deux processus d'échange et de production. Plus précisément, cette explication repose sur la conception que ces deux processus constituent une unité"<sup>1</sup>.

Comment expliquer la mise à l'écart du rôle du marché dans tant d'exposés qui pourtant se revendiquent de la perspective marxiste? Une première raison réside dans l'ambiguïté des écrits de Marx. C'est comme si Marx, après avoir dégagé une conception nouvelle de la valeur, constituant une rupture radicale par rapport à vision ricardienne, n'était pas parvenu à s'en tenir rigoureusement à la nouvelle ligne tracée et à en saisir toutes les conséquences. Cette ambiguïté grève l'ensemble de ses écrits. Mais cette raison, attribuant en fait à Marx lui-même la responsabilité de l'interprétation qui nous paraît erronée, n'est pas la seule que l'on peut évoquer. Il en est une

<sup>1</sup>C. Benetti, Valeur et répartition, p. 36.

seconde qui est imputable à une erreur de lecture de la part des interprètes de Marx. Elle trouve son origine dans une mauvaise compréhension qui est faite de la portée exacte de l'hypothèse faite par Marx à propos du marché dans le livre 1 du Capital. Cette hypothèse est qu'il n'y a pas de problème de réalisation de la valeur<sup>1</sup> (ou en d'autres termes de validation du travail privé) puisqu'on suppose que toutes les marchandises sont vendues. Il ne faut cependant pas confondre la mise entre parenthèses des problèmes liés à la réalisation et l'évacuation du fait même de la réalisation. L'hypothèse ne consiste pas à supprimer le marché et son rôle. Au contraire on suppose qu'il fonctionne parfaitement, ou plus précisément on suppose que, s'il y a des déséquilibres, ils sont passagers et affectent, non le fait de la validation mais seulement le taux de validation. En d'autres termes, il n'y a jamais d'invendus même si on admet que des transactions peuvent s'effectuer à un taux autre que le taux d'équilibre. Toute l'attention peut alors être portée sur les problèmes liés à la production. Mais la circulation n'est pas omise pour autant. Elle est seulement, pourrait-on dire, déproblématisée.

---

<sup>1</sup>L'expression "réalisation de la valeur" peut prêter à équivoque, dans la mesure où elle suggère que la valeur existe déjà préalablement à sa réalisation. Il serait plus correct de parler de l'actualisation d'une valeur qui jusque là n'est que potentielle. Lorsque nous céderons à l'usage en employant le terme de réalisation, il faudra l'entendre en ce sens.

.....  
CHAPITRE 3

.....  
La grandeur de la valeur



Une fois que la question de la substance de la valeur a été éclaircie, celle de la détermination de sa grandeur semble couler de source. Comme Marx l'écrit dans les pages du début du Capital analysées plus haut :

"Comment mesurer maintenant la grandeur de sa valeur? Par le quantum de la substance "créatrice de valeur" contenue en lui, du travail. La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède de nouveau sa mesure dans des parties du temps telles que l'heure, le jour, etc."<sup>1</sup>

Pourtant les choses ne sont pas aussi simples qu'elles peuvent en avoir l'air. Une série de problèmes délicats doivent être résolus pour que les principes énoncés par Marx deviennent, non pas opérationnels (car, comme nous le verrons la grandeur de la valeur ne peut de toute façon pas être mesurée empiriquement), mais dénués d'ambiguïté. En particulier, deux questions doivent être réglées. La première porte sur le rôle joué par les moyens de production dans la fixation de la grandeur de la valeur. Peut-on agréger le travail passé (ou "mort") - effectué durant une période antérieure et consacré à la production des moyens de production et des matières premières utilisées durant la période en cours - et travail présent (ou "vivant"), livré pendant la période en cours? Si dans une perspective ricardienne cette agrégation ne pose pas de problèmes conceptuels, nous verrons qu'il n'en va pas de même dans la perspective du travail abstrait. Le second problème concerne l'impact des différences de qualification entre travailleurs sur la création de valeur. L'affirmation souvent avancée selon laquelle le travail complexe crée plus de valeur que le travail simple est-elle compatible avec notre interprétation de la valeur?

---

<sup>1</sup>K. Marx, Le Capital, livre 1, G-F, p. 43.

Pour répondre à ces questions, nous nous proposons d'avancer par étapes. Dans un premier temps nous supposerons que la production ne comporte que du travail vivant. L'hypothèse, évidemment implausible, est que les travailleurs produisent les marchandises sans l'aide ni d'outils ni de matières premières ou qu'ils les fabriquent eux-mêmes à l'intérieur du cycle de production. Les dépenses du capitaliste ne portent dans ce cas que sur le capital variable<sup>1</sup>. Les dépenses portant sur le capital constant ne sont intégrées que dans la seconde phase du raisonnement. Jusqu'alors nous supposerons que l'ensemble des travailleurs ont la même qualification. Cette hypothèse sera relâchée dans la troisième étape de l'analyse. Il est cependant une limitation que nous ne dépasserons pas dans le cadre de la présente étude. Celle-ci se cantonne en effet à l'examen d'une formation sociale unique, supposée autonome. En d'autres mots, nous ne prenons pas en compte le commerce international.

## I - La grandeur de la valeur dans un contexte où il n'y a que du travail vivant

### A. La valeur totale

La valeur est créée au moment de l'échange. L'ensemble des marchandises achetées au temps  $t$  constitue le produit social de la période de production et d'échange ramenée à un flux instantané. Ce produit peut être décrit selon les deux axes constitutifs de la marchandise : sous l'axe physique comme un vecteur de biens et services ayant

<sup>1</sup>Rappelons la terminologie traditionnelle. La notion de capital constant fixe s'applique aux moyens de travail, celle de capital constant circulant aux matières premières et celle de capital variable aux dépenses liées à l'achat de la force de travail.

chacun leur spécificité, sous l'axe social comme un espace de valeur (se manifestant sous la forme d'un espace de prix. Mais pour le moment nous ne considérons que l'espace des valeurs). La valeur totale se rapporte à l'ensemble de la production issue d'un travail privé et ayant reçu une validation sociale par l'achat sur le marché, c'est-à-dire en d'autres termes à l'ensemble des marchandises achetées. Sa grandeur - ou la dimension de l'espace de la valeur - dépend de la quantité de travail abstrait qui s'est formée. Celle-ci dépend à son tour, d'une part, de la grandeur de la force de travail sociale, et, d'autre part, de la justesse des choix de la production privés. Commentons brièvement chacun de ces deux éléments, en commençant par le second.

Si toutes les marchandises parviennent à s'écouler, cela signifie que toutes les initiatives de production se sont avérées correctes, puisqu'elles ont été ratifiées par la demande. Le travail abstrait effectif et le travail abstrait potentiel, correspondant à une absence de gaspillage de la force de travail social, coïncident. Nous parlerons dans ce cas de pleine validation du travail privé<sup>1</sup>. Par contre, lorsque certaines marchandises ne parviennent pas à être vendues ou lorsque des vendeurs de force de travail ne trouvent pas d'emploi, ceci signifie que le travail abstrait effectif ne coïncide pas avec le

---

<sup>1</sup>Pour nous reporter à la distinction établie plus haut entre le fait de la validation et le taux auquel elle s'opère (cf. 1ère partie, p. 14) soulignons que la pleine validation concerne seulement le premier de ces aspects. Qu'il y ait pleine validation n'implique pas que toutes les transactions s'opèrent au taux d'équilibre, concept qui sera seulement présenté plus loin. Soulignons, par ailleurs, que l'on peut rapprocher du concept de "pleine validation du travail privé" une autre notion, celle de "mise en valeur (ou valorisation) du capital". Ces deux concepts désignent, mais sous un éclairage différent, ce que la vente d'une marchandise réalise. D'une part, elle valide du travail privé présent, d'autre part elle confirme le bien-fondé de l'avance en capital, constant et variable, que le processus de production a nécessité.

travail abstrait potentiel<sup>1</sup>. Il se produit alors ce que nous appellerons un échec de validation ou une perte de valeur. Entendons-nous bien sur cette dernière notion. Elle ne renvoie pas à une soustraction par rapport à une somme de valeur déjà existante mais au fait qu'une certaine quantité de valeur potentielle ne s'est pas réalisée. La notion de perte doit donc être entendue au sens d'une des définitions du terme que l'on trouve dans le Robert : "fait de laisser échapper ce qu'on pourrait saisir". C'est un "manque à gagner" en termes de la grandeur du produit social. Le gâchage peut prendre deux formes. Soit il résulte de choix de production erronés. Du travail privé est entrepris mais à mauvais escient. Ses produits ne sont pas vendus. Y correspond sous l'angle physique la mise au rebut d'une fraction de production. Soit il consiste en une non-mise au travail d'une fraction de la force de travail sociale suite à une insuffisance des initiatives de production.

Dans le mode de production capitaliste la pleine validation ne pourrait être atteinte que par un hasard extrême. Deux raisons l'expliquent. Au plan de la logique de la reproduction du mode de production capitaliste d'abord, on sait que le moteur du système est la création de plus-value. La relance de celle-ci au cours des cycles de production passe par l'accumulation, dont l'effet sur l'emploi est à la fois une expulsion des travailleurs hors de la production, suite au progrès technique, et leur réattraction vers celle-ci, suite à la création de nouvelles branches. La situation sur le marché de la

---

<sup>1</sup>Et la grandeur de la production sociale est inférieure à ce qu'elle aurait pu être. Cf. 1ère partie, p.22.

force de travail dépend du solde entre ces mouvements. Il n'y a aucune raison pour que l'accumulation se maintienne à un niveau tel qu'il y ait exactement plein emploi. Le second niveau d'explication surgit lorsqu'on suppose que le plein emploi est quand même assuré, aussi peu plausible que soit cette hypothèse. Même alors, il est dans la nature d'un système marchand de ne pas avoir une pleine adéquation entre la production et la demande. Il est en effet inhérent au système d'initiative privé qu'il y ait en permanence des tâtonnements, un incessant va-et-vient entre erreurs et mouvements correctifs. Mais si la pleine validation constitue un cas extrême dont l'occurrence n'est pas plausible, dans le raisonnement théorique il est néanmoins utile de supposer sa réalisation. Une démonstration théorique gagne à partir de l'étude du cas limite, pour examiner seulement dans un deuxième temps ce qui se passe lorsqu'on s'en écarte<sup>1</sup>. C'est la démarche que nous adopterons ici. Tant que nous n'aurons pas introduit les concepts de prix et de revenus, liés à la forme de la valeur et en termes desquels les pertes de valeur se manifestent, nous supposerons qu'il y a pleine validation du travail privé et de plus que toutes les marchandises sont échangées en taux d'équilibre.

Quant à la grandeur de la force de travail, le second facteur influençant la grandeur de la valeur totale créée, il faut préciser qu'elle consiste en la multiplication du nombre de travailleurs participant à la sphère sociale par la durée moyenne de travail. Deux composantes peuvent être distinguées à l'intérieur du concept de durée de

<sup>1</sup>Ceci a été exprimé dans un tout autre domaine, par Jacques Lacan dans un bel aphorisme : "Je pars de la limite, d'une limite dont en effet il faut partir pour être sérieux, c'est-à-dire pour établir une série de ce qui s'en approche", J. Lacan, Le Séminaire, livre XX, p. 10.

travail : la durée officielle et la durée effective. Le premier désigne la définition de la journée normale de travail spécifiée dans le contrat de travail, le second la durée durant laquelle du travail est effectivement presté. Il y a toujours un décalage entre les deux grandeurs. Cette différence est appelée "les pores du travail"<sup>1</sup>. Ce sont des poches de temps mort durant lesquelles aucun travail effectif n'est presté. L'intensité du travail désigne un état du rapport entre durée effective et durée officielle. Elle est une moyenne qui se détermine au niveau de la société dans son ensemble. Une augmentation de l'intensité moyenne correspond à une diminution de la porosité de la journée de travail. Une telle augmentation a le même effet qu'une hausse de la durée journalière officielle du travail sans modification de porosité. Elle accroît la quantité totale de valeur créée<sup>2</sup>. L'intensité du travail serait à son maximum lorsque toutes les secondes composant la durée officielle seraient réellement utilisées à des fins productives.

#### B. La valeur unitaire

Si la valeur totale se rapporte à la somme des marchandises écoulées, la valeur unitaire s'applique, elle, à un exemplaire particulier d'une marchandise donnée. Le passage d'un concept à l'autre

<sup>1</sup> L'expression se trouve dans Marx (Capital, livre 1, G-F, p. 236) mais elle a été surtout mise en avant par Aglietta, Cf. Régulation et Crises, p. 33 et 44.

<sup>2</sup> Il faut distinguer entre les variations de l'intensité moyenne, grandeur macro-sociale, dont l'effet est d'augmenter la valeur totale, et les variations autour de l'intensité moyenne, dont l'effet est d'engendrer des inégalités dans le partage du revenu tiré des ventes.

s'opère par une partition de l'espace de la valeur selon les différents types de biens et services composant la production sociale. La grandeur de la valeur d'une marchandise particulière dépend de la durée de travail nécessaire pour la produire. Elle indique aussi la fraction du temps total de travail abstrait que représente en moyenne la production de cette marchandise<sup>1</sup>. On retrouve ici la conception ricardienne liant la grandeur de la valeur à la difficulté de production.

"Plus est grande la force productive du travail, (c'est-à-dire le productivité MDV) plus est court le temps nécessaire à la production d'un article, et plus est petite la masse de travail cristallisé en lui, plus petite sa valeur. Inversement, plus est petite la force productive du travail, plus est grand le temps nécessaire à la production d'un article, et plus est grande sa valeur. La quantité de valeur d'une marchandise varie donc en raison directe du quantum et en raison inverse de la force productive du travail qui se réalise en elle (...)

La quantité de valeur d'une marchandise resterait évidemment constante si le temps nécessaire à sa production restait aussi constant. Mais ce dernier varie avec chaque modification de la force productive du travail"<sup>2</sup>.

Chaque branche est caractérisée par une norme de productivité. Elle désigne la productivité moyenne en vigueur à un moment donné. Une hausse de la productivité signifie que le temps de travail nécessaire en moyenne pour produire une marchandise donnée diminue. Elle peut être due soit à un progrès technique soit à une réorganisation spatiale de la production. La norme de productivité est naturellement susceptible de varier dans le temps. Elle joue comme une référence et une contrainte

<sup>1</sup>N'est évidemment prise en compte que la durée de travail effective.

<sup>2</sup>K. Marx, Le Capital, livre 1, G-F, pp. 44-45. Nous avons interverti l'ordre des paragraphes.

pour les différents collectifs de producteurs (c'est-à-dire les firmes). Celles-ci doivent s'aligner sur la norme, avec cependant, dans la réalité, une marge de manoeuvre de telle sorte qu'il y a toujours certaines firmes dont la productivité dépasse la moyenne tandis que d'autres ont une productivité inférieure à la moyenne. Ceci entraîne, comme nous le verrons, une différenciation dans le partage du revenu global. Mais la valeur se réfère à la moyenne sociale et ne varie qu'avec celle-ci. Ce n'est en rien la durée de travail individuelle qui détermine la valeur mais le temps de travail nécessaire en moyenne pour chaque type de production dans un état donné des techniques<sup>1</sup>. Autrement, les producteurs les plus paresseux seraient favorisés et les plus efficaces pénalisés. D'où l'expression "temps de travail socialement nécessaire"<sup>2</sup>. La valeur est une moyenne sociale. C'est pour cela qu'il nous semble incorrect, comme le font certains auteurs, ainsi que Marx lui-même dans quelques passages du Capital, principalement dans le livre III, de parler de "valeur individuelle" pour désigner le temps de travail d'un producteur ou d'un groupe de producteurs particuliers<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup>Dans le concept de valeur unitaire, le terme unitaire renvoie à la marchandise et non au producteur.

<sup>2</sup>Cf. Capital, livre I, G-F, p. 44. Pour éviter toute confusion disons que, selon nous, l'expression "socialement nécessaire" signifie nécessaire en moyenne dans une branche donnée à un moment donné du temps. Elle ne renvoie pas au caractère "socialement utile" d'une initiative de production qui lui est conférée par le fait qu'elle est achetée.

<sup>3</sup>Dans le livre III du Capital, écrit antérieurement au livre I rappelons-le, Marx emploie aussi le concept de valeur de marché. Ce concept correspond à la valeur d'échange et non à la valeur, ces deux concepts n'étant pas du tout identiques (cf. Salama, Sur la valeur, p. 236). Si on le méconnaît, l'utilisation de ce concept risque d'introduire des confusions.

### C. L'articulation des concepts

L'analyse qui précède est synthétisée dans le tableau 3 qui regroupe tous les facteurs que nous avons étudiés. A gauche de la ligne verticale nous trouvons les causes, à droite les effets. Parmi les causes nous avons :

N : le nombre de travailleurs productifs (de marchandises) ayant trouvé de l'embauche;

T : la durée de travail officielle;

I : l'intensité du travail, c'est-à-dire le rapport entre la durée effective et la durée officielle;

P : la productivité du travail;

X : la proportion des marchandises invendues.

Nous avons trois variables-effets :

VT = la valeur totale;

VU = la valeur unitaire

Q = la quantité physique vendue

Tableau 3

Les variations en valeurs et en quantités

| N | T | I | P | X | Q | V.T. | V.U. |
|---|---|---|---|---|---|------|------|
| ↗ | → | → | → | → | ↗ | ↗    | →    |
| → | ↗ | → | → | → | ↗ | ↗    | →    |
| → | → | ↗ | → | → | ↗ | ↗    | →    |
| → | → | → | ↗ | → | ↗ | →    | ↗    |
| → | → | → | → | ↗ | ↘ | ↘    | ↘    |

Notons la dyssymétrie entre la productivité et les autres facteurs causaux. Un changement de productivité fait varier la valeur unitaire des marchandises mais non la valeur totale. Par contre, un changement dans les autres facteurs modifie la valeur totale mais non la valeur unitaire. Celle-ci se détermine à partir de la considération d'une marchandise donnée et en regardant le temps moyen nécessaire à sa production. Il n'y a aucune raison pour que celui-ci change lorsque la structuration globale du temps se modifie.

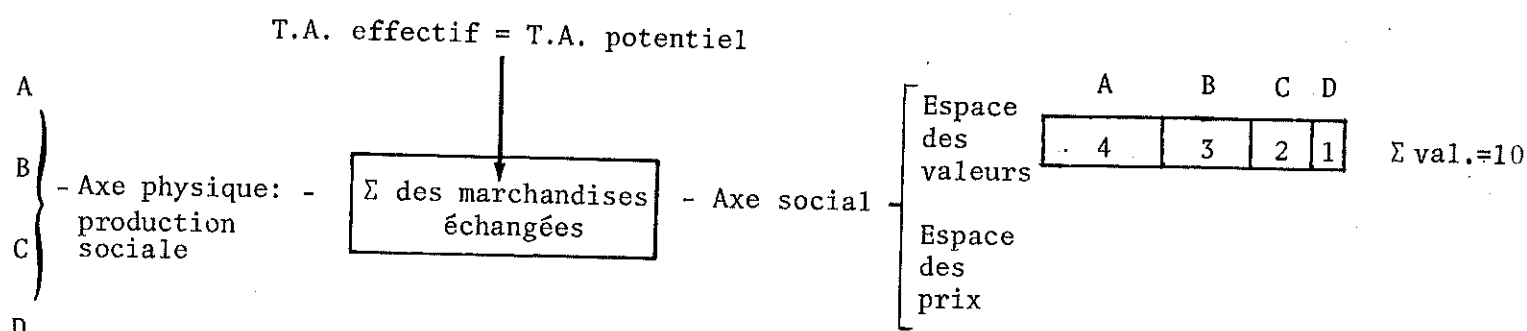
Soulignons plus particulièrement que si dans le langage courant les notions d'intensité et de productivité sont souvent considérées comme des synonymes, il n'en est rien ici. L'intensité est une grandeur qui se réfère au rapport entre la durée effective et la durée officielle, telle qu'il existe en moyenne à un moment donné dans l'ensemble de la formation sociale considérée. Cela a un sens de parler de variations par rapport à l'intensité moyenne d'une branche à l'autre ou d'une firme à l'autre. La productivité, elle, est une donnée physico-technique qui se réfère à la production d'une marchandise particulière et cela n'a pas de sens dans notre terminologie d'affirmer que la productivité du travail est plus grande dans la branche x que dans la branche y. Par contre, on peut dire que la firme x a une productivité plus grande que la firme y, si elles produisent la même marchandise. L'accroissement de la productivité est une donnée s'appliquant à un processus de production particulier. Quand on parle d'un accroissement de la productivité moyenne dans l'ensemble de l'économie, cela ne peut se comprendre que d'une seule manière, à savoir que la productivité s'est améliorée dans

le même rapport dans toutes les branches de l'économie... Comparons maintenant les conséquences des changements de productivité et d'intensité (lignes 4 et 3 du tableau 3). Ils ont un effet commun : accroître la quantité produite à l'intérieur d'une enveloppe de durée officielle de travail inchangée. Mais le mécanisme par lequel l'effet est obtenu diffère d'un cas à l'autre. Dans le cas de l'accroissement de productivité, la valeur unitaire diminue mais il n'y a pas de modification dans la durée effective du travail total presté. Au contraire lorsque l'intensité s'accroît, suite par exemple à une augmentation des cadences, il y a en fait une augmentation, non perçue peut-être mais néanmoins réelle, de la durée totale de travail réellement prestée. Dans ce dernier cas cependant, si l'on regarde les marchandises prises une à une, le temps nécessaire à leur fabrication n'a pas changé. Ce qui a changé c'est qu'on a diminué les temps morts entre les moments où le travail est effectif.

Les deux processus, modification ou de la productivité ou de l'intensité, ne peuvent donc pas être amalgamés puisqu'ils interviennent dans la création de valeur d'une manière spécifique. Cela étant dit, il faut cependant convenir que leur occurrence est souvent conjointe. Ainsi la direction d'une firme peut profiter de l'introduction d'une innovation technologique, augmentant la productivité du travail, pour en même temps accroître l'intensité du travail par une accélération des cadences. Ceci s'est produit par exemple lors de l'instauration du travail à la chaîne. Par ailleurs, notons qu'il est difficile de distinguer empiriquement l'évolution des deux processus dans la mesure où les

informations statistiques disponibles portent sur leur effet conjoint, à savoir les quantités produites par unité de durée officielle<sup>1</sup>.

L'articulation des concepts de travail abstrait, de marchandise, de production sociale, de valeur totale et de valeur unitaire peuvent être illustrés par un schéma très simple, synthétisant l'ensemble de la production sociale à un moment donné du flux des échanges.<sup>2</sup>



Ce schéma illustre le fait qu'il y a quatre marchandises qui sont produites, A, B, C, D. La valeur de A est de 4 unités de "temps de travail abstrait", celle de B 3, celle de C 2 et celle de D 1. La somme des valeurs est égale à 10. C'est la grandeur de la valeur totale. La partition interne de l'espace des valeurs définit des rapports d'équivalence entre les marchandises. Dans l'exemple du schéma, une unité physique de la marchandise A est dans un rapport d'équivalence avec 1 1/3 unité physique de la marchandise, 2 unités physiques de la marchandises C et 4 unités physiques de la marchandise D. Nous retrouvons ici le concept de valeur d'échange introduit plus haut. Il ne faut pas confondre les

<sup>1</sup> La donnée résultant de cet effet conjoint peut être appelée "norme d'efficacité" ou "rendement". Cf. Benjamin Coriat, L'atelier et le chronomètre, p. 63.

<sup>2</sup> A ce stade le schéma est encore incomplet car il n'intègre pas les prix.

notions de valeurs et de valeur d'échange en presumant par exemple que l'une est l'expression raccourcie de l'autre<sup>1</sup>. La valeur d'échange désigne un rapport. Elle est une grandeur relative impliquant la mise en polarité d'au moins deux marchandises. Par contre la valeur est une grandeur absolue. Pour connaître la valeur unitaire d'une marchandise il n'est pas nécessaire de se référer aux autres marchandises mais seulement au temps de travail nécessaire à sa production. Bref, si les deux concepts se rapportent à une même réalité, une marchandise donnée, ils l'appréhendent à des niveaux différents. Quand on parle de la valeur de la marchandise, on la regarde comme produit du travail abstrait et on se demande quelle est la fraction de ce travail qui est présente en elle? Elle est donc considérée isolément. Quand on parle de la valeur d'échange, on confronte la quantité de travail social qu'elle contient et celle qui est contenue dans d'autres marchandises ...

Entre la valeur et la valeur d'échange, il y a une relation de fondement. Pour établir la seconde, il faut que la première le soit d'abord. C'est une préséance logique. Notons enfin qu'il n'y a pas nécessairement

<sup>1</sup>Une lecture rapide du Capital peut mener à cette erreur. La formulation même de Marx en est parfois responsable. Ainsi le premier paragraphe du chapitre premier s'intitule "les deux facteurs de la marchandise : valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite (p. 41, souligné par nous). Cette formulation n'est pas correcte et est amendée par Marx dans le cours du texte. "Si donc au début de ce chapitre, pour suivre la manière de parler ordinaire, nous avons dit : la marchandise est valeur d'usage et valeur d'échange, pris à la lettre c'est faux. La marchandise est valeur d'usage ou objet d'utilité et valeur. Elle se présente pour ce qu'elle est, chose double, dès que sa valeur possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, celle de valeur d'échange" (Capital, livre 1, G-F, p. 60). La valeur d'échange est cette fois définie comme la forme de la valeur, c'est-à-dire comme quelque chose qui en est distinct. Pour un examen des ambiguïtés d'exposition dans l'oeuvre de Marx, cf. G. Dostaler, Marx, la valeur et l'économie politique, chap. 3.

concomitance entre le mouvement de la valeur et celui de la valeur d'échange. Lorsque la valeur d'une marchandise change, alors que celles des autres restent constantes, sa valeur d'échange se modifie également. Mais lorsque les valeurs de toutes les marchandises varient dans le même rapport, les valeurs d'échange ne se modifient pas!

#### D. Le taux de plus-value

Après avoir étudié la subdivision de la valeur totale en valeurs unitaires, liées chacune à des marchandises particulières, nous pouvons maintenant procéder en sens inverse en regroupant les valeurs unitaires en de nouveaux sous-ensembles découpant d'une manière spécifique l'espace total de la valeur. Une partition particulière cruciale, parce qu'elle est le pivot de la reproduction sociale, est désignée par le concept de taux de plus-value<sup>1</sup>. La subdivision qu'il met en relief peut être lue à deux niveaux, celui du travail abstrait et celui de la valeur<sup>2</sup>. Au premier de ceux-ci, le taux de plus-value exprime comment la somme totale de temps de travail social livrée par la force de travail salariée se répartit entre du temps dont le produit sert à sa reproduction ("travail nécessaire" à cette reproduction) et du temps dont le produit est accaparé par la classe capitaliste ("surtravail" ou "travail gratuit")<sup>3</sup>. Au niveau de la valeur, le taux de plus-value

<sup>1</sup>Nous ne voulons pas réexpliquer ici l'origine de la plus-value. Cf. K. Marx, Capital, livre 1, chap. 6 et 7. Voir aussi J. Gouverneur, Elements d'économie politique marxiste, chap. 3.

<sup>2</sup>La prise en compte du "travail passé" dans la prochaine section nous obligera à nuancer la définition qui suit.

<sup>3</sup>Rappelons qu'à ce stade de l'analyse il est supposé que tous les salariés effectuent des travaux productifs. De même il est supposé que la valeur est créée seulement par les travailleurs salariés. Ceci équivaut à dire que les capitalistes ne livrent que du travail improductif de contrôle et qu'il n'y a pas de producteurs indépendants.

répartit la valeur créée entre, d'une part, la valeur totale des différentes marchandises nécessaires à la reconstitution de la force de travail salariée et, d'autre part, la plus-value appropriée par la classe capitaliste. Le concept de taux de plus-value permet de saisir en même temps la similitude et la spécificité du mode de production capitaliste par rapport aux autres modes de production. D'un côté, le rapport salarial doit être vu comme une forme particulière du rapport social présent dans toute société de classes. L'enjeu ultime de la domination qui y est en oeuvre est le contrôle par la classe dominante du temps de travail de la classe dominée. Son aboutissement est l'exploitation, c'est-à-dire la livraison d'un travail gratuit. Mais dans le rapport salarial ces processus prennent une forme particulière. Le rapport entre les classes s'inscrit à l'intérieur d'une transaction marchande, le contrat salarial. Dans ce cadre le processus d'exploitation cesse d'être aussi visible qu'il l'est dans d'autres modes de production.

Avant d'être un rapport quantitatif (qui est de toute façon invisible mais qui, comme nous le verrons, constitue néanmoins le pivot de la répartition, visible elle, du revenu total), le taux de plus-value est une norme sociale définie dans un espace national particulier. Dans les termes d'Aglietta :

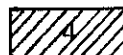
"Le taux de plus-value est la norme sociale la plus fondamentale du capitalisme. Cette norme est le principe des lois macroéconomiques de formation des revenus, mais elle n'est pas elle-même de l'ordre économique. Sa formation découle d'une lutte immanente au rapport salarial. Or une confrontation de forces antagonistes à l'échelle de toute

la société n'a un produit suffisamment stable pour être une norme sociale que si elle est codifiée par des actes politiques qui ont au moins partiellement la forme étatique. En conséquence le taux de plus-value est défini dans un espace national, espace où l'ensemble des normes sociales sont récapitulées et coordonnées par des institutions étatiques"<sup>1</sup>.

En termes de l'exemple du schéma de la page 32, si l'on suppose que, sur les quatre marchandises produites, les deux premières A et B servent à la reconstitution de la force de travail, on dira que la valeur des marchandises nécessaires à la reconstitution de la force de travail est égale à 7 et la plus-value à 3. Le taux de plus-value est donc de  $3/7$ . Sur dix unités de valeur créées, 3 vont au capital. La grandeur du taux de plus-value n'est évidemment pas une donnée immuable. Elle constitue un enjeu de la reproduction du système et est affectée par les conditions de l'accumulation du capital. Celle-ci exerce une pression à la hausse sur le taux de plus-value<sup>2</sup>. Elle peut se produire selon trois mécanismes particuliers. Décrivons-les d'abord en supposant provisoirement que le nombre et le type de marchandises entrant dans la reconstitution de la force de travail restent stables. Le premier procédé consiste à accroître la durée de travail officielle sans modification dans l'intensité du travail. Son effet est décrit dans le schéma suivant qui reprend les données de notre exemple.

<sup>1</sup>"Régulation du capital américain" in M. Aglietta et C. Sautter, Quatre économies dominantes sur longue période, Document de l'INSEE, p. 18.

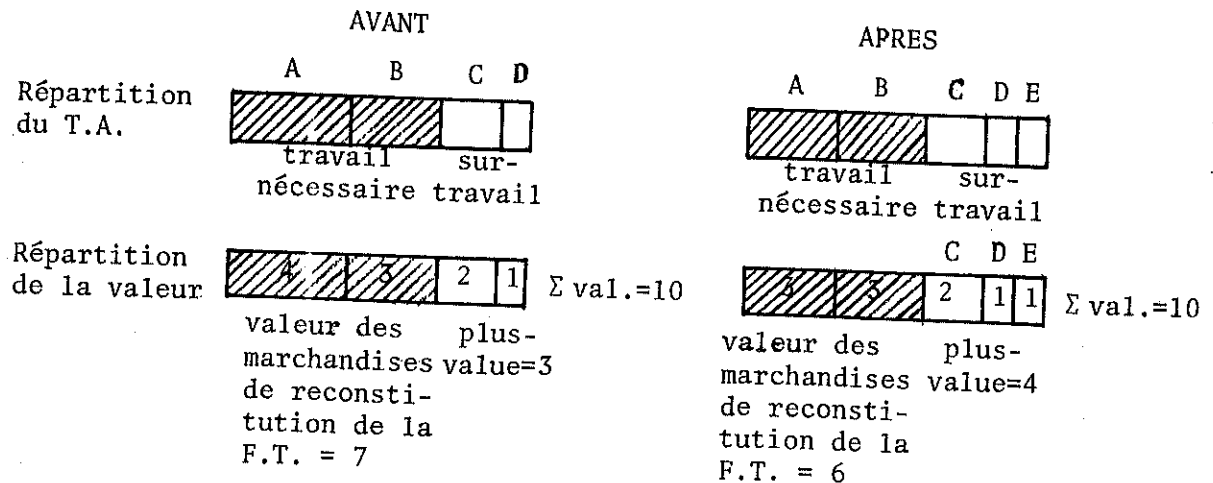
<sup>2</sup>Cf. J. Gouverneur, Eléments ..., p. 161-168 et M. Aglietta, Régulation ..., pp. 67 et suivantes.

|                             |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                          |                                                                                    |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                          |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|                             | AVANT                                                                             |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                          | APRES                                                                              |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                          |
|                             | A                                                                                 | B                                                                                 | C                                                                                 | D                                                                                 |                          | A                                                                                  | B                                                                                   | C                                                                                   | D                                                                                   | E                                                                                   |                          |
| Répartition<br>du T.A.      |  |  |  |  |                          |  |  |  |  |  |                          |
|                             | travail<br>nécessaire                                                             |                                                                                   | sur-<br>travail                                                                   |                                                                                   |                          | travail<br>nécessaire                                                              |                                                                                     | sur-<br>travail                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                          |
|                             | A                                                                                 | B                                                                                 | C                                                                                 | D                                                                                 |                          | A                                                                                  | B                                                                                   | C                                                                                   | D                                                                                   | E                                                                                   |                          |
| Répartition<br>de la valeur |  |  |  |  | $\Sigma \text{ val.}=10$ |  |  |  |  |  | $\Sigma \text{ val.}=11$ |
|                             | valeur des<br>marchandises<br>de reconsti-<br>tution de la<br>F.T.=7              |                                                                                   | plus-<br>value=3                                                                  |                                                                                   |                          | valeur des<br>marchandises<br>de reconsti-<br>tution de la<br>F.T.=7               |                                                                                     | plus-<br>value=4                                                                    |                                                                                     |                                                                                     |                          |

L'augmentation de la durée officielle du travail entraîne un accroissement de la quantité de valeur créée, qui passe de 10 à 11, et de la quantité de marchandises produites. Dans l'exemple on suppose qu'elle se traduit par la production d'une nouvelle marchandise E, n'entrant pas dans la reconstitution de la force de travail. On aurait aussi pu concevoir un accroissement de la production des marchandises C ou D<sup>1</sup>. Le taux de plus-value passe de 3/7 à 4/7. Le second procédé consiste à accroître l'intensité du travail par élimination des temps morts existant à l'intérieur de la durée officielle du travail. Bien que celle-ci ne se modifie pas, il n'empêche qu'une plus grande durée de travail effectif est livrée. Les effets de ce second processus sont donc similaires à ceux du premier.

<sup>1</sup>Il est supposé qu'il n'y a pas de problèmes de débouchés pour la production accrue. Rappelons que l'ensemble du raisonnement de la section s'effectue dans un contexte de pleine validation et d'échange conforme au taux d'équilibre.

Enfin le troisième moyen consiste en une hausse de la productivité dans la production d'une des marchandises entrant dans la reconstitution de la force de travail dans un contexte dans lequel ni la durée officielle ni l'intensité du travail ne se modifient.

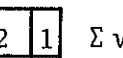
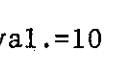
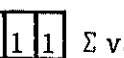


Le schéma suppose que l'amélioration de la productivité porte sur la marchandise A, dont la production ne nécessite plus que trois unités de travail abstrait au lieu de quatre. Il est supposé en plus que dans un processus d'adaptation instantané, le temps ainsi libéré est utilisé à produire la nouvelle marchandise E, n'entrant pas dans la reconstitution de la force de travail et pour laquelle une demande émerge en même temps. En conséquence, la masse totale de valeur créée reste identique mais la valeur des marchandises nécessaires pour la reconstitution de la force de travail diminue (le "salaire réel" ou panier de consommation, lui, restant inchangé). Le nombre de marchandises produites croît. Le taux de plus-value passe de  $3/7$  à  $2/3$ .

Les deux premiers mécanismes relèvent de ce que Marx a appelé la "plus-value absolue", le troisième de la "plus-value relative"<sup>1</sup>. L'accroissement du taux de plus-value peut également se produire, mais alors dans un degré moindre, lorsque la norme de consommation s'élargit avec l'accumulation du capital. Le cas suivant est un exemple de hausse du salaire réel allant de pair avec une baisse de la valeur de la force du travail. Cette fois on suppose que l'amélioration de la productivité porte à la fois sur la marchandise A, dont la valeur passe de 4 à 3, et sur la marchandise B, dont la valeur passe de 3 à 2. S'il n'y avait pas d'élargissement du panier salarial, la masse de plus-value augmenterait de deux unités et le taux de plus-value serait égal à 1 (5/5). Mais on suppose que le panier s'élargit et englobe une marchandise supplémentaire E, dont la valeur est 1. Bien que son contenu ait augmenté, la valeur du panier salarial a baissé. On passe de 7 à 6. Nous supposons de nouveau que dans un processus d'adaptation instantané le temps ainsi libéré est utilisé à produire une nouvelle marchandise non-salariale F. La valeur totale reste égale à 10. Le nouveau

<sup>1</sup>Ces deux dénominations proposées par Marx et largement reprises depuis sont peut-être malencontreuses car leur sens réel n'est pas évident. Contrairement à ce qu'une interprétation littérale pourrait faire croire, les qualificatifs "absolu" et "relatif" ne se réfèrent pas à des caractéristiques différenciées de la plus-value - il n'y a pas deux types distincts de plus-value - mais aux modalités selon lesquelles l'accroissement de la masse (et du taux) de plus-value se produit. Les deux concepts doivent donc s'entendre dans le sens, d'une part "de mécanisme d'accroissement de la plus-value suite à une modification absolue de la durée du travail effectivement fourni" et, d'autre part, de "mécanisme d'accroissement de la plus-value suite à une modification dans la répartition de l'allocation du travail fourni entre le travail nécessaire et le surtravail". Signalons par ailleurs que ces processus peuvent jouer conjointement. Cf. supra, p. 31.

taux de plus-value s'élève à  $2/3$ , ce qui constitue une augmentation par rapport au taux de  $3/7$  existant avant le progrès de productivité<sup>1</sup>.

|                             | AVANT                                                                             |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                          | APRES                                                                              |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                          |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|                             | A                                                                                 | B                                                                                 | C                                                                                 | D                                                                                 |                          | A                                                                                  | B                                                                                   | E                                                                                   | C                                                                                   | D                                                                                   | F                                                                                   |                          |
| Répartition<br>du T.A.      |  |                                                                                   |  |  |                          |  |                                                                                     |  |  |  |  |                          |
|                             | travail<br>nécessaire                                                             |                                                                                   | sur-<br>travail                                                                   |                                                                                   |                          | travail<br>nécessaire                                                              |                                                                                     | sur-<br>travail                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                          |
| Répartition<br>de la valeur |  |  |  |  | $\Sigma \text{ val.}=10$ |  |  |  |  |  |  | $\Sigma \text{ val.}=10$ |
|                             | valeur des<br>marchandises<br>de reconsti-<br>tution de la<br>F.T.= 7             |                                                                                   | plus-<br>value=3                                                                  |                                                                                   |                          | valeur des<br>marchandises<br>de reconsti-<br>tution de la<br>F.T.= 6              |                                                                                     | plus-<br>value=4                                                                    |                                                                                     |                                                                                     |                                                                                     |                          |

## II - Grandeur de la valeur et prise en considération des moyens de production

### A. Le transfert de valeur

Nous admettons maintenant que la production s'effectue à l'aide de moyens de production et de matières premières achetés. Des marchandises entrent donc comme "inputs" dans la production. Elles ont été fabriquées durant les cycles antérieurs. Le travail privé nécessaire à leur fabrication a été validé puisqu'elles ont été achetées par des capitalistes dans l'intention d'être utilisées dans le processus de production. Un des principes de base de l'approche marxiste est que cette utilisation n'affecte pas la grandeur de la valeur créée. Celle-ci

<sup>1</sup> Contrairement à ce qui est souvent affirmé, il n'y a dans la théorie marxiste aucune nécessité de stabilité (et a fortiori de baisse) du salaire réel au fil du temps. L'accumulation exige certes, dans certaines phases, une hausse du taux de plus-value, passant éventuellement par une baisse de la valeur de la force de travail. Mais, comme notre exemple le montre, il peut y avoir en même temps baisse de la valeur de la force de travail et hausse du salaire réel. Pour une analyse de la logique expliquant ce dernier mouvement, cf. Aglietta, Régulation et crises ..., chapitre 3, et J. Gouverneur, Eléments d'économie politique marxiste, pp. 163 et suivantes.

dépend uniquement du travail présent ou vivant<sup>1</sup>. Par contre, les moyens de production et les matières premières sont, dans la présentation traditionnelle des choses, censés transférer, partiellement ou intégralement, leur valeur à la marchandise produite grâce à eux. On oppose donc nettement deux processus : la création et le transfert de valeur. L'intervention des moyens de production est décrite par Marx de la manière suivante :

"Les moyens de production ne transmettent de valeur au nouveau produit qu'autant qu'ils en perdent sous leurs anciennes formes d'utilité. Le maximum de valeur qu'ils peuvent perdre dans le cours du travail a pour limite la grandeur de valeur originaire qu'ils possédaient en entrant dans l'opération, ou le temps de travail que leur production a exigé. Les moyens de production ne peuvent donc jamais ajouter aux produits plus de valeur qu'ils n'en possèdent eux-mêmes"<sup>2</sup>.

Pourquoi les moyens de travail ne créeraient-ils pas de valeur ? La réponse que nous donnerions n'exige pas de long développement. Elle trouve sa racine dans une réflexion sur les caractéristiques mêmes de la valeur, telle que nous la comprenons. La création de valeur consiste en la validation d'un travail privé. Avant d'être utilisés

---

<sup>1</sup> Les concepts de travail privé et de travail présent s'appliquent au même processus. L'adjectif "privé" renvoie à la modalité sociale de formation du travail social. L'adjectif "présent" qualifie le laps de temps durant lequel un travail est considéré comme privé. Ce laps commence, dans le cas d'un bien matériel, avec le début de l'exécution du travail privé, et dans le cas d'un service, lorsque la force de travail est mise à la disposition de la clientèle. Il s'achève, dans le premier cas, avec la vente du bien matériel et, dans le second, avec la fin de la prestation du service. Dans l'analyse théorique, ce laps est confiné à la durée d'un instant, en vue de ramener à une même longueur les différents cycles de production qui dans la réalité s'étendent évidemment sur des durées différentes.

<sup>2</sup> K. Marx, Capital, livre I, G-F, p. 159.

dans la procès de travail, les moyens de production ont été achetés par les capitalistes. Dès lors le travail privé qui a été entrepris pour leur production a été validé lors de cet achat. Si maintenant on admettait que les machines créent de la valeur en plus de celle qui est créée par le travail vivant, cela signifierait qu'une validation se produirait sans qu'il y ait de contrepartie en livraison nouvelle de travail. Le même travail, ayant servi à produire la machine, serait dès lors validé deux fois : une première fois lors de l'achat de celle-ci, une seconde fois lors de l'achat du produit final. Ceci n'a pas de sens. La validation ne peut s'effectuer qu'une seule fois.

La notion de "transfert de valeur" n'est pas pour autant dépourvue d'ambiguïté. Dans le texte de Marx, cité plus haut, il est dit que les machines transmettent partiellement, au fil de leur usure, leur valeur aux marchandises dans la production desquelles elles interviennent. Cette interprétation a été reprise par des générations de marxistes sans qu'on y voie de sérieux problèmes. Mais récemment une contestation a surgi quant à la compatibilité de l'idée d'un transfert de valeur avec la conception du travail abstrait articulant production et échange<sup>1</sup>. Affirmer que la valeur n'existe qu'au moment de l'échange ne rend-il pas caduque l'idée ricardienne, reprise par Marx, selon laquelle les moyens de production constitueraient un stock de valeur? Le problème est présenté par Aglietta de la manière suivante :

---

<sup>1</sup>Nous ne parlons pas ici des critiques émises de l'extérieur du paradigme marxiste mais de celles qui découlent d'une réflexion à partir des prémisses de Marx. Ces critiques sont faites principalement par Benetti et Cartelier dans un texte miméo, version encore provisoire d'un ouvrage à paraître sous le titre de Marchandise, rapport salarial et capital. Elles sont reprises par Aglietta dans l'étude déjà citée "La régulation du capitalisme américain".

"La valeur est en théorie marxiste un lien social qui n'existe que sous la forme de l'échange et qui fait de l'échange, non pas une confrontation d'utilités déjà existantes, mais une validation sociale des activités privées, de sorte que les produits du travail deviennent, après avoir satisfait à l'échange contre monnaie, des valeurs d'usage sociales. Il en découle l'impossibilité de parler de travail incorporé. La valeur est une pure abstraction, comme tout rapport social; elle n'existe que lorsqu'elle se manifeste, c'est-à-dire dans l'échange dont elle est le principe. En conséquence, dès que les objets sortent de la circulation marchande, ils cessent d'être des marchandises pour être exclusivement des valeurs d'usage, quelles que soient les conditions concrètes de leur usage. C'est pourquoi on ne peut dire, sauf grave abus de langage couvrant une altération de la théorie marxiste de la valeur, que les moyens de production en fonction dans le procès de production ont une valeur."<sup>1</sup>

"Si on définit la valeur comme un lien social inhérent à la séparation des producteurs privés et non pas comme du travail incorporé, elle ne se conserve pas et ne se transmet pas."<sup>2</sup>

Tout en étant d'accord avec la manière dont Aglietta, à la suite de Benetti et Cartelier, formule le problème, nous ne le suivrions cependant pas dans les conclusions qu'il en tire. Sans prétendre avoir un avis définitif sur la question, il nous semble qu'il ne faut pas rejeter entièrement la notion de transfert de valeur mais plutôt mieux en poser les limites. Le défaut de l'interprétation traditionnelle est de suggérer que le transfert de valeur se produit à l'intérieur de la production, concomitamment à l'utilisation des machines dans le procès de travail. Il devient dès lors un processus physico-technique. Bref, la conception traditionnelle affirme, du moins implicitement, l'idée qu'Aglietta rejette à juste titre et selon laquelle "les moyens de production en

---

<sup>1</sup>Article cité, p. 50.

<sup>2</sup>Idem, p. 68.

fonction dans le procès de production ont une valeur"<sup>1</sup>. Ce faisant, cette conception transpose au cas du transfert de valeur l'erreur commise à propos de la création de valeur, erreur consistant à rendre celle-ci coextensive à la dépense de travail. Or ces deux opérations sont dissociées. La dépense de travail ne débouche pas nécessairement sur la formation de valeur. Pour cela, il faut d'abord que le travail en question soit du travail privé et qu'ensuite il soit validé sur le marché. De la même manière, l'utilisation et l'usure de la machine ne coïncident pas avec le transfert de valeur. Ils constituent une opération technologique alors que le transfert de valeur ne peut être vu que comme un processus social. L'opération technique en est certes la condition. Mais pour que le transfert se produise, il faut que des conditions ayant trait à la circulation soient réalisées. La marchandise produite dans le procès de travail à l'intérieur duquel les moyens de production sont utilisés, doit être vendue. Donc le transfert de valeur se produit à l'articulation de la production et de la circulation. Nous appliquons au transfert de valeur le même principe qu'à la création de valeur. Tous deux n'émergent que par l'échange.

Lorsqu'on prend en compte le fait que la production s'effectue à l'aide de machines achetées préalablement, la vente des marchandises se met à réaliser une double sanction. D'une part, elle valide le travail privé présent. D'autre part, elle confirme le bien fondé de la dépense en machines. Il serait faux d'affirmer qu'elle valide le travail privé nécessaire pour produire la machine, car cette validation a été réalisée lors de son achat. Mais elle confirme le fait que la dépense

---

<sup>1</sup>Souligné par nous.

en moyens de production n'a pas eu lieu en vain et ne constitue pas une source de perte. Il fallait les acheter pour que les travailleurs puissent produire des marchandises. Si la vente de celles-ci permet aux unités de capital de retirer une rentabilité suffisante de l'opération, l'objectif en vue duquel la machine a été achetée est atteint. Dans l'échange un double processus est donc à l'oeuvre. Il se produit, d'une part, une création de valeur, correspondant à la validation du travail privé vivant et, d'autre part, une réactualisation (pour un instant, celui de l'échange) d'une valeur créée antérieurement<sup>1</sup>. En conséquence la valeur totale de la production est supérieure à la valeur créée, puisqu'elle se compose, d'une part, de celle-ci et d'autre part, du montant de la valeur transférée<sup>2</sup>. Symétriquement lorsque l'échange échoue, la perte de valeur liée à l'absence de validation du travail privé entraîne dans son sillage l'échec du transfert de valeur. Le manque à gagner se décompose en deux éléments : une absence de création de valeur et une non-réactualisation de la fraction de la valeur conservée dans les moyens de travail qui aurait été transférée à la marchandise si le projet marchand avait réussi. Le statut hypothétique attribué à la création de valeur doit donc également l'être au transfert de valeur.

---

<sup>1</sup>Comme nous le verrons, cette liaison diachronique implique l'entrée en scène d'une nouvelle catégorie, la monnaie. De même que la création de la valeur s'exprime par la formation d'un revenu monétaire, de même la réussite du transfert de valeur se manifeste dans l'ordre des prix par la capacité d'affecter un montant monétaire au fonds d'amortissement.

<sup>2</sup>La notion de travail abstrait ne s'applique qu'au travail privé validé au cours du flux instantané d'échange considéré. Seule la valeur créée peut être conçue comme le produit du travail abstrait. La valeur transférée, elle, est le produit du travail social passé qui est réactualisé par la vente.

Comme on le constate, notre conception implique que les machines "conservent" de la valeur. Mais cette conservation de la valeur doit être entendue dans un sens précis. Il ne s'agit nullement d'un attribut permanent. En fait, la notion s'applique à toutes les marchandises achetées (ayant donc déjà réussi leur validation), dont l'utilisation s'étend sur plus d'un cycle de production et d'échange et qui peuvent être revendues d'occasion. Cette revente ne crée naturellement aucune valeur nouvelle mais elle réactualise - de nouveau pour un seul instant, celui auquel cette transaction se produit - une valeur créée antérieurement. La conservation de la valeur doit donc s'entendre comme une potentialité de réactualisation, soit par une vente d'occasion soit par une utilisation dans un procès de travail dont le produit parvient ultimement à être vendu.

Qu'est-ce qui détermine, dans le cas des machines, la grandeur de la valeur transférée au cours d'une phase de production et d'échange? Le principe sur lequel se fonde la réponse, est le suivant. Sous réserve de restrictions ultérieures, cette grandeur est fonction des caractéristiques physiques de la machine. Nous retrouvons la même dialectique déjà signalée plus haut, lorsque nous disions que l'émergence de la valeur dépend de la circulation - le fait de l'échange - mais qu'une fois celui-ci réalisé, sa grandeur est déterminée par les conditions moyennes de la production. Supposons une machine dont la durée de vie normale s'étend sur 10 cycles de production. Elle transmettra en principe à chaque cycle de production un  $1/10$  de sa valeur à la totalité des marchandises produites grâce à elle durant ce cycle. Après chaque cycle, la

valeur conservée par la machine, au sens où nous avons défini ce concept, a diminué. Nous appelons dévalorisation cette diminution progressive de valeur affectant les marchandises dont la consommation s'étend dans le temps<sup>1</sup>. La cause de la diminution étant ici l'usure ou la dépréciation technique, nous spécifions qu'il s'agit d'une dévalorisation par usure pour la distinguer d'une seconde forme de dévalorisation (par obsolescence) que nous examinons maintenant.

Le mécanisme de dévalorisation que nous venons de décrire ne peut jouer pleinement que si, en plus de l'hypothèse de pleine réalisation, l'on suppose que les conditions moyennes de production dans la fabrication des machines ne se modifient pas. Aussitôt qu'une telle modification a lieu, une diminution de valeur, au-delà de celle qui est due à l'usure, se produit. Nous parlons dans ce cas d'une dévalorisation par obsolescence. Elle peut résulter de deux facteurs, la baisse de valeur d'une machine donnée entre deux laps de production ou l'invention d'une nouvelle machine rendant l'ancienne désuète. Le premier cas se produit lorsqu'en cours d'utilisation de la machine, disons après cinq cycles, un progrès technologique a été réalisé, de telle sorte que la valeur de la machine a baissé puisqu'il faut moins de temps de travail pour la produire. Alors la valeur transférée à chaque cycle diminue car elle ne peut plus être fondée sur la grandeur de valeur ancienne de la machine mais sur les conditions de production actuellement prédominantes.

---

<sup>1</sup>Le concept de rotation du capital fixe peut être utilisé pour désigner le nombre de cycles sur lequel s'étend le transfert de valeur. Au plus ce nombre est réduit, au plus la rotation est rapide.

La baisse de la valeur de la machine va entraîner une baisse de valeur du produit final. Dans le second cas, à savoir l'invention d'une nouvelle machine permettant une efficacité accrue de la production, le mécanisme est analogue. Pour rester dans la course concurrentielle, le capitaliste doit acheter la nouvelle machine avant que l'ancienne ne soit usée et amortie. Celle-ci est donc mise au rebut prématurément. Elle devient brutalement dévalorisée.

Le phénomène d'obsolescence joue un rôle crucial dans la dynamique du capital car la logique de l'accumulation du capital pousse les unités de capital à accroître en permanence la productivité du travail par l'instauration de moyens de production plus perfectionnés. Pour le capital dans son ensemble ceci permet d'abaisser la valeur du panier de reconstitution de la force de travail. Pour les firmes particulières, l'objectif est de distancer leurs rivales en termes d'efficacité et d'obtenir ainsi une part plus que proportionnelle dans le partage du profit total. Ces considérations nous renvoient à une contradiction fondamentale que le mode de production capitaliste doit en permanence résoudre pour se reproduire. Elle découle du croisement entre la logique instantanée et la logique intertemporelle. La première préside à la détermination de la valeur des marchandises, pour laquelle les conditions opérantes sont celles qui prévalent au moment de l'échange. La seconde permet l'enchaînement historique des déterminations ponctuelles, de telle sorte qu'il y ait "valeur en procès".<sup>1</sup> La logique instantanée doit donc intégrer les données du passé. Dans le cas des machines, le

---

<sup>1</sup>Cf. A. Lipietz, "La vraie monnaie doit-elle être une vraie marchandise ?", CEPREMAP, cahier n° 7916.

principe de cette intégration est que le transfert de valeur s'effectue en fonction de leur usure. Mais ce principe ne peut jouer que si les conditions techniques ne bougent pas. Or, la logique de reproduction du système implique un perpétuel bouleversement de ces conditions. C'est en cela que la logique d'accumulation fait obstacle au bon fonctionnement de la logique instantanée. L'obsolescence perturbe constamment le calcul basé sur la dépréciation. Plus loin, lorsque nous aurons introduit les catégories visibles, nous verrons plus précisément en quoi cette situation constitue une menace pour la reproduction du système.

#### B. La composition-valeur

A tout moment de l'échange, la valeur totale peut théoriquement être subdivisée entre ses deux composantes : la valeur créée et la valeur transférée.<sup>1</sup> Appelons composition-valeur de la production sociale le rapport entre la grandeur de valeur effectivement transférée par les moyens de travail et la grandeur de valeur créée au moment de l'échange. Appelons composition-valeur du capital, le rapport entre la grandeur de valeur effectivement transférée par les moyens de travail et cette part de la grandeur de valeur créée allant à la reconstitution de la force de travail. Puisque le taux de plus-value est une grandeur macro-sociale unique, on peut toujours passer du premier rapport au

---

<sup>1</sup>Dans la suite de l'analyse, la notion de production de valeur a un champ plus large que celle de création de valeur. Elle se réfère en effet à l'addition de la valeur créée et de la valeur réactualisée. Dans la mesure où la notion de travail abstrait renvoie au travail présent, et donc à la valeur créée, le soubassement en travail de la valeur produite est plus large que le travail abstrait. Il inclut également le produit du travail passé dont la valeur a été réactualisée.

second . Contrairement à l'acception courante ces rapports ne se réfèrent pas à une caractéristique permanente qui serait la valeur incorporée dans les moyens de production. Le concept de composition-valeur se rapporte à une donnée de l'instant. Comme toutes les autres grandeurs relatives à la valeur, il n'est pas mesurable en tant que tel. Il désigne une réalité non-observable, qui ne peut être appréhendée qu'indirectement à travers les données monétaires. De plus, ces rapports sont mouvants d'un instant à l'autre, du fait des rythmes différents de rotation du capital et du jeu permanent mais saccadé de l'obsolescence .

La composition-valeur a évidemment un soubassement technologique. Mais l'interprétation marxiste traditionnelle en la matière, qui ne fait que reprendre d'une manière non-critique les affirmations de Marx, ne nous paraît pas satisfaisante.<sup>1</sup> Son erreur ne réside pas dans l'affirmation d'une liaison entre une base technologique et une détermination en valeur, mais plutôt dans la problématique dans laquelle cette liaison est envisagée. Deux critiques nous paraissent devoir lui être avancées. En premier lieu, Marx semble affirmer qu'il existe une grandeur significative que l'on pourrait appeler la composition technique du capital et qui exprimerait le rapport machine/homme en oeuvre dans un processus de production donné. Mais ce concept renvoie

---

<sup>1</sup>Nous préférons utiliser la dénomination de composition-valeur à celle de composition organique introduite par Marx, qui nous paraît plus ambiguë et qui est définie comme suit : "pour exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre (la composition-valeur et la composition technique), nous appellerons composition organique du capital sa composition-valeur, en tant qu'elle dépend de sa composition technique, et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se refléchissent dans celle-là." (Capital, livre I, G-F, p. 443).

à une réalité physico-technique qui n'est pas homogénéisée. Tant qu'on reste dans cette dimension physique, on ne peut comparer ces rapports d'une branche à l'autre, ni même d'un moment à l'autre du temps dans une branche donnée aussitôt que le type de machines utilisées a changé. Les machines sont des réalités hétérogènes. Le concept de composition technique ne peut donc être qu'ad hoc. Il ne peut avoir aucune prétention agrégative. Ce n'est qu'au niveau de la composition-valeur qu'il y a homogénéisation de la réalité hétérogène et donc possibilité de procéder à des comparaisons, soit d'une branche à l'autre soit d'un moment à l'autre du temps. La seconde critique porte précisément sur cette dimension intertemporelle. Marx a cru pouvoir affirmer que dans le temps la composition organique ne pouvait qu'augmenter, la loi de la hausse de la composition organique ayant à servir ultérieurement de base à celle de la baisse tendancielle du taux de profit. Mais rien ne permet de fonder théoriquement cette affirmation. Ce n'est pas parce que les forces productives s'accroissent et que le machinisme et l'automatisme s'étendent que pour autant les rapports en valeur se modifient dans le même sens. D'une part, le progrès technique a lui-même pour effet de faire baisser la valeur des moyens de travail. D'autre part, la fonction de la crise est précisément de rétablir les conditions de la reconstitution du taux de profit, notamment en rabotant la hausse excessive de la composition-valeur par des dévalorisations brutales du capital constant. La crise est un processus de régulation résorbant la tendance à la hausse de la composition-valeur et l'empêchant ainsi de devenir une loi mécanique<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>Pour une étude plus approfondie, cf. P. Van Parys, Convulsions in A Scientific Community. The Fall of the Law of the Falling Rate of Profit, Working-Paper de l'Institut des sciences économiques, Université de Louvain, 1979, et M. Cogoï, "Baisse du taux de profit et théorie de l'accumulation", Les Temps Modernes, janv. 1974, pp. 1231-1254.

### C. Le taux de plus-value

Quelle est l'incidence de la prise en compte du travail passé et du transfert de valeur sur la définition du taux de plus-value ? En l'absence de travail passé le taux de plus-value a été défini comme la partition de l'espace de la valeur entre la valeur des marchandises salariales et la plus-value ( $s = \frac{\text{plus-value}}{\text{valeur des marchandises salariales}}$ ). Avec le travail passé surgit un problème nouveau : d'une part, la valeur totale des marchandises salariales se compose à la fois de valeur créée et de valeur transférée; mais, d'autre part, si le taux de plus-value reste défini comme une partition de la valeur créée, il se réfère uniquement à du travail abstrait. Trois solutions peuvent être envisagées pour répondre à cette difficulté :

1. On peut définir le taux de plus-value en rapportant la masse de plus-value à la valeur totale des marchandises salariales. Mais on construit alors un rapport hybride : le numérateur renvoie à du travail vivant alors que le dénominateur se réfère à un mixte de travail vivant et de travail passé réactualisé.
2. On peut envisager de rapporter la masse de plus-value à cette fraction de la valeur totale des marchandises salariales consistant en de la valeur créée, laissant de côté la valeur transférée. La masse de plus-value, quant à son affectation, recouvrirait alors la masse de travail vivant consacré à la production des moyens de consommation capitalistes et à la production de l'ensemble des moyens de production. Mais une telle solution aboutirait à surestimer le taux de plus-value. En effet, une fraction du travail vivant portant sur les moyens de production entre

indirectement dans la reconstitution de la force de travail. Supposons par exemple que les débouchés de la branche "machines" se divisent en trois fractions égales, l'une allant à la production d'autres machines, la seconde à la production de marchandises salariales, et la troisième à celle de marchandises achetées par la classe capitaliste. Dans ce cas, un tiers du travail vivant investi dans la production de machines doit être considéré comme servant à la reproduction de la force de travail.

3. Il convient donc de définir le taux de plus-value comme une partition du travail vivant, mais en tenant compte de l'ensemble du travail vivant directement ou indirectement nécessaire à la production des marchandises salariales. Le dénominateur (valeur des marchandises salariales) comprend, d'une part, la valeur créée dans la production de marchandises salariales, d'autre part, une fraction de la valeur créée dans la production des moyens de production<sup>1</sup>. Quant au numérateur (plus-value), il reprend la totalité de la valeur créée, déduction faite de la quantité de valeur comprise au dénominateur<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>La grandeur de cette fraction dépend de la part prise par les branches produisant les marchandises salariales dans les débouchés des branches produisant les moyens de production.

<sup>2</sup>Dans la mesure où les conditions de production sont stables, le dénominateur du taux de plus-value ainsi défini est en fait égal à la valeur totale (travail présent et travail passé) des marchandises salariales. Ceci pourrait justifier en pratique la définition habituelle du taux de plus-value, c'est-à-dire la première.

### III - Les différences de qualification

Alors que les concepts de productivité et d'intensité décrivent des caractéristiques du procès de travail, la qualification est un trait caractérisant la force de travail. Le terme est entendu dans un sens bien précis. Il renvoie à la durée de formation, consistant en une certaine quantité de temps de travail social, nécessaire en moyenne pour acquérir une compétence professionnelle donnée. Dans la mesure où la force de travail peut être répartie en différentes strates selon la durée que chaque formation exige, on peut la répartir en différents niveaux de qualification, sans considération du contenu même de la formation. Soulignons, pour clore ces remarques liminaires, que la qualification doit être distinguée de la dextérité des producteurs. La dextérité ou l'efficacité d'un producteur ou d'un groupe de producteurs se rapporte à des caractéristiques individuelles qui sont nivelées dans le processus de fixation d'une norme d'efficacité moyenne. Comme nous l'avons vu, la valeur ne varie pas nécessairement avec les performances particulières. Elle est une moyenne sociale et est fonction de la dextérité moyenne.

Si nous traitons de la qualification, c'est parce que, selon la tradition marxiste, elle a une incidence sur la création de valeur. En effet dans la présentation courante de la théorie de la valeur il est en général affirmé que le travailleur hautement qualifié fournit du travail complexe alors que le travailleur ayant la qualification moyenne fournit du travail simple. Le premier type de travail est vu comme un multiple du second et il est supposé créer plus de valeur. Ainsi Marx écrit dans le livre 1 du Capital :

"Le travail simple moyen change, il est vrai, de caractère dans différents pays et selon les époques; mais il est toujours déterminé dans une société donnée. Le travail complexe (skilled labour, travail qualifié) n'est qu'une puissance de travail simple, ou plutôt n'est que le travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction se fait constamment. Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus complexe, sa valeur le ramène, dans une proportion quelconque, au produit d'un travail simple dont elle ne représente par conséquent qu'une quantité déterminée"<sup>1</sup>.

Une fois de plus, nous ne suivrions pas Marx dans la voie qu'il propose ici et ceci, de nouveau, au nom même des principes de base de la théorie de la valeur qu'il propose par ailleurs. Selon nous, la distinction entre travail complexe et travail simple, qui seraient tous deux des composantes du travail abstrait créateur de valeur, ne peut pas être tenue. Le travail abstrait n'émerge que dans l'échange. Celui-ci transforme l'hétérogène en homogène. Des travaux concrets effectués à des rythmes spécifiques par des individus présentant des particularités différentes sont, par l'échange de leurs produits, instantanément transformés en des fractions indistinctes du travail de la société-ouvrier collectif, oeuvrant à sa reproduction. La réduction opérée par l'échange est comme un concassage. Y entrent des travaux hétérogènes, en ressort une réalité homogène, le travail abstrait. Si la réduction n'aboutit pas à l'homogène, qui par définition est unique, à quoi bon réduire? Le processus de réduction perdrait sa raison d'être. Le travail abstrait étant une réalité homogène et indécomposable, on ne peut lui assigner aucune différenciation et donc pas non plus la différenciation simple/complexe.

<sup>1</sup>K. Marx, le Capital, livre 1, G-F, p. 47-48. Marx ajoute en note "le lecteur doit remarquer qu'il ne s'agit pas ici du salaire ou de la valeur que l'ouvrier reçoit pour une journée de travail; mais de la valeur de la marchandise dans laquelle se réalise cette journée de travail".

Si le produit du travail d'une personne plus qualifiée a une valeur supérieure ce ne peut donc pas être parce que la valeur créée par ce travail est plus grande. Le surcroît provient d'un transfert de valeur. Nous suivrions sur ce point l'argumentation développée par Hilferding en réponse à la critique développée par Böhm-Bawerk qui considèrerait que la réduction du travail complexe en travail simple constituait le "talon d'Achille" de la théorie de la valeur de Marx<sup>1</sup>. Son raisonnement est le suivant. Il consiste à affirmer que la valeur d'une marchandise A peut être supérieure à celle d'une marchandise B, même si la grandeur de valeur transférée par les moyens de production et matières premières ainsi que la durée du travail présent sont identiques, et cela parce que la qualification qu'exige sa production est plus élevée. La différence de qualification est vue comme une différence du temps de travail nécessaire à la formation des producteurs. Celle-ci est considérée comme un élément constitutif du travail passé et vient dès lors s'adjoindre aux deux éléments déjà pris en compte antérieurement : le travail passé consacré à la production des moyens de production et celui qui porte sur l'extraction et la production des matières premières. La différence de valeur entre les deux marchandises est due au fait que, pour celle qui exige une qualification supérieure, la part transmise par

<sup>1</sup>Cf. Paul Sweezy, ed., Böhm-Bawerk's Criticism of Marx. Voir aussi I. Rubin, Studies in the Labour Theory of Value, chap. 15. D'autres études s'inscrivent plus directement dans la perspective proposée par Marx sont : Jacob Morris and Haskell Lewin, "The Skilled Labor Reduction Problem", Science and Society, Winter 1973-1974; R. Rowthorn, "Skilled Labour in the Marxist System", Bulletin of the Conference of Socialist Economists, Spring 1974; A. Roncaglia, "The Reduction of Complex to Simple Labor", Bulletin of the Conference Socialist Economists, Autumn 1974; R. Tortajada, "A Note on the Reduction of Complex to Simple Labour", Capital and Class, Spring 1977; S. Bowles and H. Gintis, "The Marxian Theory of Value and Heterogeneous Labour : A Critique and Reformulation", Cambridge Journal of Economics, June 1977.

le travail passé consacré à la formation est plus élevée. Pour un cycle donné de production, disons qu'il soit d'une année, la part transmise par le travail passé, au chapitre de la rubrique "formation" dépend de la quantité de travail social dépensé pour cette formation divisée par la durée de vie active moyenne. Si la durée de formation est de X unités valeur et la durée de vie active de 40 ans, la part transférée par an est de  $X/40$ . La part transférée à chaque marchandise dépend du nombre de marchandises produites pendant un an. Mais il est faut, selon nous, de prétendre que le travail présent d'un producteur plus qualifié crée plus de valeur que celui d'un producteur qui l'est moins. La différence de valeur doit être imputée au travail passé et non au travail présent.



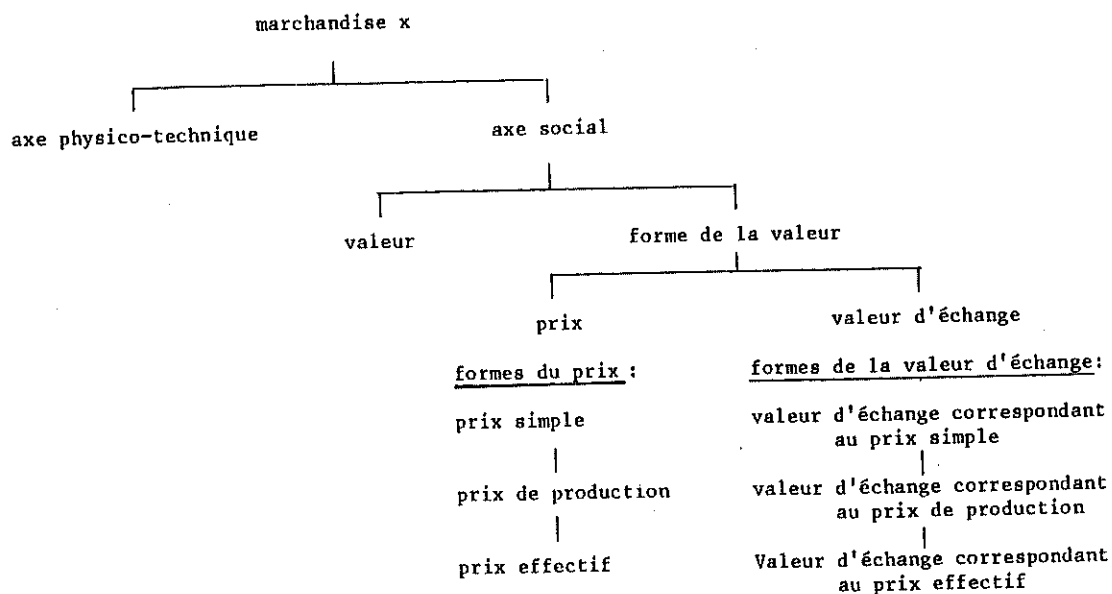
## CHAPITRE 4

La forme de la valeur :

### I. Les concepts de monnaie et de prix



L'analyse qui précède ne peut à elle seule prétendre recouvrir l'ensemble de la théorie de la valeur. En effet, la valeur n'est pas une entité autonome. Elle n'existe pas indépendamment de la forme sous laquelle elle apparaît, forme qui est distincte d'elle-même (la valeur) et qui n'est rien d'autre que le prix. C'est seulement au terme de l'étude de ce dernier que nous pourrions avoir une image complète des notions de valeur et de marchandise. Celle-ci est composée, comme nous l'avons déjà noté, de deux dimensions. D'une part, elle possède certaines caractéristiques physico-techniques faisant d'elle une entité spécifique et, d'autre part, elle est le produit d'un rapport social particulier, la production marchande. A ce dernier égard, la marchandise est une réalité supra-sensible. Le seul point d'ancrage visible de sa dimension sociale est le fait qu'elle se vend ou s'achète à un prix donné. Dans l'ordre du phénomène, il n'y a donc que deux traits observables, les caractéristiques physico-techniques et le prix. Mais si l'on s'efforce de reconstruire par le raisonnement l'ensemble des concepts théoriques sous-jacents, tout un ensemble articulé émerge. Il peut être schématisé comme suit :



La décomposition des différentes formes du prix ne sera abordée qu'au chapitre suivant. Auparavant il nous faut réfléchir sur le prix vu comme notion générale et sur le rôle que joue la monnaie dans le processus de sa constitution. Commençons par examiner l'articulation existant entre les concepts de prix et de valeur d'échange.

### I - Articulation entre valeur d'échange et prix

La valeur d'échange désigne la proportion dans laquelle une quantité donnée d'une marchandise s'échange contre une quantité d'une ou de plusieurs autres marchandises faisant l'objet d'une transaction au même moment. Quant au prix, il désigne la grandeur d'une marchandise en termes d'unités monétaires. Les deux concepts s'appliquent à la même réalité, la marchandise, mais en l'appréhendant sous des angles différents.<sup>1</sup> Alors que la valeur d'échange rapporte la marchandise à toutes les autres marchandises échangées, le prix est une relation duale entre une marchandise et une grandeur sur le vecteur monétaire. Pour nous, un prix est toujours monétaire.<sup>2</sup> C'est le prix qui constitue le "phénomène", c'est-à-dire ce qui apparaît. La valeur d'échange est une notion construite intellectuellement par l'analyste. Elle est obtenue à partir de l'observation du prix, par mise entre parenthèses de

<sup>1</sup>Une affirmation analogue a été avancée plus haut (cf. p. 33) à propos de la relation entre valeur et valeur d'échange. On peut donc dire que l'analyse marxiste approche la marchandise dans sa dimension quantitative par trois angles distincts : la grandeur de valeur, la valeur d'échange et le prix.

<sup>2</sup>Au contraire de ce qui est le cas dans les autres paradigmes dans lesquels la notion de prix est toujours entendue comme un raccourci pour "prix relatif" et dans lesquels, en conséquence, les notions de prix et de valeur d'échange sont vus comme des synonymes.

la monnaie. Son intérêt est de montrer quels sont les rapports d'équivalence entre marchandises, et pour cela il faut effectivement aller au-delà des prix. Pour une marchandise donnée, à chaque grandeur de prix correspond donc une grandeur de valeur d'échange. Mais l'analyse ne peut pas pour autant, ni escamoter le prix, ni l'amalgamer purement et simplement à la valeur d'échange. Les deux notions ne sont pas synonymes mais articulées. Derrière cette question apparemment anodine de savoir si la valeur d'échange et le prix sont la même chose ou doivent être distingués, se profile en fait un débat de fond sur la place de la monnaie à l'intérieur d'une théorie de la valeur, débat dans lequel s'enracine le divorce entre la lecture ricardienne et celle que nous préconisons. En effet, l'amalgame a pour conséquence d'exclure la monnaie de l'analyse et, dès lors, d'installer une dichotomie entre le réel et le monétaire. C'est la voie empruntée par l'ensemble de la science économique et aussi par de nombreux auteurs marxistes comme Sweezy, Dobb et Meek.<sup>1</sup>

## II - La monnaie

Il est évident qu'un système marchand fonctionne avec de la monnaie. Tout un chacun peut le constater de visu. Mais quelle est exactement sa raison d'être? C'est ici que se noue la divergence. La réponse spontanée qu'on apporterait sans doute à cette question est que

---

<sup>1</sup>Cf. M. Dobb, Theories of Value and Distribution since Adam Smith; R. Meek, Studies in the Labour Theory of Value; P. Sweezy, The Theory of Capitalist Development.

la monnaie facilite les échanges par rapport à ce qui se passerait dans une situation de troc. Son rôle est d'être un instrument de circulation. En effet, dans le troc les échanges n'ont lieu que si un producteur disposant du bien A et désireux d'acquérir le bien B rencontre un autre échangiste se trouvant dans la position symétrique de vouloir échanger le bien B contre A. L'existence de la monnaie en tant qu'instrument de circulation permet donc de dissocier l'opération unique du troc en deux phases distinctes. Les possibilités d'échange en deviennent évidemment accrues. Telle est en fait l'optique dans laquelle les conceptions ricardienne et néo-classique voient les choses. Elles consistent en une élaboration scientifique de la vision du bon sens. Pour elles, l'économie marchande n'est rien d'autre qu'un système de troc généralisé. La monnaie et la marchandise sont vues comme des catégories universelles, leur pérennité étant illustrée par l'évocation d'exemples de leur présence en des temps reculés de l'histoire. Mais dans cette conception, si on admet que la monnaie joue un rôle pratique d'une indéniable utilité, aucun rôle théorique ne lui est reconnu. Ainsi pour Ricardo, elle ne peut servir d'étalon de mesure de la valeur des marchandises, parce qu'étant elle-même une marchandise, sa valeur est susceptible de varier selon l'évolution des conditions de sa production et qu'on ne pourrait concevoir un étalon de mesure qui ne serait pas d'une grandeur invariable au fil du temps. Pour mesurer la valeur, il faut aller au-delà de la monnaie, qui reste donc confinée dans sa fonction d'instrument de circulation. Dans une telle conception, si les marchandises sont présentées sur le marché en ayant, écrit sur

leurs étiquettes, un prix au lieu d'une quantité de travail, ce n'est au fond qu'un accident anecdotique, un simple déguisement du processus de détermination fondamental. Le système pourrait tout aussi bien fonctionner avec des bons horaires représentant des quantités de travail qu'avec de la monnaie et ce serait même plus logique. En conséquence, on estime que l'investigation théorique doit faire abstraction de l'inscription monétaire, ou en d'autres termes ne pas s'arrêter aux "prix monétaires" pour focaliser l'attention sur les "prix relatifs", c'est-à-dire les valeurs d'échange. Pour employer la métaphore consacrée, la monnaie n'est qu'un voile. Pour connaître la réalité profonde, il faut le lever. Il en découle une dichotomie entre l'approche réelle et l'approche monétaire, la théorie de la valeur s'inscrivant exclusivement dans la première de celles-ci.

La conception que nous défendons se situe à l'opposé. D'une part, nous établissons une coupure radicale entre troc et échange marchand, en vertu précisément du rôle joué par la monnaie. D'autre part monnaie, marchandise et valeur sont vues comme des catégories indissociablement liées.<sup>1</sup> Dans les termes de Suzanne de Brunhoff :

"Avec la marchandise se développe polairement la forme monnaie. La monnaie n'est pas ajoutée après-coup à une économie a-monétaire; elle s'oppose nécessairement à la marchandise dont elle permet d'exprimer la valeur".<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup>Rappelons néanmoins qu'en dehors des hypothèses adoptées dans cette partie, le champ de la monnaie et du prix est plus vaste que celui de la marchandise et de la valeur. Cf. 1ère partie, p. 57.

<sup>2</sup>Les rapports d'argent, p. 47.

Pour opposer une affirmation à une autre, disons que selon notre interprétation, la présence de la monnaie ne répond pas seulement à un besoin pratique (faciliter les échanges) mais est conçue comme une condition de possibilité théorique de la cohérence et du caractère complet de la théorie de la valeur. En plus de sa fonction de circulation qui est la plus visible, la monnaie joue également et contrairement à ce que Ricardo pensait, une autre fonction, celle d'instrument de mesure de la valeur des marchandises.<sup>1</sup> Tâchons maintenant d'étayer notre point de vue. Il se résume dans l'assertion suivante. La monnaie est une catégorie indispensable parce qu'elle constitue la représentation institutionnalisée du travail abstrait qui, sans elle, serait une grandeur absolument dénuée de toute force opératoire en tant que critère des échanges. En effet, le rôle de fondement des échanges attribué plus haut<sup>2</sup> au travail abstrait paraît bien difficile à jouer quand on considère ses caractéristiques. D'une part, il est déclaré être une grandeur invisible. D'autre part, le travail abstrait et la valeur ne se forment qu'au moment de l'échange. D'où le paradoxe suivant. Dire que le travail abstrait est le fondement de la commensurabilité des marchandises implique l'idée d'une antériorité logique mais, par contre, l'affirmation selon laquelle le travail abstrait ne se réalise que dans l'échange implique l'idée d'une postériorité logique! Le paradoxe n'est pas du tout escamoté par Marx.

---

<sup>1</sup>L'articulation entre ces deux fonctions et leur renforcement mutuel est décrit par de Brunhoff, La monnaie chez Marx, p. 33.

<sup>2</sup>Cf. 1ère partie, p. 10.

"Les travaux individuels, qui se manifestent dans les valeurs d'usage particulières, ne deviennent (...) du travail social qu'en s'échangeant réellement entre eux (...). Le temps de travail social n'existe pour ainsi dire qu'à l'état latent dans ces marchandises et il ne se révèle que dans leur procès d'échange. Le point de départ n'est pas le travail des individus sous forme de travail collectif, mais au contraire les travaux particuliers de personnes privées, travaux qui dans le procès d'échange seulement se révèlent travail social général en perdant leur caractère primitif. Le travail social général n'est donc pas une condition prête d'avance sous cette forme, mais un résultat auquel on aboutit. D'où, cette nouvelle difficulté que, d'une part, les marchandises doivent entrer dans le procès d'échange comme temps de travail général matérialisé et que, d'autre part, la matérialisation du temps de travail des individus comme temps de travail général n'est elle-même que le résultat du procès d'échange."<sup>1</sup>

Pour que la valeur puisse constituer la base de l'échange des marchandises, il faut que le travail abstrait trouve une grandeur concrète en laquelle il peut se représenter. C'est pour cela que la monnaie intervient et est un élément indispensable au fonctionnement de l'échange marchand. Son existence permet d'incarner la réalité invisible qu'est le travail abstrait. Elle en est le symbole institutionnalisé. Dans les termes d'Aglietta :

"La formation de l'équivalent général permet une REFRACTION de l'espace homogène de la valeur qui évolue dans le temps... Cette refraction est synthétisée par l'expression monétaire de l'heure de travail."<sup>2</sup>

<sup>1</sup>K. Marx, Contributions..., pp. 23-24 aussi Theories of Surplus Value t. 3, pp. 129, 133 et 136. Dans ce texte la notion de travail social général doit être entendue comme désignant, dans notre terminologie, le travail abstrait.

<sup>2</sup>Régulation et crises..., p. 276. Le concept d'expression monétaire de l'heure de travail sera explicité plus loin, p.84.

Assimiler échange marchand et troc, en disant que le premier est la généralisation du second, aboutit à mettre entre parenthèses le processus social par lequel la mesure des marchandises se concrétise. Dans cette foulée, c'est toute la conception du travail abstrait, comme forme spécifique du travail social propre à la société marchande, qui est évacuée. En ce sens il y a un lien fondamental entre la conception du travail abstrait, telle qu'elle a été développée dans la première partie, et le point de vue que nous avançons à propos du rôle de la monnaie. A nos yeux, on ne peut admettre l'un sans l'autre. La théorie du travail abstrait débouche sur l'idée de la nécessité de la monnaie. Celle-ci s'impose d'ailleurs pour une raison supplémentaire. Dans notre conception, la valeur et le travail abstrait sont des grandeurs de l'instant. Mais alors comment la liaison entre les différents instants peut-elle s'effectuer? De nouveau l'existence de monnaie permet la résolution du problème. La reconstitution de l'équivalent général au fil des périodes économiques garantit la permanence dans le temps de la catégorie de prix (même si c'est à travers des grandeurs qui évoluent) et rend ainsi possibles les comparaisons intertemporelles.

Comme l'écrit Aglietta :

"La monnaie n'est plus seulement le mode de liaison des producteurs dans le circuit du revenu, elle a une existence autonome en tant que grandeur en stock susceptible de lier entre elles les périodes logiques des circuits successifs de revenus."<sup>1</sup>

Dans sa fonction d'instrument de mesure des marchandises la monnaie est donc le substitut visible du travail abstrait. Elle constitue un vecteur, sur lequel un découpage, opérant des subdivisions régulières et

---

<sup>1</sup>"Régulation du capitalisme en longue période...", article cité, p. 35.

multiples, est institué. Chaque unité ainsi constituée reçoit un nom monétaire et devient de ce fait une unité de compte monétaire. La subdivision du vecteur doit permettre d'assigner une grandeur de prix précise pour chacune des marchandises formant ensemble la production sociale totale. L'existence de la monnaie, rendant possible l'expression de la valeur sous la forme du prix, permet ainsi de résoudre la transformation du travail privé en travail social. La prétention des marchandises à être reconnues comme une participation au travail social est de ce fait opérationnalisée.

"Il n'est pas seulement nécessaire de souligner que les marchandises acquièrent du fait de la monnaie une mesure définie de leur valeur - puisque toutes les marchandises expriment leur valeur dans la valeur d'usage de la même marchandise - mais aussi qu'elles deviennent toutes manifestations du travail social, abstrait, général"<sup>1</sup>

Du fait de son rôle d'opérateur de la transformation du travail privé en travail social, la monnaie est ce qui soude la production marchande, autrement désarticulée. Elle est "le lien réifié de la société". Mais la signification de ceci échappe aux agents. Pour utiliser la monnaie ou l'argent, ceux-ci n'ont pas besoin de savoir ce qu'elle est.

"Ce qui rend particulièrement difficile la compréhension de l'argent, est le fait qu'ici un rapport social, une relation déterminée des individus entre eux, prend l'apparence d'un métal, d'une pierre, d'une chose purement corporelle que l'on trouve telle quelle dans la nature et qui ne possède aucune détermination formelle que l'on

---

<sup>1</sup>K. Marx, Theories of Surplus-Value, p. 136. L'affirmation de Marx devrait être complétée en rappelant que cela n'est vrai que dans la mesure où les marchandises sont vendues. Par ailleurs, dans cette citation Marx exprime l'idée que la monnaie est une marchandise, ce que nous critiquerons un peu plus loin.

puisse distinguer de son existence naturelle (...). Rien en elle ne montre que la détermination d'argent n'est que le résultat du procès social; elle EST argent. Cette apparence est d'autant plus forte que sa valeur d'usage immédiate pour l'individu vivant n'a absolument aucun rapport avec ce rôle; dans la marchandise-monnaie, incarnation de la valeur d'échange pure, est éteint jusqu'au souvenir d'une valeur d'usage distincte de cette valeur d'échange."<sup>1</sup>

Si l'existence de la monnaie permet de résoudre la contradiction, propre à la production marchande, entre travail privé et travail social, elle engendre en même temps, une inversion des apparences par rapport à la réalité profonde. Les rapports d'échange marchands sont en fait des rapports sociaux liés à un type particulier d'organisation du travail social. La réflexion scientifique mène à concevoir le prix comme l'expression d'un rapport social. Certes sa grandeur est, comme celle de la valeur, rattachée à des conditions techniques de production, mais si l'on s'interroge, non pas sur sa grandeur mais sur sa nature, on est renvoyé à la forme sociale particulière par laquelle, dans la production marchande, le travail social se constitue. Cependant, si tels sont les résultats auxquels la réflexion scientifique aboutit, ce n'est pas ainsi que les choses apparaissent aux yeux des agents. A leurs yeux, les mécanismes réels apparaissent sous une forme mystifiée. C'est ce que Marx appelle le fétichisme inhérent à la marchandise. Le prix apparaît comme une caractéristique naturelle de tout produit du travail, comme

---

<sup>1</sup>K. Marx, Fondements de la critique de l'économie politique, (Grundrisse), Anthropos, 1968, T. 1, pp. 185-186.

une catégorie universelle. Les rapports sociaux apparaissent comme des rapports entre choses.

"Le travail créateur de valeur d'échange se caractérise enfin par le fait que les relations sociales entre les personnes se présentent pour ainsi dire comme inversés, comme un rapport social entre les choses (...). Si donc il est juste de dire que la valeur d'échange est un rapport entre les personnes, il faut ajouter : un rapport qui se cache sous l'enveloppe des choses."<sup>1</sup>

Cette mystification n'est pas le fait d'une myopie des agents. Elle n'est pas accidentelle, elle fait partie intégrante du fonctionnement de la production marchande. Comme le dit Marx, elle est d'une prosaïque réalité.

"Le fait qu'un rapport social de production se présente sous la forme d'un objet existant en dehors des individus et que les relations déterminées dans lesquelles ceux-ci entrent dans le procès de production de leur vie sociale, se présentent comme des propriétés spécifiques d'un objet, c'est ce renversement, cette mystification non pas imaginaire mais d'une prosaïque réalité, qui caractérise toutes les formes sociales du travail créateur de valeur d'échange."<sup>2</sup>

Dans notre interprétation, le statut de la monnaie est donc radicalement différent de ce qu'il est dans une perspective ricardienne. Sa fonction essentielle est moins d'être un instrument de circulation que d'être le moyen par lequel la mesure de la valeur par le travail abstrait peut s'opérationnaliser. La valeur a besoin de la monnaie pour s'exprimer dans un prix. Les trois catégories sont co-

---

<sup>1</sup>Contribution..., p. 27.

<sup>2</sup>Idem, p. 27.

extensives. Comme l'écrivent Benetti et Cartelier dans leur texte encore inédit : "les prix sont la seule forme d'existence des valeurs" et la "monnaie est ce qui fait que les prix existent".<sup>1</sup> L'imbrication entre valeur et monnaie renvoie à l'articulation entre production et circulation, déjà soulignée à maintes reprises. Ces deux rapports sont les points nodaux dans lesquels s'enracine la coupure entre Ricardo et Marx (ou encore entre Marx 1 et Marx 2, si l'on pense qu'il y a deux Marx dont l'un est ricardien et l'autre pas!). Pourtant ces liaisons ont été souvent négligées à l'intérieur même de la littérature marxiste, de telle sorte que l'exposé de la théorie de la valeur que l'on y trouve ne diffère pratiquement pas de la conception ricardienne. Ceci est surtout vrai chez les auteurs de langue anglaise. Leur connaissance de Marx passe par la lecture qu'en ont faite des auteurs comme Dobb, Meek et Sweezy. Or ceux-ci, tout en ayant joué un rôle crucial dans la défense de la théorie marxiste en général, ont, sur le point précis de la valeur, orienté toute l'interprétation dans un sens exclusivement ricardien. Ceci les amène à admettre l'existence chez Marx d'une série de problèmes non-résolus, comme celui de la transformation des valeurs en prix, et à proposer en vue de leur dépassement des solutions à la Sraffa, qui reviennent en fin de compte

---

<sup>1</sup>Marchandise, rapport salarial et capital, p. 15.

à rendre la théorie de la valeur redondante et inutile.<sup>1</sup> Une telle évolution, qui est par exemple évidente dans la nouvelle introduction que Meek a écrit pour la réédition de son livre, n'est pas étonnante. La solution était en faite inscrite en filigrane dans la manière même dont le problème de la valeur était envisagé.

De toute façon, même si on écarte les nombreux "relents" ricardiens de sa pensée, Marx ne nous semble pas être allé assez loin dans la voie qu'il a ouverte. S'il a clairement perçu la nécessité d'articuler la valeur et la monnaie, il nous semble être resté à une conception trop chosifiée de la monnaie.<sup>2</sup> Le point de départ de notre critique est conceptuel. Il s'agit de récuser l'idée développée à maintes reprises par l'auteur du Capital et reprise par la plupart de ses disciples, selon laquelle la fonction monétaire doit être jouée par une marchandise même s'il est précisé qu'il s'agit d'une "marchandise particulière".<sup>3</sup> La justification de cette nécessité s'enracine dans les

<sup>1</sup>Un bon exemple de la correction sraffaëenne de Marx peut être trouvé dans le livre de Steedman, Marx after Sraffa. Cet ouvrage a suscité des critiques visant à défendre Marx mais le point piquant et désolant selon nous est que ces critiques raisonnent en fait, elles aussi, à l'intérieur de la problématique ricardienne. Cf. P. Armstrong, A. Glyn, J. Harrison, "In defence of Value - A Reply to I. Steedman", Capital and Class, Summer 1978, no 5, pp. 1-30.

<sup>2</sup>Cf. les travaux déjà mentionnés de Fradin, Benetti et Cartelier, Aglietta. Ils rejoignent nos propres conclusions issues d'une réflexion sur les concepts de travail abstrait et de marchandise. Il n'est cependant pas du tout évident que ces auteurs seront d'accord avec la manière dont nous utilisons et intégrons leurs contributions.

<sup>3</sup>Ce n'est que récemment que les auteurs sur lesquels nous nous appuyons ici se sont éloignés de l'affirmation de Marx. On trouve par exemple, dans l'ouvrage d'Aglietta, Régulation et crises..., paru en 1976, l'affirmation suivante : "...pour pouvoir entrer dans un rapport d'équivalence, la monnaie doit posséder le caractère fondamental d'une marchandise, celui d'être un montant de travail abstrait", (p. 275). On verra plus loin que les conceptions de cet auteur ont sur ce point diamétralement changé.

réflexions de Marx sur l'opération de mesure. Le raisonnement sous-tendant cette vue est le suivant. Le rôle de la monnaie est de permettre d'assigner un prix aux marchandises et d'exprimer ainsi leurs valeurs. Pour cela il faut établir un rapport d'équivalence entre marchandise et monnaie. Les objets confrontés sont transformés en éléments d'un même espace de mesure, le travail abstrait. Si la monnaie n'était pas le produit d'un travail, - une certaine quantité de valeur, variant avec les conditions de production, lui étant dès lors attachée - elle ne pourrait pas s'inscrire dans cet espace et l'opération d'équivalence ne pourrait pas s'effectuer. Seule une marchandise peut dès lors remplir la fonction de mesure de la valeur.

Mais ce raisonnement contient un grave défaut. En effet il applique à la monnaie une conception ricardienne de la valeur, rattachant la formation de celle-ci à la dépense de travail plutôt qu'à la validation du travail privé. Or il ne suffit pas que la monnaie soit le produit d'un travail pour qu'on puisse lui attribuer une valeur et lui donner le statut de marchandise. Pour recevoir ce statut des conditions plus précises doivent être remplies. Comme nous l'avons vu, le concept de marchandise n'est applicable qu'au produit d'un travail privé (première condition), ayant à passer le test de la validation par le marché (deuxième condition) et n'ayant pas pour objet le fonctionnement du système d'échange (troisième condition). Comment la monnaie se comporte-t-elle face à ces trois exigences? Dans le cas d'une monnaie métallique, il semble que la première condition est satisfaite dans la mesure où la production du métal s'effectue sur initiative privée.

Notons cependant un point qui sera repris plus loin. Le métal en lui-même n'est pas la monnaie. Avant de pouvoir remplir la fonction monétaire, il doit faire l'objet d'une opération contrôlée par l'autorité publique, la frappe, qui le transforme de métal en pièce monétaire. Donc, même si le métal monétaire est l'effet d'un travail privé, son entrée dans la circulation comporte une particularité qui le différencie des autres produits. Dans cette entrée il y a comme un sas : le passage par l'hôtel des monnaies. En ce qui concerne les deux autres critères, des problèmes plus sérieux se posent. Peut-on parler de validation dans le cas de la monnaie? Du fait de sa fonction, celle-ci est toujours échangeable. La transformation privé/social, critère décisif de la marchandise, est comme court-circuitée. Le travail producteur d'or n'a pas à subir réellement le test de la validation. Il est automatiquement validé. D'où d'ailleurs l'intérêt d'être chercheur ou producteur d'or! Cette caractéristique nous oblige à nuancer nos catégories définitionnelles. En effet même s'il découle d'une initiative privée, le travail producteur de métal monétaire ne peut être considéré comme du travail abstrait, puisqu'il n'a pas à subir le test de la validation, sa reconnaissance sociale étant automatique. Enfin, quant au dernier critère, l'objet du travail, une même conclusion négative s'impose. Si la catégorie de travail improductif lié au fonctionnement du système des échanges a le moindre sens, le premier type de travail à y faire entrer est évidemment celui qui est consacré à la production de l'instrument de circulation des marchandises.

Voilà pourquoi nous estimons, contrairement à la position défendue par Marx, que la monnaie n'est pas une marchandise. Même si elle est issue d'un travail, on ne peut parler à propos de celui-ci de travail abstrait. La monnaie n'a pas de valeur.<sup>1</sup> Quelle est la conséquence de ce résultat? Doit-on en inférer que la monnaie ne peut dès lors remplir la fonction de mesure de la valeur, puisque, selon Marx, pour ce faire elle doit être une marchandise? A nos yeux, une telle conclusion ne doit être atteinte que lorsqu'on a une conception "chosifiée" de la monnaie et de la mesure de la valeur, attribuant la possibilité d'exercer la fonction de mesure à des caractéristiques physiques du bien monétaire plutôt qu'à des caractéristiques sociales. Une telle conception nous semble avoir été adoptée - à tort - par Marx et la plupart des marxistes. Le propre de cette vision est d'identifier le métal monétaire, en tant que bien physique, et la monnaie. Ils sont considérés comme une seule et même chose. Or, il faut appliquer à la monnaie le point de vue adopté antérieurement à propos de la marchandise et selon lequel celle-ci est une réalité double, à la fois sociale et physique, ce second aspect étant le support du premier. L'erreur souvent commise est alors de confondre la monnaie, qui est une réalité sociale, et le support physique sur lequel elle se greffe. Même

---

<sup>1</sup>La monnaie n'a pas de prix non plus. En effet, si avoir un prix c'est recevoir une détermination quantitative en référence à la partition de l'équivalent général, celui-ci ne peut être en même temps le référant et le référé. Par contre, la monnaie a une valeur d'échange, car à tout instant de l'échange, il existe un rapport quantitatif entre une unité monétaire et des quantités de marchandises.

lorsqu'elle a une base métallique, la monnaie n'est jamais une chose (une matière métallique), mais une définition sociale apposée à une chose. Dans le cas d'une monnaie matérielle, cette définition s'établit en référence à des grandeurs physiques. Une certaine quantité de poids reçoit un nom monétaire, le même nom désignant souvent la dimension physique et la dimension monétaire (livre, once, etc...), d'où d'ailleurs la confusion que nous dénonçons. Cependant, le prix ne se réfère pas au poids de métal, mais à la grandeur monétaire donnée à ce poids. La présentation traditionnelle, que l'on trouve dans de nombreux exposés introductifs et énonçant qu'"une table = x quantités d'or", n'est donc pas correcte. Il faut dire "une table égale la grandeur monétaire attribué à x quantité d'or". Pour que la catégorie monnaie puisse venir à existence et donc également le concept de prix, tout un processus social impliquant l'intervention de l'Etat a dû se développer : exclusion du bien monétaire, définition des unités monétaires et de leur intégration dans un système subdivisionnel, fixation du rapport entre unité monétaire et contenu métallique. Institutionnellement, il faut qu'existe un "hôtel des monnaies", où un bien physique (qui s'il n'avait été choisi comme monnaie serait une simple marchandise) est amené par ses producteurs et est transformé en monnaie par une frappe qui l'intègre dans le système d'étalonnage. Il en sort "bon pour le service", c'est-à-dire apte à remplir les fonctions monétaires.

La définition monétaire implique l'intervention de l'autorité publique. D'où l'assertion de Benetti et Cartelier : la monnaie est le domaine public minimal nécessaire à l'existence d'une économie marchande.<sup>1</sup> Dans les termes d'Aglietta :

"La monnaie n'est pas une marchandise mais un pur rapport social. C'est le mode d'organisation grâce auquel les produits d'activités privées peuvent exister comme marchandises, c'est-à-dire former une unité sociale. Les choses elles-mêmes n'ont d'existence sociale, donc ne constituent des objets d'analyse pour la science économique que dans leur rapport à la monnaie. La monnaie est instituée dans une procédure qui est extérieure aux activités de production marchande et qui est leur condition d'existence. La "liquidité" de la monnaie, dont on fait un attribut à la fois évident et inexpliqué dans la conception de la monnaie-marchandise, n'est qu'une des manifestations immédiates du fait que les produits d'activités séparées ne sont reconnus socialement que dans leur rapport à la monnaie. Ainsi l'économie marchande n'est en aucune manière la généralisation d'un troc. Ses lois sont radicalement étrangères au troc. Elle suppose la monnaie d'emblée."<sup>2</sup>

Une autre erreur, liée à cette confusion entre le support matériel et la définition sociale, consiste à penser que la mesure de la valeur et

<sup>1</sup>Marchandise, rapport salarial et capital, p. 15. Marx a partiellement saisi cet aspect mais sans en dégager toutes les implications. Ainsi il écrit : "L'équivalent ne peut être le résultat que d'une action sociale. Une marchandise est donc mise à part, par un acte commun, des autres marchandises et sert à exposer leurs valeurs réciproques. La forme naturelle de cette marchandise devient ainsi la forme équivalente socialement valide. Le rôle d'équivalent général est désormais la fonction sociale spécifique de la marchandise exclue, et elle devient argent (c'est-à-dire monnaie)". (Capital, livre 1, G-F, p. 78).

<sup>2</sup>M. Aglietta, Monnaie internationale, taux de change et accumulation du Capital, p. 25.

la fixation du prix, celle-ci opérationnalisant celle-là, doit s'enraciner dans au moins une opération concrète de mesure. La thèse, selon laquelle la monnaie est le représentant du travail abstrait reçoit alors la signification suivante : le temps de travail moyen réel nécessaire pour produire une quantité donnée d'or est la jauge concrète, le paramètre, du travail abstrait. Une heure de travail abstrait, c'est une heure de travail dans l'industrie aurifère. D'où la définition suivante de la norme d'équilibre : une marchandise s'échange contre telle quantité d'or si le temps socialement nécessaire pour la produire est le même que celui qu'il faut pour produire ladite quantité d'or. Cette proposition n'est pas incorrecte mais elle contient une ambiguïté. A quoi se réfère exactement le terme "quantité d'or"? Renvoie-t-il à une grandeur physique, un poids, ou à une grandeur monétaire, c'est-à-dire à un nom monétaire attribué institutionnellement à une grandeur en poids? Dans la première alternative, il est évident que si la production du bien monétaire s'incorporait en une quantité nulle de travail, la fonction de mesure ne pourrait plus être accomplie. Dans la seconde par contre, les choses sont différentes. Ici une césure est introduite entre un processus technologique, la production du métal constituant le substrat de la monnaie, et un processus institutionnel, la définition du contenu métallique de l'unité de compte. D'un côté, ce dédoublement instaure une possibilité de perturbation dans la mesure. Ainsi une modification unilatérale des conditions de production de l'or, qui toutes autres choses étant égales devrait entamer une modification du niveau général des prix, peut voir son effet

compensé par un changement définitionnel du rapport entre unité de compte et grandeur en poids. Ou bien une variation de ce niveau peut se produire sans autre raison qu'une modification définitionnelle. Mais par ailleurs, la césure permet une autonomie de la monnaie, en tant que réalité sociale, par rapport à son substrat matériel, cette autonomie pouvant aller jusqu'à se passer entièrement de tout substrat, comme c'est le cas dans la monnaie scripturale, fonctionnant par jeux d'écritures. Dans cette conception, qui est évidemment celle à laquelle nous nous rattachons, la mesure de la valeur et la construction du prix est avant tout rattachée à cette définition institutionnelle. Il devient alors secondaire de savoir si celle-ci s'établit ou non en référence à un processus technologique réel. La référence concrète n'est pas nécessaire. La mesure peut être abstraite et nominale, purement définitionnelle. Ce qu'il faut, c'est que la monnaie existe comme système définitionnel imposé et géré par l'autorité publique à l'intérieur d'un espace national donné.

A nouveau la position de Marx par rapport à cette conception est ambiguë. D'un côté, il nous semble entrer dans l'erreur de la confusion entre substrat et monnaie. Mais de l'autre, il ouvre la voie à la lecture que nous proposons. C'est le cas lorsqu'il écrit que la mesure de la valeur ne nécessite pas la présence réelle du métal monétaire.

"Comme leurs prix transforment les marchandises en or de façon idéale, ou encore ne les transforment qu'en or purement figuré, et comme leur mode d'existence sous forme de monnaie n'est pas

encore véritablement séparé de leur mode d'existence réel, l'or n'est encore transformé qu'en monnaie idéale : il n'est encore que mesure des valeurs, et, en fait, des quantités d'or déterminées ne font encore qu'office de dénomination pour des quantités déterminées de temps de travail".<sup>1</sup>

A nos yeux cependant, il ne va pas assez loin puisqu'il ne semble pas admettre que le système d'équivalence qu'est la monnaie peut être mis en oeuvre sans référence à un processus de production concret. Ce n'est pas parce que la situation historique réelle a été caractérisée par une telle référence que pour autant il y ait une nécessité logique pour qu'il en soit ainsi. En conséquence l'abandon historique de la base métallique n'a pas d'impact quant à la fonction de la monnaie mais est vu seulement comme une modification de forme.

Il ressort de ces réflexions qu'il serait utile de renverser le point de vue généralement adapté dans la théorie marxiste pour exposer le fonctionnement de la monnaie. Jusqu'à présent les auteurs marxistes, en s'inspirant des écrits de Marx, se sont sentis assez à l'aise pour présenter le rôle de la monnaie dans une économie à base métallique, leurs exposés supposant généralement, s'ils traitent la question, que la monnaie est une marchandise. Par contre peu d'auteurs marxistes se sont aventurés dans un univers dans lequel cette base métallique ne serait plus présente.<sup>2</sup> Or le sentiment paradoxal que nous éprouvons est qu'un exposé dans un contexte métallique peut présenter plus de problèmes que d'avantages. Citons seulement quatre inconvénients ou difficultés : le piège de céder au fétichisme de la monnaie en pensant que la

---

<sup>1</sup>Contribution... p. 43.

<sup>2</sup>Pour une contribution récente, cf. A. Lipietz, "La vraie monnaie doit-elle être une vraie marchandise ?", Cahiers du CEPREMAP, n° 7916.

monnaie est une chose; les difficultés théoriques résultant du fait que le bien monétaire a un double usage, l'usage traditionnel, l'orfèvrerie dans le cas de l'or, et ses fonctions monétaires; les problèmes de taux de change entre le pièce de monnaie et le métal à l'état brut; les problèmes découlant du fait que l'afflux de métal et donc l'offre de monnaie ne connaissent pas de régulation à l'intérieur des normes marchandes. Il y aurait finalement plus d'écueils à exposer la théorie de la valeur et de la monnaie dans le cas d'une monnaie métallique que dans le cas d'une monnaie non-métallique. Pour le montrer, donnons un long extrait d'une étude récente d'Aglietta dans laquelle cet auteur donne une vaste synthèse de l'interprétation nouvelle :

"-La monnaie est instituée (ou créée ex nihilo selon l'expression de certains économistes). Il en est ainsi parce qu'elle n'est pas une marchandise et n'a donc en elle-même ni prix, ni valeur. Elle est, au contraire, la condition première de la formation de la valeur. Pour désigner ce rapport social, BENETTI et CARTELIER emploient le terme de monnayage. Le système institutionnel qui crée la monnaie est le domaine public minimal sans lequel il n'est pas possible de parler d'économie marchande. Une telle économie n'est donc pas une communauté d'individus échangeant des choses qui sont déjà supposé avoir une utilité sociale. C'est une société de producteurs séparés, ayant à faire la preuve que leurs activités sont sociales. Cette preuve ne résulte pas d'un seul type de rapport économique, les échanges, mais de deux, le monnayage et les échanges. Le circuit articule ces deux rapports qui sont de natures différentes et qui font de la circulation marchande un processus contradictoire.

- Le monnayage est le rapport par lequel chaque producteur privé déclare sa production à la société, à charge de valider ultérieurement sa déclaration par la vente. Cette déclaration signifie que le producteur considère que sa production est une créance sur la société. Cette créance est représentée par le flux de monnaie créé par le monnayage et mis à sa disposition pour lui permettre d'engager les dépenses nécessaires à la reproduction de son activité. Elle est donc indissolublement une dette du producteur à l'égard du système des institutions de création monétaire. Le résultat du monnayage est la formation du prix monétaire de la production, première étape de la socialisation du producteur. Le prix préexiste nécessairement à l'échange et il est la seule représentation quantitative possible de la valeur.

- Le monnayage ne crée par lui-même aucune valeur mais il est le rapport social (abstrait) par lequel les producteurs privés se présentent comme des éléments d'une unité sociale, la valeur. Le fondement de cette unité sociale dont le monnayage est la seule forme possible, est la division sociale du travail. Elle désigne le fait que chaque producteur marchand produit pour la société en général. En conséquence, la division sociale du travail prend la forme d'une circulation générale des marchandises. La socialisation effective de la production est donc un processus d'échanges par lequel s'effectue la permutation des marchandises. Elle exprime que les différentes dépenses du travail sous l'autorité de chaque producteur sont les éléments d'un travail coexistant dans l'ensemble de la société. Cette coexistence n'a qu'une seule représentation possible, le revenu monétaire global. Le critère de la socialisation effective de la production est donc le suivant : le montant du monnayage, qui détermine le niveau de la formation du revenu, déclenche la dépense monétaire qui est un réseau de ventes et d'achats de marchandises contre

monnaie, réseau déterminé par le schéma sous-jacent de la division du travail. Il y a socialisation complète de la production si tous les producteurs peuvent faire refluer par leurs ventes les montants de monnaie lancés dans les circuits d'échanges par leurs achats. Comme le monnayage de la production est l'origine de la création monétaire, la destruction complète de la monnaie par extinction de la dette de chaque producteur à l'égard du monnayage est le critère de la validation complète de la production en fin de circuit."<sup>1</sup>

L'intégration de la monnaie dans la théorie de la valeur donne à celle-ci sa physionomie complète. La monnaie est indispensable pour que la catégorie "prix" puisse se former et sans celle-ci la théorie de la valeur est inachevée. Elle est comme désincarnée. En effet, l'ensemble des concepts dégagés lors de l'étude de la substance et de la grandeur de la valeur renvoient à des processus qui ne sont pas directement observables. Ils forment la partie invisible de l'iceberg. Seuls les prix sont visibles. Examinons maintenant la manière dont le concept générique de prix et celui de valeur s'articulent.

### III - L'articulation entre valeur et prix

Les concepts de valeur et de prix sont intrinsèquement liés. Ils sont deux niveaux d'un même processus, la transformation du travail privé en travail social. La valeur n'existe que transformée en prix. Parler d'une valeur existant en soi, indépendamment de son expression dans un prix, dans lequel elle aurait dès lors à être transformée ultérieurement, n'a pas de sens. Ce n'est qu'intellectuellement que l'on

---

<sup>1</sup>M. Aglietta, Monnaie internationale, taux de change et accumulation du capital, première partie : exposé théorique, Miméo, INSEE, Service des programmes, juillet 1978.

peut distinguer l'une de l'autre. Dans leur existence réelle, valeur et prix sont indissociables comme deux versants d'un même processus. Mais comme notions, elles ne sont pas identiques. L'une renvoie à l'aspect fondement, l'autre à l'aspect forme d'apparition. La valeur ne peut s'exprimer directement. Lorsqu'une marchandise se présente sur le marché, ce qu'on lit sur l'étiquette qui lui est accolée, n'est pas une quantité de travail, mais un prix. Le propre de la valeur est de n'exister qu'exprimée en autre chose qu'elle-même.<sup>1</sup> Symétriquement, la raison d'être du prix consiste précisément dans le fait qu'il est l'expression de la valeur. C'est par la médiation du prix que la valeur fonctionne. La relation valeur-prix est un rapport de fondement. De plus, c'est un rapport de voilement-dévoilement ou de dissimulation-manifestation. D'une part, le prix cache la valeur : dans l'ordre du phénomène, le prix prend toute la place. D'autre part, cependant, le prix révèle la valeur, puisque la réflexion sur le prix aboutit à la valeur, le prix n'étant possible que comme expression de la valeur.

La notion de prix présentée ici est donc différente de celle qui prédomine dans la science économique. Il s'agit non pas d'un "prix relatif" mais d'un prix monétaire.<sup>2</sup> De plus, alors que dans la conception traditionnelle le prix résulte de l'échange, dans la nôtre

<sup>1</sup>Cf. Marx, Theories of Surplus-Value, t. 3, p. 127; Bakhaus, article cité, p. 9; Macherey, "A propos du processus d'exposition du Capital" Lire le Capital IV, p. 32; Rancière, Lire le Capital IV, p. 44.

<sup>2</sup>Dans notre conception l'adjectif "monétaire" est redondant. Le prix est par définition monétaire.

il en est une condition. Pour qu'une marchandise puisse être présentée à l'échange marchand, un prix doit lui avoir été attribué, même si au cours de l'échange un écart par rapport à la grandeur de prix initiale peut se produire. Tant que la marchandise n'est pas vendue, le prix n'a qu'un statut de prétendant, reflétant le caractère potentiel de la valeur. Ce n'est qu'avec la vente, peu importe qu'elle s'effectue au prix de départ ou non, que la création de valeur, processus instantané, s'effectue. Son pendant visible est que la marchandise s'échange contre de l'argent et que le vendeur réalise un revenu (ou chiffre d'affaires) correspondant au montant monétaire déboursé par les acheteurs. L'échange marchand implique donc un double processus, l'un invisible - la création de valeur -, l'autre observable - la formation d'un revenu. Ce dernier est le reflet du premier. Dans la mesure où, comme nous le faisons ici, l'on raisonne dans un univers composé uniquement de marchandises, tous les revenus découlent d'une création de valeur. Donc, s'il y a formation d'un revenu, c'est qu'il y a validation d'un travail privé et création de valeur.<sup>1</sup> Pour bien distinguer cette double dimension de l'échange marchand, nous parlerons, d'une part, de l'espace des valeurs, et, d'autre part, de l'espace des prix ou des revenus.<sup>2</sup> Les déterminants du premier ont été étudiés lors de l'examen de la grandeur de la valeur. Mais les schémas

<sup>1</sup>La transaction portant sur la vente de la force de travail est la seule qui échappe à ce principe. Cf. 1ère partie, p. 46 et spécialement la note 1 p. 48. Plus loin dans la troisième partie de l'étude, lorsque nous introduirons dans le champ d'investigation les travaux improductifs et les ressources naturelles, nous rencontrerons des cas de formation de revenu non liés à une création de valeur.

<sup>2</sup>Les concepts de prix et de revenus sont coextensifs. Le prix renvoie à une caractéristique de la marchandise et le revenu à la recette du vendeur. Il va de soi, au stade actuel de l'analyse, que la somme des prix et celle des revenus sont identiques. C'est une tautologie. Par contre, lorsque plus tard nous introduirons les biens fournis gratuitement par l'Etat, la coïncidence cessera d'être vraie, car la production des biens gratuits entraîne la création d'un revenu.

présentés alors doivent être complétés par l'adjonction, à côté des effets-valeurs, des effets-prix. Ces espaces doivent faire l'objet d'une double caractérisation, selon qu'on s'intéresse à leur dimension ou grandeur absolue, ou à leur partition interne en fonction des différentes sortes de marchandises produites. Du côté de la valeur, on parlera de valeur totale (ou de somme des valeurs) et de valeur unitaire; du côté des prix, de somme des prix ou des revenus et de prix unitaire.

L'articulation entre valeur et prix, vue cette fois sous un angle quantitatif, concerne à la fois les deux espaces vus comme des totalités et les marchandises prises une à une. Prenons d'abord le premier de ces aspects. Les deux espaces s'appliquent à la même réalité, c'est-à-dire à l'échange marchand, à la création de valeur. En ce sens, ils se recoupent exhaustivement. Ils ont le même substrat social. Mais en même temps, ils décrivent cette réalité commune à des niveaux différents qu'on ne peut confondre et mêler. La grandeur de chacun de ces deux espaces s'exprime dans un nombre. Dans un cas, il s'agit de la quantité d'"heures" totalisant la valeur créée et la valeur réactualisée en un certain flux temporel instantané, dans l'autre d'une quantité d'unités monétaires représentant le revenu total formé en cet instant.<sup>1</sup> Le rapport de fondement entre ces deux grandeurs, évoqué plus haut, est opérationnalisé à l'aide du concept d'expression monétaire de l'heure de travail abstrait (EMH). Dans les termes d'Aglietta,

---

<sup>1</sup>Le revenu net correspond à la valeur créée, le revenu total (ou brut) à la valeur totale (valeur créée + valeur réactualisée).

"elle indique de combien d'unités monétaires la grandeur de travail abstrait, élément homogène du travail global de la société, est l'équivalent."<sup>1</sup>

Elle est un nombre, obtenu par inférence théorique et ne se référant pas à une réalité directement observable. Les éléments qui en déterminent la grandeur seront étudiés au chapitre 5. Pour que les mêmes chiffres désignent la grandeur en valeur et celle en prix, il faudrait que l'EMH soit égale à un. Rien n'y pousse dans la réalité, mais pour la facilité des exposés théoriques, cette hypothèse est souvent implicitement adoptée. Mais l'identité entre somme des valeurs et somme des prix qui en découle est seulement l'effet d'une convention et non une contrainte ou un résultat significatif. Comme l'écrivent Benetti et Cartelier :

"De telles égalités quantitatives n'auraient de sens que si les grandeurs de valeur et de prix étaient commensurables. Or, comme nous venons de le voir, elles ne le sont pas. C'est dire que l'égalité numérique parfois obtenue entre ces deux grandeurs n'est que le résultat d'hypothèses particulières concernant l'unité de mesure des prix mais une 'égalité numérique' entre grandeurs non commensurables ne saurait être considérée comme un résultat auquel pourrait être attribué une quelconque signification."<sup>2</sup>

<sup>1</sup>M. Aglietta, Régulation et crises..., p. 31; cf. aussi J. Gouverneur, Eléments d'économie politique marxiste, p. 38.

<sup>2</sup>C. Benetti et J. Cartelier, "Profit et exploitation : le problème de la transformation des valeurs en prix de production" in C. Benetti, C. Berthomieu, J. Cartelier, Economie classique, économie vulgaire, p. 79.

Considérons maintenant le cas d'une marchandise particulière. La valeur unitaire est une grandeur absolue - un certain nombre d'"heures" de travail social - indiquant la part dans la grandeur total du travail abstrait qu'a pris la production de cette marchandise. La valeur unitaire et les rapports d'équivalence entre les marchandises (la partition de l'espace de la valeur) se forment donc dans un même processus. Il est évident que le rapport de fondement entre valeur et prix analysé plus haut doit avoir une incidence quantitative. Mais celle-ci doit être saisie dans toute sa complexité. En particulier il faut souligner la différence entre notre conception et ce qu'on peut considérer comme la version primitive de la théorie de la valeur, initiée par Ricardo. Cette dernière peut être caractérisée d'une manière double. D'une part, cette théorie ne comporte pas la complexité que nous-mêmes nous attribuons à la valeur. La valeur est seulement rattachée à la difficulté moyenne de production. D'autre part, son objectif est essentiellement quantitatif. Il s'agit de démontrer que la grandeur du prix à long terme (excluant les oscillations de courte période) est fonction exclusivement de la grandeur de la valeur. Telle était l'intuition de base de Ricardo, à laquelle il est resté fidèle malgré les différents déboires rencontrés.<sup>1</sup> En termes de notre vocabulaire, elle consiste à affirmer que le système de marché tend à instaurer une parfaite correspondance entre les partitions à l'intérieur de l'espace des valeurs et de l'espace des prix. Les mêmes

---

<sup>1</sup>Cf. notre étude, L'évolution de la théorie de la valeur d'Adam Smith à David Ricardo, Working Paper de l'Institut des Sciences Economiques, Université Catholique de Louvain, n° 7810.

rapports d'équivalence se retrouvent dans les deux espaces.<sup>1</sup>

Mais selon nous, cette version primitive est grossière et, même plus, inexacte. Malgré les ambiguïtés manifestées par Marx, sa conception ne peut, à nos yeux, y être rattachée. Dans sa version élaborée, telle que nous visons à la présenter ici, la théorie de la valeur ne prétend pas que, même à long terme, les prix des marchandises aient leur grandeur déterminée exclusivement par le travail que leur production a exigé. D'autres éléments - en plus des déséquilibres entre quantités offertes et demandées, déjà pris en compte par Ricardo pour expliquer les écarts entre prix à court et à long terme - interviennent pour modifier la détermination du prix par la valeur. Ici nous ne faisons que les mentionner : l'exigence d'égalisation de la rentabilité entre branches ayant des compositions de capital différentes et la structure des marchés.

Il ressort de ces considérations, qui s'éclaireront sans doute par la suite, que la théorie marxiste de la valeur ne doit pas être vue comme étant, à proprement parler, une théorie du prix, comme les théories classique et néo-classique, mais plutôt comme une théorie du fondement du prix des marchandises. Si, sous un angle qualitatif, le prix est la forme de la valeur, sous un angle quantitatif, lorsqu'on considère une marchandise particulière, la grandeur du prix n'exprime pas seulement la grandeur de la valeur. La valeur

---

<sup>1</sup>Ceci ne signifie pas que les grandeurs en valeur et en prix se voient assigner les mêmes nombres. Pour cela, il faudrait en plus que  $1'EMH = 1$ .

est le fondement du prix mais non le seul élément qui en explique la grandeur. L'affirmation selon laquelle le prix est la forme de la valeur peut dès lors être précisée par l'ajout qu'il s'agit d'une forme diffractée, une série de déviations venant se greffer sur le fondement en valeur. Ce n'est que dans un contexte extrême (utilisable uniquement à titre pédagogique, comme une première étape d'un raisonnement théorique) que la grandeur de la valeur serait la cause exclusive de celle du prix. Ce contexte est défini par les trois caractéristiques suivantes :

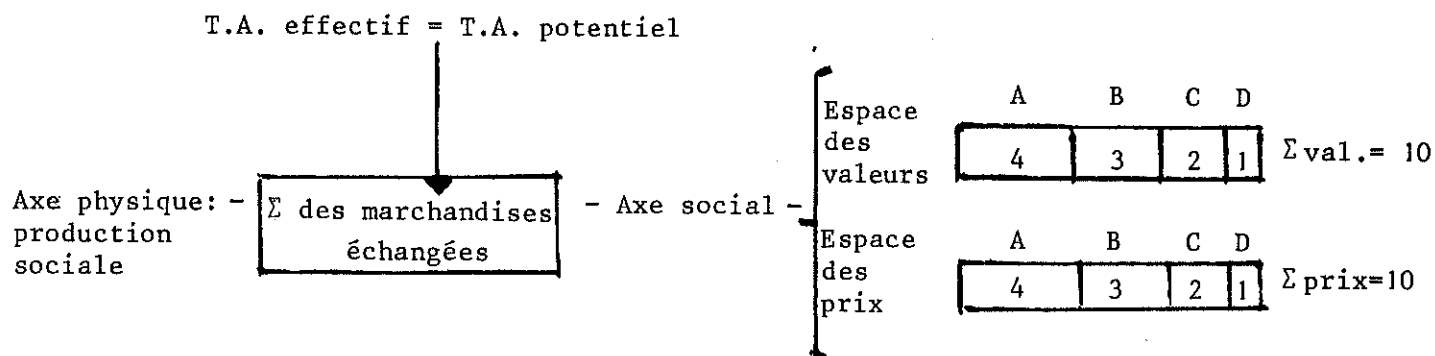
- égalité des compositions-valeurs des différentes branches;
- pleine concurrence sur tous les marchés;
- équilibre au prix initial entre les quantités offertes et demandées sur tous les marchés.

Dans un tel contexte, la grandeur en prix est déterminée exclusivement par la grandeur en valeur. On appellera prix simple cette grandeur en prix qui exprime simplement et seulement la grandeur en valeur, sans déviation aucune.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>L'appellation "prix simple" n'est pas répandue et ne fait pas partie du jargon classique de la théorie marxiste. La raison d'être de son introduction est qu'elle permet d'éviter une erreur importante dans l'articulation entre valeur et prix, erreur dans laquelle trop d'auteurs, tant marxistes que non-marxistes se sont engouffrés (cf. plus loin, p. 134). On retrouve l'expression "prix simple" dans un article de Bullock et Yaffé "Inflation, the Crisis and the Post-War Boom", Revolutionary Communist, Nov. 1975, p. 15. Le même concept est utilisé avec une autre terminologie - "prix direct" - par A. Shaik dans son étude, "Marx's Theory of Value and the 'Transformation Problem'", publiée dans J. Schwartz (ed.), The Subtle Anatomy of Capitalism.

Les schémas illustratifs introduits plus haut peuvent maintenant être complétés en introduisant l'espace des prix. Si l'on suppose que les conditions précitées sont remplies et que l'EMH = 1, le schéma de la page 32 peut être complété comme suit :



#### IV - Le rapport de répartition sur l'espace des prix

Antérieurement nous avons distingué à l'intérieur de l'espace de la valeur différents regroupements, le principal de ceux-ci étant le taux de plus-value.<sup>1</sup> Il est un rapport spécifique à l'espace de valeur. On ne peut l'appliquer comme tel à l'espace des prix, bien qu'à l'intérieur de celui-ci il y ait des divisions qui trouvent leur source dans la partition dessinée sur l'espace des valeurs par le taux de plus-value. La grandeur sur l'espace des prix significative à cet égard est la masse globale de profit. Contrairement

<sup>1</sup> Cf. supra, pp. 34 et 52.

à l'approche des classiques, le profit doit s'appréhender avant tout dans sa masse plutôt que dans son taux. La masse de profit est l'expression monétaire de la masse de plus-value pour autant qu'il n'y ait pas de déséquilibres significatifs de circulation.<sup>1</sup> Le rôle de la masse de profit est décrit par Aglietta dans les termes suivants :

"C'est la masse globale du profit monétaire réalisée dans tout intervalle de temps qui compte pour la classe capitaliste considérée dans son ensemble. Contrairement à la représentation classique du capitalisme qui se donne une matrice des conditions techniques de production et qui définit le profit par son taux, la conception marxienne de la valeur conduit à caractériser la manifestation du rapport salarial par le flux du profit global (...). Le taux de profit est une norme dérivée, essentielle pour l'étude de la concurrence, c'est-à-dire des formes complexes du partage du profit selon le fonctionnement de la classe capitaliste."<sup>2</sup>

Le taux de profit général est obtenu en rapportant la masse de profit à la grandeur de la dépense en capital-argent consacré à l'achat des moyens de production, des matières premières et de la force de travail.<sup>3</sup> Le taux de profit joue comme une norme dans la répartition de la plus-value entre les diverses fractions de capital. En l'absence de

<sup>1</sup>Plus loin nous serons amenés à prendre en compte la possibilité d'une césure entre le profit d'exploitation, trouvant son origine dans la plus-value, et le profit effectivement disponible pour l'accumulation et la consommation capitaliste.

<sup>2</sup>M. Aglietta, "Régulation du capitalisme américain", article cité, p. 50.

<sup>3</sup>Comparons, au niveau d'abstraction auquel nous raisonnons ici, les deux ratios que sont le taux de plus-value et le taux de profit. On constate que si leurs numérateurs ont le même substrat (à savoir le surtravail, appréhendé pour l'un en valeur et pour l'autre en prix), ceci n'est pas le cas pour les dénominateurs. Dans le taux de plus-value, la plus-value est rapportée à la fraction de la valeur créée restant en solde après le décompte de la valeur des marchandises salariales. Dans le taux de profit, la masse de profit est rapportée à la masse totale d'argent immobilisée dans la production capitaliste.

perturbations dues à la circulation, les diverses fractions du capital recevraient en partage une masse de profit au prorata de leur grandeur, de telle sorte que toutes les branches atteindraient le taux de profit général. Dans les termes de Marx :

"Pour 100 par exemple, chaque capital avancé, quelle que soit sa composition, rapporte chaque année, ou dans tout autre laps de temps, le profit qui, pour cette période, revient à ces 100 considérés comme tantième partie du capital total. En ce qui concerne le profit, les différents capitalistes jouent ici le rôle de simples actionnaires d'une société par actions dans laquelle les parts de profits sont également réparties pour chaque fraction de 100; elles ne diffèrent pour les divers capitalistes que par l'importance du capital que chacun a mis dans l'entreprise commune, c'est-à-dire par la participation proportionnelle de chacun à cette entreprise, suivant le nombre de ses actions."<sup>1</sup>

Il est important de saisir que les deux rapports de répartition, taux de plus-value et taux de profit, appartiennent l'un à l'espace des valeurs et l'autre à l'espace des prix. Certes ils sont articulés puisque le taux de profit dérive du taux de plus-value, mais d'autres éléments peuvent intervenir dans sa détermination. Dans le contexte abstrait évoqué plus haut, la médiation entre les deux rapports est facile à établir. On peut retranscrire l'équivalent de la plus-value dans l'espace des prix et l'équivalent du taux de profit dans l'espace des valeurs. Mais la médiation devient plus complexe lorsqu'on abandonne ce contexte, comme nous le ferons au chapitre suivant.

---

<sup>1</sup>K. Marx, Capital, livre III, t. 1, E-S, p. 175.

## CHAPITRE 5

La forme de la valeur :

II. La détermination du prix

Si les trois hypothèses énoncées plus haut<sup>1</sup> étaient plausibles, le problème de la détermination du prix des marchandises serait résolu. Les grandeurs en prix seraient exclusivement fonction des grandeurs en valeur. Mais ces hypothèses ne peuvent être retenues. Elles sont trop extrêmes. Aussi allons-nous dans ce chapitre les relâcher progressivement. Ceci nous permettra de préciser les diverses formes prises par le concept générique de prix et d'établir ainsi dans son circuit total la passerelle théorique reliant l'observable, c'est-à-dire le prix effectif, et son fondement invisible, la valeur. Dans notre conception, en effet, le prix effectif est une forme complexe qui ne peut être comprise que si on la rattache à la forme simple dont il dérive à travers diverses médiations.

L'objectif de notre examen, qui sera méthodique et donc assez fastidieux, est de voir, aux différents niveaux d'abstraction dérivés de l'abandon progressif des hypothèses, quelle est la règle présidant à la fixation du prix des marchandises. C'est donc seulement maintenant, après un long détour consacré à des précisions conceptuelles, que nous nous proposons de répondre à la question à laquelle les auteurs classiques s'étaient attaqués d'emblée. Il s'agit de déterminer la situation d'équilibre<sup>2</sup> que le système tend à imposer - nous parlerons à ce propos d'une norme d'équilibre - ainsi que le mécanisme par lequel cette situation est atteinte.

---

<sup>1</sup>Egalité des compositions-valeurs des différentes branches; pleine concurrence sur tous les marchés; équilibre au prix initial entre les quantités offertes et les quantités demandées sur tous les marchés. Cf. supra, p. 88.

<sup>2</sup>Rappelons les remarques introduites antérieurement à propos du sens dans lequel nous employons le terme d'équilibre. Cf. 1<sup>ère</sup> partie, p. 15.

Les diverses hypothèses ne peuvent être relâchées en même temps. Nous maintiendrons le plus longtemps celle dont l'impact théorique est le plus important et le plus controversé et qui porte sur l'égalité des compositions-valeurs entre les diverses branches. Son abandon nous permettra de forger le concept de prix de production. C'est celui-ci, et non le prix simple, qui constitue la grandeur régulatrice, le pivot réel de la fixation du prix des marchandises. Sans lui, un maillon théorique indispensable reste manquant. Mais il nous semble utile de l'introduire seulement après que les autres problèmes auront été clarifiés. En effet, les conclusions découlant du relâchement des deux premières hypothèses dans le contexte d'une égalité des compositions-valeurs resteront valides lorsque cette dernière hypothèse sera à son tour évacuée. Il faudra seulement opérer un décentrage du socle auquel elles s'appliquent, consistant précisément à remplacer le prix simple par le prix de production dans le rôle de prix d'équilibre.

# I - La fixation des prix dans le contexte d'une égalité des compositions-valeurs

## A. Définition de la norme d'équilibre

Nous commençons par définir la situation d'équilibre pour étudier ensuite les facteurs induisant des écarts par rapport à celle-ci. A ce niveau d'abstraction, la norme d'équilibre de la production et des échanges peut s'énoncer de diverses manières qui sont en fait équivalentes, se ramenant toutes à la version primitive ou ricardienne

de la loi de la valeur<sup>1</sup>. La norme est réalisée lorsque :

- les prix effectifs des marchandises coïncident avec leurs prix simples;
- les grandeurs en prix (effectifs), converties par l'EMH, sont égales aux grandeurs en valeur;
- la partition dans l'espace des prix correspond à la partition dans l'espace des valeurs (les rapports d'équivalence entre marchandises exprimés en prix et en valeur sont les mêmes);
- les marchandises s'échangent en fonction de leur valeur ("échange à la valeur").

Cette norme est un rapport quantitatif qui tend à s'imposer, mais sans jamais y parvenir pleinement. Elle est tendancielle. Les prix simples sont les grandeurs d'équilibre. Tant qu'ils ne sont pas atteints, cette transgression même provoque des comportements de redressement. La norme est entendue comme une contrainte globale se répartissant en autant de sous-multiples qu'il y a d'échanges marchands. Par elle, une certaine répartition de la force de travail sociale s'agence. La pleine réalisation de la norme signifie que l'allocation de la force de travail, telle qu'elle s'effectue à partir de l'initiative privée, correspond parfaitement aux exigences de la reproduction sociale s'exprimant à travers la demande des particuliers.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 87.

Deux questions se posent immédiatement : 1) comment savoir si la norme est effectivement réalisée?; 2) par quel mécanisme s'instaure-t-elle et que se passe-t-il lorsqu'elle n'est pas atteinte? Comme nous le verrons, les réponses à ces deux questions s'entrecroisent.

Il est évident qu'aucun des différents énoncés que nous avons donné de la norme n'est contrôlable tel quel. L'espace de la valeur et sa partition sont des données invisibles, construites par raisonnement. On ne peut pas vérifier la coïncidence entre le prix effectif et le prix simple, puisque seul le premier est observable. En conséquence, la norme ne peut être appréhendée que d'une manière indirecte. L'indicateur à prendre en considération est la différenciation de rentabilité entre les branches de l'économie. Si la norme était pleinement réalisée, le capital aurait une rentabilité uniforme dans les diverses branches. La masse globale de profit serait répartie uniformément entre les branches au prorata du capital - argent qu'elles représentent. Lorsque ce n'est pas le cas, ceci signifie que pour une raison ou pour une autre, la norme n'est pas atteinte. Les disparités de rentabilité sont donc le signe d'un défaut de fonctionnement du processus décentralisé d'allocation du travail social. D'une part, elles manifestent le déséquilibre. Elles sont l'indicateur du degré dans lequel la norme est ou n'est pas réalisée. D'autre part, elles sont, en même temps, l'inducteur de changements tendant précisément à réparer une situation de déséquilibre. Elles

permettent aux preneurs de décisions erronées de revoir leurs choix et de réorienter l'affectation de la force de travail sociale. Définition de la situation d'équilibre, processus de déséquilibre et de rééquilibrage doivent donc être vus comme des aspects interconnectés d'un même processus : une norme toujours en voie d'imposition sans cependant qu'elle ne se réalise jamais entièrement.

La norme est réalisée quand le prix effectif coïncide avec le prix simple (dans le contexte d'une égalité des compositions-valeurs). Mais le prix simple est une grandeur abstraite. La grandeur concrète par rapport à laquelle le prix effectif va se former, dans un rapport soit d'égalité soit d'écart, est le prix d'offre, "affiché" par le prétendant vendeur. La section suivante étudie le rapport entre prix d'équilibre (ici le prix simple) et prix d'offre.

#### B. La formation du prix d'offre

Les producteurs-capitalistes ont fait certains choix de production, en termes de types de produits et de quantités de chacun de ceux-ci, et ont engagé de la main-d'oeuvre en conséquence. Au terme du processus de production, des produits finis sont présentés sur le marché à un certain prix. Ce prix initial est le prix d'offre. Si la quantité demandée du bien correspond exactement à la quantité offerte, l'ensemble de la production s'écoule à ce prix. Autrement, le prix auquel les transactions s'effectuent s'en écartera à la

hausse ou à la baisse. Mais qu'est-ce qui va déterminer le montant du prix d'offre ? Si on posait la question aux capitalistes, ils répondraient probablement qu'il dépend des coûts de production majorés d'une marge de profit "normal". Pour eux, le profit apparaît comme un excédent du prix de vente de la marchandise sur son coût de production. Dans les termes de Marx :

"La limite inférieure du prix de vente de la marchandise est fournie par son coût de production. Si la marchandise est vendue au-dessous du coût de production, le prix de vente ne permet pas de remplacer intégralement les éléments du capital productif qui ont été dépensés. Si ce procès persistait, la valeur-capital avancée disparaîtrait. Ce point de vue déjà incline le capitaliste à tenir le coût de production pour la véritable valeur intrinsèque de la marchandise, puisque c'est le prix indispensable à la simple conservation de son capital. En outre, le coût de production, c'est le prix d'achat que le capitaliste a payé lui-même pour produire la marchandise, donc le prix d'achat déterminé par le procès de production même. L'excédent de valeur, ou plus-value, réalisé lors de la vente de la marchandise apparaît au capitaliste comme un excédent du prix de vente sur la valeur, et non comme un excédent de la valeur sur le coût de production, de sorte que pour lui, la plus-value contenue dans la marchandise ne se réalise pas par la vente, mais naît de la vente elle-même."<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>K. Marx, Capital, livre III, t. 1, E.S. p. 57.

Si la représentation des capitalistes ne correspond pas, quant au fond, à l'interprétation marxiste, elle contient néanmoins un élément correct sur lequel nous pouvons fonder la suite de notre réflexion, à savoir que le prix d'offre exprime à la fois une contrainte - la possibilité d'assumer des coûts de production - et une prétention - l'obtention d'un profit. Ces deux aspects renvoient naturellement l'un à l'autre. Mais qu'est-ce qui détermine leur grandeur respective ?

On ne peut donner une réponse à cette question sans prendre en compte la structure de marché ou l'état de la concurrence existant dans la branche concrète sur laquelle on s'interroge.<sup>1</sup> Elle se caractérise à partir de deux critères qui en général jouent conjointement : la part de marché des différents vendeurs et l'importance des barrières à l'entrée.<sup>2</sup> Plus les parts de marché des différents vendeurs représentent une fraction minime des ventes totales et plus

---

<sup>1</sup>Il s'agit autant de la structure des marchés spécifiques où les firmes interviennent comme vendeurs que de celle où elles interviennent comme acheteurs. Le raisonnement qui suit est fondé sur le premier cas mais il peut évidemment être étendu au second cas.

<sup>2</sup>Ce concept a été développé dans le cadre de la théorie des structures de marché : cf. Joe Bain, Barriers to New Competition; Alexis Jacquemin, L'économie industrielle européenne; R. Borelly, Les disparités sectorielles des taux de profit. Pour une intégration du concept dans le cadre de l'analyse marxiste, cf. M. Aglietta, Régulation et crises du capitalisme, p. 258-260. Cet auteur en donne la définition suivante : "Il y a barrière à l'entrée dans un domaine de la production marchande si les capitaux extérieurs à ce domaine et cherchant à s'y investir pour fonder un nouveau cycle de mise en valeur subissent des conditions de valorisation présentant un désavantage persistant sur les capitaux déjà installés. Des éléments structurels variés peuvent être à l'origine d'un tel désavantage portant sur le secret et la protection des méthodes de production, le contrôle des approvisionnements, la cristallisation d'une variété de marchés où les positions concurrentielles sont rendues rigides par une hiérarchie des marques, de grandes économies d'échelle dans la production, etc." Opus cité, p. 258.

l'entrée de nouveaux producteurs est aisée, plus le marché est proche de la pleine concurrence. Inversement, plus les parts de marché des vendeurs représentent une fraction importante des ventes et plus les barrières à l'entrée sont élevées, plus le marché est monopolistique. S'il y a pleine concurrence, on dira que les firmes ont un pouvoir de marché nul.<sup>1</sup> Dans les branches où règne la pleine concurrence, le prix est pour les vendeurs une donnée extérieure sur laquelle ils n'ont pas de prise. Il est imposé par les forces de marché. Un producteur particulier ne peut, dans le but d'accroître ses bénéfices (ou de les maintenir si ses coûts de production sont supérieurs à la moyenne sociale), vendre ses marchandises au-dessus du prix découlant des conditions sociales de production : en effet, il perdrait sa part de marché.<sup>2</sup> Même si l'ensemble des producteurs haussaient en même temps leur prix, ils devraient faire marche arrière. Car en conséquence de la rentabilité accrue, découlant du gonflage du prix, et

---

<sup>1</sup>Pour une présentation générale du concept de pouvoir de marché, cf. A. Jacquemin, L'entreprise et son pouvoir de marché.

<sup>2</sup>Les frais supérieurs à la moyenne sociale, qu'ils découlent d'une moindre efficience des moyens de travail, d'une moindre intensité du travail, de salaires plus élevés ou de frais généraux plus importants, ne peuvent être répercutés sur les prix. Ils sont déduits du revenu et entraînent une diminution de la masse de profit disponible. Le travail sous-jacent à ces dépenses supplémentaires peut être dit improductif, mais ce faisant on donne au concept un sens différent. Il se réfère ici à des prestations de travail excédentaires par rapport à la norme sociale d'efficience. Il porte sur du travail concret et physique et non, comme dans l'analyse antérieure, sur du travail social déjà homogénéisé.

étant donné l'absence de barrière à l'entrée, de nouveaux producteurs entreraient dans la branche. La production serait alors accrue et ceci aurait tendance à ramener le prix au niveau antérieur. A part des situations passagères d'insuffisance d'offre par rapport à la demande, ces branches ne peuvent espérer mieux que d'atteindre le taux de profit moyen.<sup>1</sup> En bref, la concurrence tend à aligner le prix d'offre sur le prix d'équilibre, assurant une même rentabilité aux différentes firmes (pour autant que leur niveau de coût n'excède pas celui qui découle des normes d'efficience moyenne de leur branche).

Lorsqu'il n'y a pas pleine concurrence, mais une structure oligopolistique ou monopolistique, la situation est différente. Les firmes appartenant à ces branches ont la latitude de dévier les prix à la hausse : l'existence de barrières à l'entrée les protègent de l'irruption de nouveaux concurrents. Dans ce cas le prix d'offre peut ne pas s'aligner sur le prix d'équilibre mais lui être supérieur.<sup>2</sup> Les firmes qui composent les branches bénéficiant d'un pouvoir de

---

<sup>1</sup>Si les marchés sur lesquels les firmes de ces branches achètent leurs "inputs" sont monopolistiques, elles les paieront au-dessus du prix d'équilibre et ne pourront alors atteindre la rentabilité moyenne.

<sup>2</sup>Plus élevée est la barrière à l'entrée, plus grand est l'écart entre prix d'offre et prix d'équilibre restant en-deça du seuil où il devient quand même intéressant pour de nouveaux capitaux d'entrer dans la branche en question. Cf. Aglietta, opus cité, p. 254.

marché peuvent de ce fait anticiper l'obtention d'un taux de profit supérieur à la moyenne.

### C) Les causes de disparités de rentabilité entre les branches<sup>1</sup>

En analysant la formation du prix d'offre, nous venons de voir comment la structuration des marchés peut engendrer un dysfonctionnement du principe du partage du profit total. L'objectif de la présente section est de présenter d'une manière systématique les différents facteurs couvrant les disparités de rentabilité entre les branches<sup>2</sup>, vues comme des signes de non-réalisation de la norme des échanges. Ces facteurs peuvent être ramenés aux deux types suivants : 1) l'état de la circulation au moment de l'échange : il s'agit soit d'éléments conjoncturels, en l'occurrence le rapport entre offre et demande, soit d'éléments structurels, c'est-à-dire le type de structure de marché; 2) les effets de la contradiction entre la logique instantanée et la logique inter-temporelle.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup>Le thème des disparités sectorielles des taux de profit a fait l'objet de deux thèses de doctorat : Cf. R. Borelly, Les disparités sectorielles des taux de profit, et G. Deleplace, Répartition et accumulation du capital, essai sur la différenciation des taux de profit.

<sup>2</sup>L'étude des disparités de rentabilité entre firmes d'une même branche relève d'une problématique différente : celle de la répartition des différentes firmes autour de la norme d'efficacité moyenne de la branche. Cf. J. Gouverneur, Eléments d'économie politique marxiste, Chap. 6, pp. 111-116.

<sup>3</sup>Cf. supra, p. 48.

# 1) Les facteurs tenant à la circulation

Pour une raison qui apparaîtra au cours du raisonnement, il faut distinguer le cas des marchandises n'entrant pas dans la reconstitution de la force de travail (marchandises non-salariales) et celui des marchandises entrant dans la reconstitution de la force de travail (marchandises salariales).

## a) Le cas d'une marchandise non-salariale

### 1. Les déséquilibres entre l'offre et la demande

Il s'agit soit d'un excès de l'offre sur la demande, soit de l'inverse.

#### 1er cas : offre supérieure à la demande

Supposons que, pour une marchandise donnée, la quantité que le marché est disposé à acheter au prix d'offre est inférieure à la quantité présentée à la vente. Le déséquilibre peut déboucher sur deux issues différentes (ou sur une combinaison de ces deux issues, mais pour la facilité nous les considérons comme des alternatives). Si la demande est suffisamment élastique<sup>1</sup> par rapport au prix, l'ensemble de la

---

<sup>1</sup>Le concept traditionnel d'élasticité de la fonction de demande est intégrable dans notre schéma. Par contre celui d'élasticité de l'offre ne l'est pas. En effet, d'une part, nous supposons que la dépense de travail (ou sa mobilisation dans le cas des services) est antérieure à la transaction et, d'autre part, nous n'acceptons pas le postulat de rendements décroissants qui est inhérent à la théorie marshallienne de la symétrie entre offre et demande. Cf. G. Deleplace, Théories du capitalisme : une introduction, p. 51.

production pourra être vendu mais à un prix inférieur au prix d'offre. Par contre, si elle ne l'est pas, la production ne pourra pas être écoulee dans son entièreté. Nous commençons par examiner cette dernière possibilité.

a) La non-vente

Nous retrouvons ici le cas de perte de valeur évoqué plus haut.<sup>1</sup> Le producteur capitaliste est incapable de réaliser le chiffre d'affaires escompté. Son revenu est inférieur à ce qu'il aurait été s'il avait pu écouler toute sa production. La perte prend la double modalité décrite plus haut. D'une part, il y a une non-validation du travail privé, d'autre part, un échec de transfert, c'est-à-dire une non-réactualisation de la valeur créée antérieurement qui aurait été transférée des moyens de production aux produits finaux si ceux-ci avaient été vendus. Suite à l'erreur de production la valeur totale produite durant le flux instantané d'échange est inférieure à ce qu'elle aurait pu être sans cette erreur. L'effet est exactement à l'inverse de celui qu'entraîne le mécanisme de la plus-value absolue<sup>2</sup> : le solde qu'est la masse de plus-value diminue. Au plan physique, il y a de même un rétrécissement de la production sociale par rapport à ce qu'elle aurait pu être s'il n'y avait pas eu d'erreur. On retrouve le même "manque à gagner" en termes de revenus. Il prend la forme d'une incapacité, d'une part, à créer l'entièreté du revenu potentiel de la période et, d'autre part, à amortir la dépense de revenu effectuée durant les périodes antérieures. La masse de profit en est réduite d'autant.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 24.

<sup>2</sup>Cf. supra, p. 39.

Le propre de la "perte de valeur" - qui la distingue de la "perte de circulation" que nous introduirons bientôt - est qu'elle entraîne une sanction, un manque à gagner, auquel on ne peut échapper. Elle doit être subie, même si elle ne l'est pas nécessairement par les agents qui sont à son origine. Ceux-ci, comme nous le verrons, peuvent en effet être en mesure de répercuter sur d'autres agents les conséquences d'une perte de valeur. Dans le contexte de la pleine concurrence, cependant, la sanction retombe directement sur les firmes qui, ayant pris des initiatives marchandes malencontreuses, ne sont pas parvenues à écouler leur production. L'argent investi dans ces firmes n'obtient pas le taux de rentabilité escompté. Dans ce cas, le sort de ces firmes est lié à l'ampleur de la perte. Si celle-ci est limitée, le maintien en vie de la firme n'est pas remis en cause, pour autant qu'elle parvienne à réorienter sa production. Mais si la perte est importante, les choses deviennent différentes. Elle peut absorber l'ensemble de l'argent investi et entraîner la suppression de la firme, par absorption ou par faillite. Une unité de moins dans le collectif capitaliste ! Si la perte dépasse la grandeur du capital de la firme, elle se répercute sur les créanciers de ceux-ci.

b) la vente au rabais

Nous supposons cette fois que l'ensemble de la production parvient à être écoulé mais à un prix inférieur au prix d'offre. Contrairement à ce qui se passe au cas précédent, il n'y a pas ici de rétrécissement de l'espace de la valeur. Aucune perte de valeur ne se produit. Reportons-nous à la distinction posée plus haut et opérant

une césure entre la détermination de la création de valeur, qui est un processus de tout ou rien, et celle du taux auquel la validation s'opère, c'est-à-dire la fixation du prix. Pour qu'il y ait création de valeur il faut qu'il y ait vente. Mais le prix auquel la vente s'effectue n'interfère pas dans la détermination de la grandeur de la valeur. Celle-ci dépend des conditions sociales de la production et non des caractéristiques de la circulation. Par contre, celles-ci affectent le prix et peuvent induire un décalage entre le prix effectif et le prix simple, expression monétaire de la valeur. Alors la transaction ne s'effectue pas au taux d'équilibre. C'est ce qui se produit ici. Précisons clairement l'impact du phénomène. Il n'entraîne pas de modification dans les dimensions globales des espaces de la valeur et du revenu. Il n'y a pas non plus de modification de la partition interne de l'espace de la valeur. L'impact se concentre seulement sur la partition de l'espace des prix et revenus.

Du fait de la surabondance des marchandises offertes, les firmes vendeuses sont dans une position de faiblesse, et les acheteurs, au contraire, dans une position de force. Pour écouler la production, elles doivent baisser les prix par rapport au niveau initial (prix d'offre). Elles accordent une ristourne, qu'elles n'auraient pas concédée s'il y avait eu équilibre et si elles avaient pu réaliser leur plan de vente initial. Le rabais n'est rien d'autre qu'un transfert de revenu. Même s'il vaut mieux vendre à un prix moindre que pas vendre du tout, il n'empêche qu'au terme de l'échange, ces firmes ne réalisent pas le chiffre d'affaires escompté. Le manque à gagner

qu'elles encourent ainsi est appelé une perte de circulation. Mais contrairement à ce qui se passe en cas de non-vente, cette fois la perte d'un agent est compensée par le gain d'un autre. En effet, au terme de l'échange, les acheteurs de la marchandise vendue au rabais disposent d'une somme d'argent supplémentaire non prévue, correspondant à la ristourne obtenue. Ils font un profit de circulation. Il est crucial de bien distinguer ce concept de celui de profit d'exploitation. Ce dernier désigne la forme monétaire de la plus-value. Il trouve sa racine dans l'achat et la mise au travail de la force de travail salariée, procurant aux capitalistes le bénéfice d'un travail gratuit. Au plan global de l'économie, il constitue une grandeur positive. Le profit de circulation, quant à lui, ne trouve pas son origine dans le rapport salarial proprement dit, mais dans les caractéristiques du marché, et, plus précisément, dans le fait que la structuration du marché biaise le prix effectif par rapport au prix d'équilibre. Alors que le profit d'exploitation se produit même lorsque les marchandises s'échangent au taux d'équilibre, le profit de circulation dérive d'une infraction à la norme des échanges.<sup>1</sup> C'est en quelque sorte un profit de spoliation. De plus, au plan global, le profit de circulation a une grandeur nulle. En effet, comme tout profit de circulation a pour contre-partie une perte de circulation, les deux grandeurs se compensent toujours.

---

<sup>1</sup>On peut parler à ce propos d'"échange inégal". Mais le contenu de ce concept peut prêter à confusion. Pour nous il ne désigne pas un échange qui ne serait pas "à la valeur" mais bien un échange non-conforme à la norme. Or, comme nous le verrons plus loin lorsqu'on admet les différences de composition-valeur, la réalisation de la norme n'implique pas que les marchandises s'échangent à la valeur.

Le déséquilibre affectant un marché particulier risque évidemment d'avoir des répercussions sur les autres. Par exemple, l'argent économisé par les acheteurs d'une marchandise pour laquelle il y a excès d'offre peut être utilisé pour augmenter la demande pour une autre marchandise, entraînant sur ce marché un déséquilibre en sens inverse. Il y a donc une interdépendance permanente.

#### 2ème cas : demande supérieure à l'offre

Au cas précédent, l'erreur consistait en un excès de production d'une marchandise donnée, avec en conséquence une pénalisation des producteurs-vendeurs. Cette fois l'erreur est en sens inverse. Il y a une insuffisance de production et ceci avantage les producteurs de la dite marchandise. Ils sont dans une position de force. Ils peuvent hausser le prix sans risque de connaître des problèmes de débouchés. En conséquence ils obtiennent un chiffre d'affaires supérieur à celui qu'ils auraient pu atteindre s'il y avait eu une offre suffisante. Cette fois le transfert de revenu va des acheteurs vers les vendeurs avec exactement les mêmes conséquences : formation de profits et de pertes de circulation.

L'effet global de ces déséquilibres est que la répartition interne de l'espace des revenus se modifie. Il n'y a plus une correspondance exacte entre rapports d'équivalence en prix et en valeur. En d'autres termes, les valeurs d'échange effectives ne sont pas égales aux valeurs d'échange hypothétiques qui auraient prévalu s'il y avait

eu un équilibre généralisé. Mais la grandeur du revenu de la période ne se modifie pas, rappelons-le. Quant à la masse de profit, dans la mesure où nous supposons que les déséquilibres n'affectent que des marchandises n'entrant pas dans la reconstitution de la force de travail<sup>1</sup>, elle reste inchangée. Mais sa répartition entre les fractions de capital se modifie. Le principe de distribution se trouve enfreint. Les branches bénéficiant in globo d'un rapport offre-demande avantageux obtiennent une rentabilité supérieure à la moyenne, ceci étant exactement compensé par la rentabilité inférieure des branches victimes de pertes de circulation.

Cette disparité est elle-même instructive pour les choix nouveaux de production. Les nouveaux capitaux vont s'investir de préférence dans les branches à haute rentabilité. Il y a alors un élargissement des capacités de production et des quantités produites dans ces branches. En conséquence le déséquilibre tend à se résorber et l'avantage à disparaître. De même, il y aura moins d'investissement dans les branches connaissant une surproduction, ce qui va progressivement diminuer l'excès d'offre. La disparité des rentabilités joue donc comme un signal, à la fois révélateur des défauts dans l'allocation du travail social et inducteur de leur correction. Notons de nouveau l'articulation entre circulation et production. Ce que la norme régit ultimement, au-delà de la circulation des marchandises

---

<sup>1</sup>Où que les déséquilibres à l'intérieur du panier salarial se compensent exactement.

c'est l'allocation de la force de travail sociale. Par le jeu de ce processus de rééquilibrage, la norme apparaît comme un principe égalisateur.

Le mécanisme ne joue cependant pas d'une manière instantanée et parfaite. Au-delà de l'inertie de réaction des agents, il y a les difficultés techniques à mouvoir les investissements d'une branche à l'autre. L'étalement dans le temps de la venue à terme des investissements ne permet pas de faire table rase du passé et de changer abruptement de type de production. Par ailleurs, les modifications grégaires de choix de production peuvent entraîner des effets pendulaires, comme en témoigne le célèbre "cycle du porc".

## 2. La structure de marché

Lorsque les marchés ne sont pas pleinement concurrentiels<sup>1</sup>, un second facteur de décalage entre le prix effectif et le prix d'équilibre intervient. Comme nous l'avons vu, il découle du pouvoir de marché dont disposent les firmes appartenant aux branches oligopolistiques. Si ce nouveau facteur se différencie du précédent (le rapport offre-demande) par le fait qu'il est moins aléatoire et plus stable dans le temps, son effet est le même. Il entraîne des transferts de

---

<sup>1</sup>Notons en passant que l'émergence de marchés oligopolistiques ne peut être interprété comme la fin du phénomène de marché comme on l'affirme parfois. Celui-ci est lié au processus de validation du travail privé. Que les formes structurelles dans lesquelles la validation s'opère se modifient n'implique pas la disparition de la formation du travail social à travers une validation du travail privé.

revenu des acheteurs aux vendeurs (monopole) ou des vendeurs aux acheteurs (monopsone). Il en découle une répartition inégalitaire de la masse de profit, qui reste cependant inchangée tant qu'on s'en tient à l'hypothèse que les décalages de prix n'affectent pas les marchandises salariales.

b) Le cas d'une marchandise salariale

Dans l'analyse qui précède, à part les cas de non-vente, la masse globale de profit n'est pas affectée par les décalages. Ce résultat cesse d'être vrai lorsqu'on admet qu'il y a non-réalisation du prix d'équilibre pour les marchandises salariales.

L'ensemble des transactions marchandes peut être subdivisé en deux sous-ensembles. Dans le premier, on trouve les transactions mettant en présence, aux deux pôles de la relation, seulement des capitalistes. Dans le second, on trouve à un pôle des capitalistes, à l'autre des salariés. Si des déséquilibres à l'intérieur du premier sous-ensemble n'affectent pas la grandeur de la masse de profit disponible, il n'en va pas de même pour ceux qui se produisent dans le second sous-ensemble. Celui-ci doit à son tour être décomposé en deux sous-groupes : les transactions dans lesquelles les salariés sont acheteurs, leur objet étant les biens de consommation salariaux, et les transactions dans lesquelles les salariés sont vendeurs, leur objet étant la force de travail. Examinons-les successivement :

# 1. Les transactions portant sur les marchandises salariales

Supposons que pour l'une des deux raisons étudiées plus haut, le prix effectif d'une marchandise faisant partie du panier salarial devienne supérieur à son prix d'équilibre. Supposons en outre que la situation de départ soit celle de l'équilibre, dans laquelle le salaire permet exactement l'achat de toutes les marchandises nécessaires à la reconstitution de la force de travail.<sup>1</sup> Dès lors, si le prix d'une de ces marchandises augmente, le salaire antérieur ne permet plus, toutes autres choses restant égales, la pleine réalisation de la norme de consommation. Un transfert de revenu analogue à celui que nous avons analysé plus haut se produit, mais il reçoit la signification supplémentaire d'être un transfert inter-classes, des salariés aux capitalistes. Au terme de l'échange, s'il n'y a pas de mouvement compensatoire, la masse de profit d'exploitation se voit accrue d'un montant supplémentaire correspondant au profit de circulation inter-classes à l'avantage du capital. La quantité de profit disponible pour l'accumulation et la consommation capitaliste devient supérieure à ce qu'elle serait à

---

<sup>1</sup>Cette formulation est évidemment extrême. En effet, ce qui est nécessaire à la reconstitution de la force de travail doit être vu comme un mode de vie normal, avec la plasticité de consommation et la possibilité de compensation entre divers biens que cette notion implique. En conséquence, on ne peut pas inventorier exactement les marchandises nécessaires. Ce n'est que dans le discours théorique que l'on peut assigner avec précision un montant chiffré au salaire d'équilibre. Cf. notre étude : Salaire et norme de consommation.

<sup>2</sup>Du point de vue du capital, c'est un profit de circulation. Du point de vue de la classe salariée, c'est une perte de circulation.

l'équilibre. De plus, elle ne trouve plus exclusivement son origine dans la plus-value.<sup>1</sup>

La situation inverse se produit si le prix effectif d'une marchandise salariale devient inférieur à son prix d'équilibre.<sup>2</sup> Après avoir acheté l'ensemble des marchandises formant le panier salarial, il reste aux ménages salariés un solde monétaire qu'ils peuvent épargner ou affecter à une consommation supplémentaire. De nouveau, le transfert de revenu passe la ligne inter-classes. Au terme de l'échange, la masse de profit disponible pour l'accumulation et la consommation capitaliste est la quantité de profit d'exploitation amputée de la perte de circulation des capitalistes à l'avantage des salariés.

## 2. Le marché de la force de travail<sup>3</sup>

Il y a équilibre lorsque l'offre de force de travail

---

<sup>1</sup>Le concept de "surprofit" peut désigner la masse de profit de circulation inter-classes à l'avantage du capital. Mais de nouveau l'appellation peut être ambiguë. On a en effet tendance à identifier "surprofit" et "profit de monopole". Mais le profit de monopole consistant en un transfert de revenu à partir d'autres fractions du capital n'aboutit pas à augmenter la masse totale de profit.

<sup>2</sup>Ici une seule cause peut l'enclencher : le rapport offre-demande, alors qu'il existe deux facteurs jouant en faveur d'un transfert de revenu inter-classes à l'avantage du capital (le rapport offre-demande et la structure de marché).

<sup>3</sup>Pour la facilité nous supposons qu'il n'y a qu'un seul marché de la force de travail et que celle-ci représente un groupe homogène. L'abandon de ces hypothèses entraîne une série de pondérations des résultats présentés pour le cas simplifié, sans cependant modifier la perspective générale.

rencontrer exactement la demande de main-d'oeuvre. Les déséquilibres peuvent aller dans deux sens, soit une surabondance d'offre de force de travail, soit une insuffisance.<sup>1</sup> Il y a surplus de force de travail lorsque le système expulse plus de travailleurs hors du procès de production qu'il n'en attire. Lorsque des offreurs de force de travail ne trouvent pas d'embauche, on a une situation de non-vente. Mais comme la force de travail n'est pas une marchandise<sup>2</sup>, sa vente ne réalisant aucune validation, sa non-vente ne peut donc être perçue comme une non-validation. Dans le cas de non-vente d'une marchandise, il y a perte de valeur, dans ce sens qu'une valeur potentielle ne se voit pas actualisée. C'est un gaspillage dans l'affectation de la force de travail sociale, découlant d'une erreur dans le choix du travail privé effectué. Dans le cas d'une non-vente de force de travail, il y a aussi gaspillage au plan global de la société, mais il est d'une autre nature. Il ne consiste pas en une erreur d'affectation, mais plutôt en une non-affectation de force de travail pourtant disponible. A côté de la perte de valeur par erreur de choix de production, on pourrait donc parler d'une perte de valeur par insuffisance d'initiatives privées.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup>Les deux situations ne peuvent être mises sur le même pied. L'étude des marchés de l'emploi doit s'effectuer à la lumière de la logique d'accumulation, à laquelle une brève allusion a été faite plus haut, cf. p. 24.

<sup>2</sup>Cf. 1ère partie, p. 46.

<sup>3</sup>La raison d'être de l'absence d'initiative doit être analysée dans le contexte de l'accumulation. C'est notamment par anticipation d'un échec de non-validation qu'il y a absence d'initiative. Il n'empêche que cette omission signifie un manque à gagner en termes de création de valeur et de plus-value.

L'impact de la non-vente de la force de travail se profile à différents niveaux. En ce qui concerne le sort des prolétaires sans emploi, dans le cadre de nos hypothèses, ils ne peuvent plus continuer à participer à l'échange marchand et doivent survivre en dehors des règles marchandes, soit par travail domestique ou par mendicité ou vol ou émigration.<sup>1</sup> La non-vente de force de travail exerce en plus une double incidence sur le reste de l'économie. D'un côté, elle peut entraîner une baisse de la demande effective pour les marchandises salariales avec toutes les conséquences possibles que ceci peut amener. D'autre part, elle exerce une pression à la baisse des salaires des travailleurs ayant un emploi. L'armée de réserve des chômeurs joue comme un élément de dissuasion. La conséquence peut en être que, pour les travailleurs embauchés, le salaire effectif devienne inférieur au salaire d'équilibre qui permettrait la pleine réalisation du mode de vie normal. Si, par contre, la conjoncture d'accumulation entraîne le plein emploi de la force de travail et s'il y a une insuffisance d'offre de travail disponible, la pression s'exerce en sens contraire et le salaire effectif tendra à dépasser le salaire d'équilibre. Quel que soit son sens, l'écart entre salaire effectif et salaire d'équilibre constitue un transfert de revenu inter-classes. Si le premier est inférieur au second, la masse de profit disponible est accrue d'autant. Autrement, c'est le résultat inverse.

---

<sup>1</sup>Une des fonctions étatiques est précisément de prendre en charge la gestion de la force de travail et d'instaurer un système redistributif permettant aux sans-emplois de rester intégrés dans la consommation de marchandises, mais à un niveau moindre que ceux qui ont un emploi. Cf. S. de Brunhoff, Etat et capital, ch. 1.

De nouveau, nous retrouvons une simultanéité de déséquilibres divers se compensant ou se cumulant. Seule une coïncidence extraordinaire permettrait ultimement une compensation parfaite. Une conséquence théorique importante doit alors être dégagée. Elle concerne les rapports de répartition. Un décalage permanent, quoique mouvant, s'instaure entre leurs inscriptions dans l'espace des prix (masse et taux de profit) et dans l'espace de la valeur (masse et taux de plus-value). La relation de fondement entre grandeurs subsiste certes, mais elle devient plus complexe et médiatisée. Le décalage entre elles trouve son origine dans le jeu autonome de la circulation.

La réalisation ou la non-réalisation de la norme des échanges se joue à chaque instant de l'échange, en fonction de la configuration des données formée à ce moment. Mais en même temps, comme nous l'avons vu, l'instant de l'échange s'inscrit dans une durée. Aussi devons-nous maintenant greffer sur l'analyse qui précède une perspective supplémentaire. Il s'agit d'intégrer les effets d'engagements antérieurs dans la mesure où ils peuvent troubler le mécanisme de rééquilibrage et induire, eux aussi, des disparités de rentabilité.

## II) Les effets d'engagements antérieurs

Nous avons évoqué plus haut<sup>1</sup> la difficulté inhérente au calcul marchand découlant de la contradiction entre la dimension instantanée et la dimension inter-temporelle. La production de valeur (création plus transfert), les proportions dans lesquelles les marchandises s'échangent, dépendent des conditions sociales prévalant au moment instantané de l'échange. Mais toute une série d'achats, portant principalement dans le cas qui nous occupe sur l'achat de machines, ont un impact s'étendant sur une longue durée et leur bien-fondé ne se révèle qu'au terme de cette durée. Dans un contexte de pleine concurrence, le coût d'amortissement par unité produite est fixé par les seules forces de la concurrence. Une firme qui pratiquerait un amortissement dépassant le rythme social augmenterait son coût de production particulier sans que ceci puisse se répercuter sur le prix de vente. L'amortissement excessif ne pourrait être financé que par une ponction sur le revenu, entraînant un rétrécissement de la masse de profit à la disposition de cette firme pour l'investissement nouveau et pour la consommation de ses propriétaires. Quel critère de dotation aux amortissements la logique concurrentielle impose-t-elle? Il est fondé sur le rythme d'usure physique (c'est-à-dire de dépréciation) des machines. La dotation par unité produite qui tend à s'imposer est l'expression monétaire de la grandeur de valeur transférée par la machine au produit final dans l'hypothèse où il y a plein écoulement de la production.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 48.

Cette grandeur dépend, à un bout de la chaîne, de la quantité de marchandises produites à chaque cycle et, à l'autre bout, de la valeur de la machine au moment de son achat et de la durée de son utilisation normale. Le principe est alors qu'à chaque cycle la machine perd une fraction de sa valeur. Ceci signifie que le prix auquel on pourrait la revendre d'occasion (exprimant la valeur de la machine) diminue progressivement. Cette fraction est soit transférée au produit final, s'il est vendu, soit perdue, s'il n'est pas vendu. Il y a donc une évolution parallèle sur trois plans. Au plan de la valeur, à la fin de la période d'utilisation, la valeur totale est transférée (en supposant qu'il y ait vente). Au plan du revenu, à la fin de cette période, l'ensemble de la dépense initiale a été récupérée par les dotations successives au fonds d'amortissement (la situation de pleine concurrence empêchant de "sur-amortir"). Au plan physique, à ce terme la machine est hors d'usage. Si ceci se produit, il y a conciliation entre la logique instantanée et la logique de temporalité.

Mais cette conciliation n'est possible qu'à une condition : on doit supposer que la durée - intégrée explicitement dans le raisonnement - ne s'accompagne d'aucun changement ! Or ce postulat est inadmissible et son abandon fait surgir la contradiction entre les deux logiques. Si on accepte la possibilité du changement, le respect par les capitalistes du critère décrit, chose à laquelle la concurrence les oblige, risque de leur jouer de "mauvais tours". En effet, même en écartant tout échec de circulation (non-vente), le critère ne permet le transfert complet et la formation subséquente d'un montant d'amortissement intégral

que s'il n'y a pas de changement technologique affectant la production de la machine entre le moment de son achat et celui de la fin de son utilisation. Or la logique d'accumulation et de concurrence pousse précisément à une modification permanente des processus de production visant à accroître la productivité du travail. Au risque de non-écoulement de la production vient s'ajouter un second risque, pesant en permanence sur les firmes capitalistes, telle une épée de Damoclès : être prisonnier de choix d'investissements relativement irréversibles, qui au fil du temps, à la lumière d'une évolution imprévisible au moment de la prise de décisions, se révèlent être des erreurs, et subir des pertes à cause de cela.<sup>1</sup>

Supposons qu'un progrès technique ait lieu dans la production d'une machine donnée. En conséquence, la valeur de cette machine diminue par rapport à ce qu'elle était auparavant. Ceci entraîne, toutes autres choses restant égales, une diminution de la grandeur transférée par la machine à chaque cycle de production, puisque la norme définissant le coût unitaire d'amortissement et imposée par la concurrence dépend des conditions actuelles de la production. Mais que se passe-t-il pour les capitalistes qui avaient acheté la machine à un prix fondé sur la valeur antérieure ? Ils subissent une perte d'obsolescence. Elle consiste, au niveau caché de la valeur, en une incapacité à transférer à la production la totalité de la valeur des moyens de production et, au niveau visible des revenus, en une

---

<sup>1</sup>Pour une analyse plus fouillée, cf. M. Aglietta, Taux de profit, rotation du capital et obsolescence, Document de travail CEPII, juin 1979.

incapacité à reconstituer intégralement le fonds d'amortissement. Le même mécanisme se produit avec encore plus de force quand le progrès technique oblige des firmes, sous peine de tomber trop en-dessous de la nouvelle norme d'efficience et d'être alors éjectées hors de la course concurrentielle, à mettre au rebut des installations qui ne sont pas encore usées et amorties, pour en acheter de nouvelles, différentes et plus efficientes.

La perte d'obsolescence entraîne une diminution de la grandeur de la valeur totale, non pas au titre de valeur créée mais à celui de valeur transférée. La masse de profit disponible diminue puisque, pour compenser la perte, il faut opérer une ponction sur la masse totale du profit.

Le fait que la structure de marché ne soit pas pleinement concurrentielle ne change pas fondamentalement les conclusions de l'analyse qui précède. Dans ce cas, les firmes ont la latitude de pratiquer une politique d'amortissement accéléré, dépassant le rythme correspondant à la dépréciation physique, et de répercuter la hausse de coût sur le prix d'offre. En procédant ainsi, elles diminuent le risque d'avoir à subir la perte d'obsolescence. Mais au fond, cette politique se ramène à compenser celle-ci par un profit de circulation rendu possible par la structure du marché. Cette politique n'efface pas la perte, elle ne fait que la répercuter sur d'autres agents économiques.

Si l'on s'interroge maintenant sur l'impact de ces facteurs sur les disparités de rentabilité, on peut avancer qu'ils exercent une double influence. Premièrement, les firmes sont obligées de procéder à des investissements qui les engagent pour longtemps dans une production particulière. Elles disposent de machines d'âges différents, venant au terme de leur existence à des dates différentes. Il faut donc les remplacer graduellement. Ces éléments constituent un frein au mécanisme de correction des disparités de rentabilité par réaffectation des choix de production. En second lieu, il n'y a aucune raison pour que la dévalorisation par obsolescence se produise au même rythme dans les diverses branches d'une économie. Cette différenciation est un facteur autonome supplémentaire engendrant des disparités. Les branches dans lesquelles l'obsolescence est plus forte que dans l'ensemble de l'économie vont subir des pertes dans une proportion supérieure aux autres branches. Dès lors, sauf compensation par profit de circulation inter-branches, elles atteindront une rentabilité inférieure à la moyenne.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>En même temps le phénomène qui engendre l'obsolescence, c'est-à-dire le progrès technique, va probablement modifier le partage du profit total de la branche entre les firmes qui la composent. La firme innovatrice obtiendra une rentabilité supérieure. Les firmes les moins efficaces seront frappées de plein fouet. Cf. J. Gouverneur, Eléments d'économie politique marxiste, p. 110 et suivantes.

#### D. Synthèse

Quatre conclusions nous semblent pouvoir être dégagées de la longue analyse que nous venons de faire. Elles portent sur les points suivants :

1. L'impact de la non-réalisation de la norme sur les grandeurs sociales et sur les rapports de distribution.
2. La distribution de la masse de profit entre les fractions de capital.
3. L'articulation prix effectif - prix simple - valeur.
4. La place du marché dans la théorie marxiste.

Nous les traitons dans cet ordre.

##### 1) L'impact de la non-réalisation de la norme sur les grandeurs sociales et sur les rapports de distribution

Les différents facteurs analysés plus haut n'ont pas tous le même impact. Trois d'entre eux, correspondant aux différents types de perte de valeur, entraînent des effets conjointement sur l'espace des valeurs et sur l'espace des prix :

1. la perte de valeur due à une non-vente. Son origine réside dans une erreur de choix de production. Elle prend la double connotation d'une perte en valeur créée (non-validation du travail privé) et en valeur transférée (non-réactualisation de la valeur ancienne);
2. la perte de valeur découlant d'une insuffisance d'initiative marchande, entraînant qu'une partie de la force de travail n'est

pas utilisée. La perte ne consiste pas en la non-validation d'un travail privé mais en l'absence d'initiative privée;

3. la perte de valeur due à l'obsolescence. Elle découle du progrès technique et consiste en une incapacité à transférer la totalité de la valeur créée dans les périodes antérieures et qui aurait été réactualisable s'il n'y avait pas eu de modifications technologiques.

Ces trois types de perte ont différents effets, certains étant similaires, d'autres spécifiques. Tous trois entraînent un retrécissement de la grandeur de valeur effective par rapport à sa grandeur potentielle et de la grandeur du revenu effectif par rapport à sa grandeur potentielle. Les deux premiers types entraînent également une diminution de la masse et du taux de plus-value effectifs par rapport à ce que ces grandeurs seraient en cas de pleine validation et de plein emploi. Ce mécanisme est exactement à l'opposé de celui de la plus-value absolue. Si la valeur totale diminue, la valeur des marchandises de reconstitution de la force de travail restant inchangée, le solde qu'est la plus-value ne peut que diminuer. En conséquence, le profit d'exploitation, expression monétaire de la plus-value, diminue également. Par contre, l'effet d'une perte d'obsolescence sur le rapport de répartition se dessine d'une manière différente. Elle ne peut en elle-même affecter la masse de plus-value, puisque celle-ci est rattachée à la valeur créée, alors que la perte d'obsolescence dérive d'une non-réactualisation plénière du travail passé (laquelle peut se produire concomitamment à une pleine validation du travail présent). Mais, suite à cette perte, la dotation aux amortissements

ne peut s'effectuer complètement (toutes autres choses restant égales et en particulier l'EMH). En conséquence, pour compenser la différence entre le montant d'amortissement effectivement atteint et le montant à atteindre pour réaliser le plan initial d'amortissement<sup>1</sup>, une ponction sur le profit d'exploitation doit être faite. Le profit disponible pour l'accumulation et la consommation des capitalistes diminue donc d'autant.

A côté de ces facteurs, nous trouvons ceux qui n'affectent ni la grandeur ni la distribution interne de l'espace de la valeur, ni la grandeur de l'espace des revenus, mais bien la partition de ce dernier. Ils découlent du jeu autonome de la structure de circulation. Il s'agit, d'une part, du déséquilibre offre-demande et, d'autre part, de la structure du marché. Leur effet est de modifier les prix effectifs par rapport aux prix d'équilibre et d'engendrer en conséquence des transferts de revenus entre agents. Lorsque ces transferts ne se compensent pas à l'intérieur de l'ensemble des transactions inter-capitalistes, ils affectent, soit positivement, soit négativement, la masse du profit disponible. Ou bien elle devient l'addition de deux types de profit ayant une origine différente, le profit de circulation inter-classes à l'avantage du capital et le profit d'exploitation. Ou bien, il faut pour l'obtenir soustraire de la grandeur du profit d'exploitation la masse d'argent représentant la perte de circulation inter-classes aux dépens du capital.

---

<sup>1</sup>Pour mieux visualiser cette différence, on peut supposer que la machine a été entièrement achetée grâce à un emprunt. Même si la dotation d'amortissement provenant des ventes est insuffisante, le montant total de l'emprunt doit néanmoins être remboursé.

On peut conclure que si on abandonne les hypothèses extrêmes posées au début concernant les rapports offre-demande et la structure de marché, et si on prend en considération la dimension inter-temporelle, la définition du profit doit être affinée. En effet, ce qui est crucial pour la reproduction du système est la quantité de profit effectivement disponible pour l'accumulation et la consommation capitalistes. Mais pour l'atteindre il faut nuancer la proposition antérieure selon laquelle le profit est l'expression monétaire de la plus-value. A côté du profit d'exploitation, il faut également prendre en considération le "profit de circulation" inter-classes. La définition du profit disponible devient plus complexe. En premier lieu, il faut tenir compte des pertes de valeurs. On peut alors écrire :

$$\text{profit d'exploitation effectif} = \text{profit d'exploitation potentiel} - \text{pertes de revenus liées aux trois types de pertes de valeur.}$$

Ensuite il faut intégrer les transferts inter-classes. On peut alors écrire:

$$\begin{aligned} \text{profit disponible} = & \text{profit d'exploitation effectif} \\ & + \text{profit de circulation inter-classes à l'avantage} \\ & \text{du capital (soit sur le marché de la force de tra-} \\ & \text{vail, soit sur celui des marchandises salariales)} \\ & - \text{pertes de circulation inter-classes aux dépens} \\ & \text{du capital (sur ces deux marchés).} \end{aligned}$$

## 2) La distribution du profit total

L'obtention d'un profit est l'objectif en vue duquel une initiative marchande est prise. Son atteinte est la condition de la survie autonome des différentes firmes formant les fractions autonomes du capital. La rentabilité d'une branche ou d'une firme a donc la

signification de la réussite d'une prétention de participation à la formation et au partage de la masse de profit disponible. Nous avons évoqué plus haut le principe selon lequel ce partage s'effectue. Le profit total doit être distribué au prorata de la grandeur des capitaux particuliers, comme si ceux-ci étaient les actionnaires du capital total.<sup>1</sup> Or il ressort de notre analyse que lorsqu'on relâche les hypothèses extrêmes ce principe souffre de quelques atteintes. Il ne peut plus s'appliquer intégralement mais seulement avec des hiatus. Deux facteurs empêchent principalement le mécanisme de ré-équilibrage de jouer. D'une part, l'existence de structures de marchés oligopolistiques, protégées par des barrières à l'entrée, permet à des branches de s'accaparer une part de la masse des profits dépassant celle que l'application stricte du principe général leur donnerait. D'autre part, la difficulté qu'ont les firmes, qui se trouvent dans des branches à moindre rentabilité, de sortir des lignes de production dans lesquelles elles sont engagées pour entreprendre de nouvelles activités, certainement plus rentables si on pouvait reprendre les choses à zéro, freine considérablement le fonctionnement du mécanisme de correction des disparités de rentabilité. Mais la portée de ces avatars doit être correctement saisie. L'écart permanent quoique mouvant par rapport au principe égalitaire de distribution n'affecte pas la grandeur partageable. Ces deux questions - la détermination de la grandeur du profit et celle de la manière dont il est distribué -

---

<sup>1</sup>Rappelons que ce partage s'effectue en deux phases : d'abord entre les branches, ensuite entre les firmes à l'intérieur des diverses branches. Ici, on suppose pour la facilité que toutes les firmes ont la même efficience.

doivent être clairement distinguées. Les inégalités dans la distribution se compensent. Si certaines branches obtiennent une part plus que proportionnelle, d'autres ont une part moins que proportionnelle.

### 3) L'articulation entre prix effectif, prix simple et valeur

Le relâchement des hypothèses nous oblige également à rendre l'articulation entre valeur et prix plus complexe. On ne peut plus remonter directement de la grandeur en prix à celle en valeur, comme c'est le cas dans le modèle hypothétique de pleine réalisation de la norme. Un maillon intermédiaire doit être posé : le prix simple.<sup>1</sup> Il joue un rôle de disjoncteur. Il n'y a plus de correspondance entre le prix effectif et la valeur mais une articulation en deux étapes. En premier lieu il y a une correspondance directe et définitionnelle entre valeur et prix simple, visant à transcrire l'équivalent de la grandeur en valeur sur l'espace des prix. Ceci aboutit à la définition d'une grandeur fictive et référentielle, le prix simple. C'est par rapport à celle-ci que, dans une seconde étape et en fonction des facteurs de décalage étudiés plus haut, va se former le prix effectif.

Entre les concepts de prix simple et prix effectif, il y a un ordre logique. Le prix simple est logiquement antérieur au prix

---

<sup>1</sup>Au stade suivant de l'analyse, lorsque nous introduirons les différences de composition-valeur, un second maillon devra être introduit : le prix de production.

effectif, puisque la détermination de ce dernier ne peut se faire qu'en référence au premier. Il faut d'abord fonder le niveau d'équilibre pour ensuite déterminer l'écart par rapport au pivot d'équilibre.

L'importance de cet écart dépend du décalage entre offre et demande et de la structure de marché. Au plan de la dynamique du fonctionnement du système, dans le cadre de notre hypothèse sur les compositions-valeur, le prix simple joue le rôle de prix d'équilibre. Même si des obstacles structurels peuvent s'opposer à ce qu'il s'impose, il reste néanmoins l'élément régulateur. Par exemple si des barrières à l'entrée permettent un décalage permanent à la hausse du prix effectif par rapport au prix d'équilibre, des limites s'imposent quand même à ce décalage. Si le profit excédentaire découlant de l'écart de prix devient trop important, ces barrières ne seront plus un obstacle suffisant à l'entrée de nouveaux capitaux. Le caractère de primauté du prix simple n'est donc pas d'ordre quantitatif. Il ne tient pas au fait que le prix simple "expliquerait" la plus grande partie du prix effectif (en ce sens que, si l'on faisait la décomposition du prix effectif on constaterait que le prix simple représenterait par exemple 95 % du prix effectif et que donc celui-ci serait expliqué à raison de 95 % par la théorie de la valeur, le solde étant dû au facteur de marché). La primauté du prix simple sur le prix effectif consiste en une antécédence logique et celle-ci est indépendante de toute proportion quantitative (elle subsisterait même si les proportions de l'exemple étaient inversées). Nous nous trouvons ici en face d'un exemple du développement d'une forme simple vers une forme plus complexe. Ce qui, au stade initial du raisonnement, n'était qu'un concept unique - à l'équilibre, prix simple et prix effectif

coïncident - devient dédoublé. La forme simple initiale devient une référence invisible, enfouie. Seule apparaît la forme plus complexe, mais celle-ci n'est compréhensible qu'en référence à la forme simple dont elle est issue.

L'explication du prix simple n'est possible que par la construction de l'ensemble de la théorie de la valeur. Ceci découle d'une réflexion épistémologique sur les conditions de possibilité des différentes catégories. L'ensemble du raisonnement présenté plus haut peut, en effet, être reformulé en une chaîne de questions portant sur ces conditions. Quelles sont les conditions de possibilité du concept de prix simple? Le concept de monnaie et le concept de valeur d'échange. Les conditions de possibilités du concept de valeur d'échange? Le concept de marchandise et le concept de valeur, comme espace de commensurabilité des marchandises. Le concept de valeur renvoie à celui de travail abstrait, celui-ci au travail social, celui-ci à la fonction d'allocation de la force de travail sociale réalisée par l'échange des marchandises. Et on arrive au point de départ de l'analyse. La chaîne est bouclée. De la surface à la racine des phénomènes, tel est le sens de notre démarche, qui peut aussi être décrit comme une généalogie logique. Au terme de celle-ci on en arrive à la conclusion que le prix observé d'une marchandise est la dernière phase des métamorphoses de la valeur.

#### 4) La place du marché dans l'analyse marxiste

Il ressort enfin de notre réflexion que c'est faire un mauvais procès à la théorie marxiste que d'affirmer qu'elle ne tient pas compte du marché. Comme les pages qui précèdent le démontrent, l'offre et la demande sont intégrés dans l'analyse, mais à ce qui est, selon nous, leur place adéquate : comme des éléments introduisant des amendements à des principes de fonctionnement plus profonds. Dans la science économique traditionnelle, la loi de l'offre et de la demande est présentée comme l'ABC de la théorie économique. Dans l'approche marxiste ces éléments interviennent plus tard dans la démarche. On s'interroge d'abord sur ce qui détermine la grandeur du prix quand l'offre et la demande s'égalisent, pour ensuite seulement étudier les effets de leur inégalité. Quant au jeu de ce qu'on appelle les forces du marché, il est évident qu'elles sont les opérateurs par lesquels l'allocation de la force de travail sociale s'effectue concrètement. De nouveau ceci est pleinement pris en compte par notre approche.

## II. La fixation des prix dans le contexte d'une inégalité des compositions-valeurs

---

### A) Le problème

La réalisation de la norme des échanges, telle qu'elle a été définie plus haut<sup>1</sup>, était liée à trois hypothèses particulières : l'égalité des compositions-valeurs, l'équilibre aux prix d'offre entre les quantités demandées et les quantités offertes et, enfin, l'existence d'une pleine concurrence. Comme il faut bien introduire un ordre dans l'analyse, nous avons dans un premier temps maintenu la première de ces hypothèses mais relâché les deux autres. Dans ce cas, le principe selon lequel le prix simple joue la fonction de prix d'équilibre ne se modifie pas, mais des décalages entre prix effectif et prix simple se produisent. En d'autres termes, le contenu de la norme des échanges ne se trouve pas changé mais bien son application : lorsque les hypothèses plus réalistes sont introduites, la norme n'est plus atteinte intégralement. Dans cette section nous inversons les hypothèses. Nous rétablissons celles de la pleine concurrence et de l'équilibrage instantané entre offre et demande, mais nous abandonnons celle de l'égalité des compositions-valeurs. Comme nous tâcherons de le démontrer, ce nouveau relâchement a une incidence qui diffère radicalement de celle du précédent. En effet, la nouvelle modification

---

<sup>1</sup> En un mot, nous affirmions que les prix effectifs tendent à coïncider avec les prix simples, ces derniers fonctionnant donc comme prix d'équilibre. Cf. supra, p. 95.

n'aboutit pas à l'instauration d'un décalage entre prix effectif et prix d'équilibre mais à une modification de la définition de ce dernier. Le niveau d'équilibre devient différent. Il n'est plus constitué par le prix simple mais par une autre grandeur sur le vecteur des prix, qui reçoit le nom de prix de production.

Nous abordons ici un des points de la théorie marxiste les plus débattus dans les milieux académiques, tant à l'époque de la publication du livre III du Capital que de nos jours, la "transformation des valeurs en prix".<sup>1</sup> Commençons par une remarque sur l'intitulé même du problème. Cet énoncé ne nous paraît pas correct et il désigne mal le problème qui est à traiter.<sup>2</sup> En effet, si le passage de l'hypothèse

---

<sup>1</sup> Marx a traité de la transformation dans plusieurs de ses écrits, la formulation la plus élaborée se trouvant dans le livre III du Capital (tome 1, ch. 8 et 9, E.S. pp. 159-187). Pour une étude génétique de la pensée de Marx sur cette question, cf. G. Dostaler, Marx, la valeur et l'économie politique, chap. IV, pp. 91-143. Pour une étude de ce qu'on pourrait appeler la "première génération du débat", cf. G. Dostaler, Valeur et prix, histoire d'un débat. Ce détour historique n'est pas un *curiosum* dans la mesure où il en ressort que la plupart des arguments contemporains avaient déjà été avancés lors du premier "round". Les interprétations marxistes les plus connues, mais que nous n'acceptons pas à cause de la problématique ricardienne dans laquelle elles s'inscrivent, sont celles de Dobb, Sweezy et Meek. Cf. P. Sweezy, The Theory of Capitalist Development; R. Meek, Studies in the Labour Theory of Value et Smith, Marx and After; M. Dobb, Theories of Value and Distribution since Adam Smith. Pour une interprétation marxiste différente sur laquelle nous nous appuierons, cf. A. Shaik, "Marx's Theory of Value and the Transformation Problem", in J. Schwartz (ed.), The Subtle Anatomy of Capitalism. Pour une critique des diverses contributions récentes, cf. C. Benetti, C. Berthomieu et J. Cartelier, Economie classique, économie vulgaire.

<sup>2</sup> De nouveau, c'est Marx lui-même qui est l'initiateur de la problématique que nous récusons. Lorsqu'il traite de la transformation, il semble avoir oublié ce qu'il a écrit par ailleurs sur l'articulation entre valeur et monnaie.

de l'égalité des compositions-valeurs à celle de leur inégalité entraîne un problème de "transformation", il ne porte cependant pas sur le passage des valeurs aux prix, mais bien sur celui d'un certain niveau de prix d'équilibre, le prix simple, à un autre, le prix de production. La transition va, non de la substance de la valeur à sa forme, mais d'une forme simple de la valeur à une forme plus complexe.<sup>1</sup> La question de la transformation des valeurs en prix, quant à elle, se pose même dans le cas d'une égalité des compositions-valeurs. Mais, comme nous l'avons vu<sup>2</sup>, la relation valeur-prix ne s'inscrit pas dans une problématique quantitative, arithmétique. On pourrait même dire qu'il ne peut y avoir de problème de la transformation de la valeur en prix, puisque la valeur n'existe que transformée en prix ! Par contre, le passage des prix simples aux prix de production relève effectivement d'une problématique quantitative portant sur un mécanisme de réallocation interne des rapports de proportionnalité dans l'espace des prix, la dimension globale de celui-ci restant inchangée. Il y a donc, non pas une, mais deux opérations de transformation. La première porte sur la transformation de la valeur en prix simple. Il s'agit du passage de l'ordre des valeurs à l'ordre des prix. C'est une transformation qualitative. La seconde porte sur la modification de la grandeur en prix jouant le rôle de pivot d'équilibre. C'est la transformation allant du prix simple au prix de production. Il s'agit ici d'un glissement quantitatif à l'intérieur d'un même ordre de grandeur, l'espace

---

<sup>1</sup>Cf. A. Shaik, article cité, p. 126.

<sup>2</sup>Cf. supra, pp. 82 et suivantes.

des prix. De nouveau il y a une ordonnance logique entre ces deux opérations de transformation. La première précède nécessairement la seconde. La préséance est logique parce que dans le processus réel les deux opérations se confondent. C'est précisément à cause de l'existence de cette dualité et pour établir une charnière entre ces deux processus que nous avons introduit la notion de prix simple.<sup>1</sup>

Cette remarque préalable étant faite, nous pouvons maintenant nous demander pourquoi l'hypothèse d'une inégalité des compositions-valeurs oblige-t-elle à redéfinir la norme des échanges ? Cela s'explique par la nécessité de rendre compatible trois exigences théoriques qui seraient contradictoires dans un système régi par la première version de la norme des échanges : 1° le taux de plus-value est une grandeur unique s'appliquant à l'ensemble de l'économie; 2° étant donné les différences de composition-valeur, des quantités identiques de capital-argent investi dans des branches différentes n'aboutissent pas à la création d'une même quantité de valeur et de plus-value; 3° le taux de profit doit être identique dans les différentes branches. Reprenons ces différents points.

---

<sup>1</sup> Donnons un exemple du type de lacune que la notion de prix simple peut combler. On trouve dans le Capital diverses propositions dans le genre de la suivante : "il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur" (Capital, livre I, G-F p. 88). Une telle formulation nous paraît ambiguë car elle incite à croire que valeur et prix sont des grandeurs commensurables, appartenant à un même espace théorique, et qu'il est dès lors possible et légitime d'établir des rapports arithmétiques entr'elles. Bref, on risque de transformer le rapport qualitatif décrit plus haut en un rapport quantitatif. Ce piège est évité grâce à l'utilisation de la notion de prix simple. La proposition de Marx peut alors être formulée comme suit : il est possible qu'il y ait un écart entre le prix effectif d'une marchandise et son prix simple, correspondant à sa grandeur en valeur...

1° Le taux de plus-value est une donnée macro-sociale, dont la grandeur se détermine dans les limites d'une formation sociale donnée, à partir de la confrontation entre la valeur incombant à la satisfaction de la norme de subsistance moyenne et la grandeur de valeur créée. Comme nous l'avons vu<sup>1</sup>, il est spécifique à un espace national donné. Si l'économie nationale est désagrégée pour prendre en compte les branches de production, participant toutes dans des proportions particulières à la création de plus-value, le taux de plus-value assigné à chaque branche ne peut être que le taux global. On ne peut pas concevoir que les branches aient des taux de plus-value différenciés.

2° En fonction des différences de composition-valeur entre les branches, des fractions de capital-argent de même grandeur mais investies dans des branches différentes ne créent pas la même grandeur de valeur. Leur apport au "pool commun" de plus-value est donc différencié.<sup>2</sup> Donnons un exemple en supposant que, par une sorte de radioscopie, il soit possible de lire les grandeurs en valeur. Prenons deux branches qui mettent en oeuvre la même quantité de travail vivant mais en les intégrant dans des processus de production ayant des compositions-valeurs différentes. Disons que pour la branche 1, la valeur créée est de 100 et la valeur transférée de 100 également, tandis que pour la branche 2, la valeur créée est de 100 et la valeur transférée de 200. La composition-valeur du produit de cette dernière branche est

---

<sup>1</sup> Cf. supra, p. 35.

<sup>2</sup> Cf. W. Baumol, "The Transformation of Values : What Marx really Meant (An Interpretation)", Journal of Economic Literature, March 1974, pp. 51-61.

donc le double de celle de l'autre branche. En conséquence, le capital-argent à mobiliser pour entamer le processus productif dans la seconde branche est supérieur au montant nécessaire dans la première.<sup>1</sup> Mais en même temps ces quantités différentes d'argent investi aboutissent à la création d'une même grandeur en valeur. Ou inversement, on pourrait construire un exemple dans lequel des montants semblables d'argent aboutissent, en fonction des caractéristiques des branches, à la création de grandeurs de valeur différentes. En résumé, lorsqu'il y a différence de composition-valeur, le diagnostic sur la position relative des branches oscille toujours entre les deux pôles suivants : soit les branches occupent la même quantité de force de travail et créent la même grandeur de valeur mais ont une grandeur en capital-argent différente, soit les branches ont la même grandeur en capital-argent mais occupent des quantités différentes de force de travail.

3° Dans la mesure où il y a pleine concurrence et équilibre instantané entre offre et demande le taux de profit doit être identique dans les diverses branches : le partage de la plus-value totale s'effectue au prorata de la grandeur du capital-argent engagé, quelle que soit la branche de production et donc l'apport au "pool". L'origine de ce principe réside dans le fait que la classe capitaliste est un collectif. Une analogie peut aider à le comprendre. On peut comparer le collectif capitaliste à une coopérative de pêcheurs. Celle-ci

---

<sup>1</sup> Pour autant qu'il n'y ait pas une différenciation dans les taux de rotation du capital parvenant exactement à compenser l'effet de la différence en composition-valeur.

disposerait d'un espace de pêche composé de zones ayant des degrés différents de richesse en poissons. Certaines sont très poissonneuses, d'autres moins. Pour le même travail, on pêche plus de poissons dans les premières que dans les autres. Mais tous les pêcheurs ne peuvent aller dans les zones les plus riches. De même, on peut supposer que certains membres de la coopérative doivent se consacrer à des activités non-productives (de poissons !) mais pourtant indispensables, comme le stockage ou la commercialisation. Dans ce cas, le critère du partage du produit total de la pêche ne peut être la contribution des pêcheurs individuels au pool de poissons pêchés, puisqu'alors ceux qui se sont vu assigner des zones moins poissonneuses (ou ceux qui se sont consacrés aux tâches improductives) seraient pénalisés, malgré qu'ils soient membres à part entière de la coopérative et qu'ils aient livré la même quantité de travail. Un critère de répartition du produit autre que l'apport particulier des membres, doit donc être mis en oeuvre. L'analogie entre le capital et la coopérative pêcheurs réside dans le double fait de la différenciation des apports particuliers et de la nécessité d'une répartition du produit ne tenant pas compte de cette différenciation. De la même manière que la production totale de poissons résulte de l'agrégation de pêches à fécondités différenciées et de travaux non-productifs, la mise en valeur du capital s'inscrit dans un réseau de relations inter-industrielles mettant en liaison des activités qui sont différenciées quant à la quantité de valeur qu'elles créent par rapport à la grandeur de capital-

argent que leur lancement nécessite.<sup>1</sup> Les branches qui, proportionnellement, produisent moins de plus-value, ou même qui n'en produisent pas du tout, ne sont pas pour autant moins nécessaires à la production sociale. Comme la logique de l'initiative capitaliste est l'obtention du profit, il faut pour que ces productions soient entreprises, que l'argent y rapporte le même taux de profit que s'il était investi ailleurs. C'est le cas lorsque le critère de la répartition du profit total n'est pas la contribution des fractions de capital au pool commun de plus-value, mais leur apport au capital total investi, de telle sorte que tout capital de même grandeur obtienne la même masse de profit. Comme nous l'avons vu, ce critère n'est jamais pleinement réalisé aussitôt que l'on abandonne les hypothèses de pleine concurrence et d'équilibre instantané. Mais les différences de rentabilité qui en découlent ne peuvent en aucune sorte être imputées au facteur étudié ici, à savoir la différenciation dans la contribution des branches au pool de plus-value.<sup>2</sup>

Tels sont les trois principes. Or, comme on peut facilement le montrer, si la réalisation de la norme d'équilibre est définie comme consistant en la coïncidence entre prix effectifs et prix simples, une contradiction surgit entre eux. En effet, si l'on admet

---

<sup>1</sup>Cette différenciation peut aller jusqu'à l'absence de création de valeur lorsqu'on prend en compte les branches improductives.

<sup>2</sup>L'erreur fréquemment commise est d'expliquer le fait réel que les branches hautement mécanisées ont une rentabilité supérieure à la moyenne par ce caractère de mécanisation, alors que la cause effective du phénomène réside dans la structure de marché.

l'idée d'une uniformité du taux de plus-value, l'atteinte des prix simples ne permet pas la satisfaction de l'exigence d'égalité du taux de profit entre les branches. Montrons-le par un exemple simple en construisant un système fictif composé de trois branches ayant des compositions-valeurs différentes, tout en supposant par ailleurs qu'il y règne une pleine concurrence et une égalité instantanée entre offre et demande. Nous supposons que la première de ces branches produit les moyens de travail, la seconde les marchandises salariales, et la troisième les biens de consommation achetés par les capitalistes. Nous faisons également l'hypothèse que les machines sont amorties en un seul cycle de production, afin d'éviter de devoir distinguer entre la valeur totale de réactualisation des moyens de production et la valeur transférée durant le cycle considéré. En conséquence, il y a coïncidence entre la grandeur du capital-argent immobilisé et celle du coût de production. Le taux de plus-value est fixé à 66 %.

Le tableau 4 donne la découpe en valeur de ce système productif et le tableau 5 sa transposition sur l'espace des prix, c'est-à-dire la répartition en prix simples.

Tableau 4. La répartition en valeur

|       | valeur<br>transférée par<br>les moyens<br>de production<br>(1) | valeur<br>créée<br>(2) | composition-<br>valeur<br>de la production<br>$(3) = \frac{(1)}{(2)}$ | fraction de la<br>valeur créée cor-<br>respondant à la<br>valeur de la<br>force de travail<br>(4) | plus-value<br>(5) | valeur totale<br>de la<br>production<br>$(6) = (1) + (2)$ |
|-------|----------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------|
| I     | 225                                                            | 150                    | 1,5                                                                   | 90                                                                                                | 60                | 375                                                       |
| II    | 100                                                            | 200                    | 0,5                                                                   | 120                                                                                               | 80                | 300                                                       |
| III   | 50                                                             | 150                    | 0,33                                                                  | 90                                                                                                | 60                | 200                                                       |
|       | —                                                              | —                      | —                                                                     | —                                                                                                 | —                 | —                                                         |
| Total | 375                                                            | 500                    | 0,75                                                                  | 300                                                                                               | 200               | 875                                                       |

Tableau 5. La répartition au prix simple

|       | capital<br>constant en<br>prix simple<br>(1) | capital<br>variable en<br>prix simple<br>(2) | grandeur totale<br>du capital<br>ou coût de<br>production<br>$(3) = (1) + (2)$ | expression<br>monétaire de<br>la plus-value<br>(4) | chiffres<br>d'affaires en<br>prix simple<br>$(5) = (3) + (4)$ | taux de<br>profit<br>$(6) = \frac{(4)}{(3)}$ |
|-------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| I     | 225                                          | 90                                           | 315                                                                            | 60                                                 | 375                                                           | 19,05                                        |
| II    | 100                                          | 120                                          | 220                                                                            | 80                                                 | 300                                                           | 36,36                                        |
| III   | 50                                           | 90                                           | 140                                                                            | 60                                                 | 200                                                           | 42,86                                        |
|       | —                                            | —                                            | —                                                                              | —                                                  | —                                                             | —                                            |
| Total | 375                                          | 300                                          | 675                                                                            | 200                                                | 875                                                           | 29,63                                        |

Comme on peut le constater, l'exigence d'une répartition de la masse de profit au prorata de la grandeur du capital-argent investi n'est pas respectée lorsque les prix simples jouent le rôle de prix d'équilibre. La situation décrite dans le tableau 5 ne peut dès lors prétendre représenter l'équilibre, avec la connotation d'absence d'effets correctifs qu'il implique. En effet, si cette situation se produisait, ceci enclencherait une réallocation des investissements des branches les moins rentables vers les branches les plus rentables. Il s'en suivrait une sous-production dans les branches les moins rentables, avec en conséquence une hausse des prix, et une surproduction dans les branches les plus rentables, avec en conséquence une baisse des prix. Mais dans la mesure où nous raisonnons dans l'hypothèse d'un équilibre instantané, nous pouvons supposer que d'emblée le système évitera l'atteinte des prix simples et que s'imposent d'emblée les grandeurs en prix correspondant à l'équilibre. Dans la section qui suit, nous décomposons le processus logique qui y conduit.

#### B) Le passage des prix simples aux prix de production

L'équilibre ne peut être atteint que si les marchandises se vendent à un prix autre que le prix simple. Le prix de production sera précisément la grandeur en prix permettant la réalisation de l'exigence d'uniformité des rentabilités. Comme le prix simple, il exprime une quantité sur le vecteur des prix. Sa grandeur résulte

soit de l'addition au prix simple, soit de la soustraction de celui-ci, d'un montant dont la grandeur dépend de l'écart à corriger pour que la branche considérée atteigne la rentabilité moyenne. Derrière ces modifications de prix, nous trouvons le phénomène de transferts de revenus. Il s'agit du même mécanisme que celui qui a été étudié plus haut<sup>1</sup> à la différence près que ces transferts-là étaient déséquilibrants - entraînant des différences de rentabilité - alors que ceux-ci sont équilibrants - établissant l'uniformité des taux de rentabilité. Seule la branche ayant la composition-valeur moyenne (il n'y en a pas dans notre exemple) ne verrait pas de changement dans la définition du prix d'équilibre de son produit. Les branches ayant une composition-valeur supérieure à la moyenne verront leur prix d'équilibre se modifier à la hausse. Celles dont la composition-valeur est inférieure à la moyenne et dont l'apport au pool commun de plus-value est donc proportionnellement plus élevé, verront leur prix d'équilibre baisser. Il y a donc un transfert de revenu, à solde global nul, comme pour tout transfert, de ces branches-ci vers celles-là.

Le principe général de la solution de la contradiction est donc facile à établir. En découle évidemment un abandon de la version primitive de la norme des échanges, selon laquelle le prix à long terme des marchandises dépendrait uniquement de la quantité moyenne de travail que leur production exige, et son remplacement par une conception plus complexe de l'articulation entre valeur et prix. Mais

---

Cf. supra, p. 107.

grâce à cela, la cohérence d'ensemble du système est restaurée. Cette solution est évoquée par Marx lui-même, dans l'ensemble des écrits dans lesquels il traite de la transformation. Cependant il n'est jamais parvenu à en donner un énoncé satisfaisant et complet. En effet, si à première vue la solution du problème ne paraît pas très compliquée, il n'en va plus de même après un examen plus approfondi. Reprenons pour le montrer, les données de l'exemple antérieur et entamons le processus de transformation selon les indications données par Marx.

Au premier abord, le problème semble seulement consister en une réallocation de la masse totale de profit entre les diverses branches. Pour que l'équilibre soit atteint il faut que les différentes branches obtiennent chacun le taux de profit moyen, à savoir 29,63 %.<sup>1</sup> Ceci implique des modifications du prix des diverses marchandises et donc des chiffres d'affaires des branches. Ainsi, dans le cas de la branche I, dont la grandeur de capital-argent investi s'élève à 315, il s'agit d'obtenir une masse de profit de 93,33.<sup>2</sup> Son chiffre d'affaires doit en conséquence s'élever à 408,33. De ce montant de profit (93,33), 60 provient de la plus-value créée par la branche et 33,33 d'un transfert de revenu à partir des autres branches. Un raisonnement similaire s'applique aux autres branches. Les résultats sont présentés au tableau 6, intitulé "la transformation

---

<sup>1</sup> Les calculs sont effectués à deux décimales.

<sup>2</sup> Faut-il rappeler que tous ces chiffres renvoient à des grandeurs monétaires, c'est-à-dire des prix, et non à des valeurs ?

partielle" pour la simple raison que la transformation qu'il illustre ne concerne que le prix des "outputs" et non celui des "inputs".

Tableau 6. La transformation partielle

| capital constant<br>(en prix simple) | capital variable<br>(en prix simple) | coût de production<br>(en prix simplé) | nouvelle ré-partition de la masse de profit entre les branches | taux de profit             | nouveau chiffre d'affaires<br>(en prix corrigé) | écart par rapport au chiffre d'affaires en prix simple | multiplicateur ou taux de modification du nouveau chiffre d'affaires par rapport au chiffre d'affaires en prix simple |
|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| I 225                                | 90                                   | 315                                    | 93,33                                                          | $\frac{93,33}{315} = 29\%$ | 408,33                                          | + 33,33                                                | $\frac{408,33}{315} = 1,089$                                                                                          |
| II 100                               | 120                                  | 220                                    | 65,19                                                          | $\frac{65,19}{220} = 29\%$ | 285,19                                          | - 14,81                                                | $\frac{285,19}{220} = 0,951$                                                                                          |
| III 50                               | 90                                   | 140                                    | 41,48                                                          | $\frac{41,48}{140} = 29\%$ | 181,48                                          | - 18,52                                                | $\frac{181,48}{140} = 0,907$                                                                                          |
| Total 375                            | 300                                  | 675                                    | 200                                                            | $\frac{200}{675} = 29\%$   | 875                                             | 0                                                      |                                                                                                                       |

Il faut comparer les tableaux 5 et 6. On voit qu'apparemment le problème qui grevait la situation représentée dans le tableau 5 est résolu. Grâce à la modification de prix, les différentes branches obtiennent la même rentabilité. Telle est l'amorce de solution - en effet, il ne s'agit que d'un premier pas - donnée par Marx tant dans le livre III du Capital que dans ses autres écrits sur la question. Trois commentaires sont ajoutés par Marx. Il faut les examiner attentivement.

1° Il affirme d'abord que la transformation n'affecte pas l'égalité entre la somme des valeurs et la somme des prix de production. De plus, cette égalité est présentée par Marx comme un résultat de l'analyse. Deux remarques doivent être apportées à ces assertions. En premier lieu, comme nous l'avons vu<sup>1</sup>, l'identité numérique entre somme des valeurs et somme des prix n'a pas de signification analytique. Elle découle simplement de l'adoption de l'hypothèse que  $l'EMH = 1$ . L'affirmation correcte, enfouie derrière la formulation erronée de Marx, est que la somme des prix simples égale la somme des prix corrigés (nous ne parlons pas encore de prix de production dans la mesure où la transformation opérée jusqu'à présent est incomplète). Effectivement, si on compare les tableaux 5 et 6, on constate que le total des chiffres d'affaires n'a pas varié. Mais - et c'est notre seconde remarque - cette égalité n'est pas un résultat. Elle est un préalable dont la justification est purement épistémologique.<sup>2</sup> Dans un univers composé exclusivement de marchandises, la grandeur de l'espace des prix ou des revenus ne peut se modifier que concomitamment à un changement de la grandeur de l'espace de la valeur ou à une modification de l'EMH. Or, comme nous le montrerons plus loin, aucun changement dans la production (création + transfert) de valeur ne résulte de la modification de la définition du prix d'équilibre. En conséquence, l'espace des prix garde une dimension inchangée, bien que par ailleurs le passage des prix simples aux prix de production comme norme d'équilibre entraîne une restructuration interne de cet espace.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 86.

<sup>2</sup>Cf. supra, p. 85.

2° Marx affirme également que la transformation n'affecte pas l'égalité entre la masse de plus-value et la masse de profit, cette égalité étant de nouveau présentée comme un résultat de l'analyse. Encore une fois, nous ne souscrivons pas à cette conception. Une première critique : la remarque antérieure, arguant l'impossibilité de considérer les valeurs et les prix dans un même espace arithmétique, s'applique aussi ici, puisque la plus-value est une fraction de la valeur totale et le profit une fraction du revenu total. Il faut de toute façon amender la formulation traditionnelle. L'égalité à considérer concerne le rapport entre la masse de profit disponible et la masse de profit d'exploitation (c'est-à-dire l'expression monétaire de la plus-value).<sup>1</sup> Ces deux grandeurs sont effectivement comparables, puisqu'elles appartiennent au même espace théorique. Une seconde critique porte sur le statut de la proposition selon laquelle il y aurait égalité des deux grandeurs. D'abord, dans le raisonnement de Marx, cette égalité est posée au départ. Elle n'est pas un résultat. Ensuite, et ce point est le plus important, la proposition portant sur l'égalité entre la masse de profit disponible et la masse de profit d'exploitation n'a pas le même statut épistémologique que la proposition précédente, portant, elle, sur l'égalité entre la somme des prix simples et celle des prix de production. Cette dernière est un axiome posé, non pas arbitrairement, mais à la suite d'une réflexion épistémologique sur l'articulation entre valeur et prix. Elle est toujours vraie, par définition. Au contraire, la première proposition est infirmable. Nous l'avons déjà vu antérieurement, lorsque nous raisonnions dans

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 126.

le contexte d'une égalité des compositions-valeurs et d'une absence de pleine concurrence et d'équilibrage instantané. Il suffit que des transferts de revenus ne se compensent pas dans les échanges inter-classes pour qu'un décalage se produise entre la masse de profit disponible et la masse de profit trouvant son origine dans la plus-value.<sup>1</sup> Il n'y a pas de nécessité logique à ce que ces grandeurs coïncident.

3° Marx est conscient que le raisonnement qu'il avance est partiel et ne va pas jusqu'au bout de la transformation. Il admet en effet que, dans son analyse, seuls les "outputs" ont été transformés en prix de production alors que les "inputs", eux, restent comptés en valeurs. De nouveau, une telle affirmation n'est pas correcte, car on ne peut intégrer dans une même équation des grandeurs appartenant à ces ordres différents que sont la valeur et le prix. Dans notre formulation, nous dirions que le tableau 6 présente une transformation partielle, du fait que les grandeurs du capital (constant et variable) y sont exprimées en prix simples alors que celles des marchandises finales le sont en prix transformés. Il est évident que, pour être complète, la transformation doit également affecter les "inputs". Cette nécessité n'a pas échappé à Marx, mais il n'en a pas perçu toute la portée. Il se contente d'indiquer le sens général dans lequel la solution du problème devrait tendre, comme s'il s'agissait d'une simple question de calcul, sans implication théorique.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 126

"Outre que le prix du produit du capital B par exemple s'écarte de sa valeur parce que la plus-value réalisée en B peut être supérieure au profit contenu dans le prix des produits de B, la même circonstance vaut à son tour pour les marchandises qui constituent, et la fraction constante du capital B, et, indirectement, en tant que moyens de subsistance des ouvriers, sa fraction variable (...). Cette difficulté se résout ainsi : une plus-value trop importante entrant dans une marchandise est compensée dans une autre marchandise par une plus-value d'autant plus petite. Par conséquent, les écarts par rapport à la valeur affectant les prix de production des marchandises s'annulent réciproquement."<sup>1</sup>

Le raisonnement de Marx consiste à considérer que si, pour employer notre terminologie, les écarts entre prix simple et prix de production s'annulent à l'échelle de l'ensemble des échanges, il en va de même pour le sous-ensemble constitué par les dépenses en capital. Il suppose donc que le coût de production total transformé est identique au coût de production initial et, par conséquent, que la masse de profit reste inchangée. (Dans sa tête, l'ordre du raisonnement devait sans doute être l'inverse. C'est parce qu'il ne peut concevoir que la masse de profit puisse changer par le simple fait de la transformation, qu'il doit supposer la constance des coûts de production.) Si c'était effectivement le cas, il n'y aurait aucun problème. Mais comme les analyses postérieures l'ont clairement mis en évidence, on ne peut en même temps compléter la transformation et maintenir simultanément les deux égalités précitées. Le mérite de l'avoir démontré revient à

---

<sup>1</sup>K. Marx, Le Capital, livre troisième, tome 1, p. 177. La même remarque est également formulée dans les Théories sur la plus-value. Pour une confrontation de ces divers écrits, cf. Dostaler, Marx, la valeur et l'économie politique, ch. 4.

Bortkiewicz<sup>1</sup>. Cependant, si les résultats arithmétiques auxquels cet auteur aboutit sont incontestablement corrects, nous avons néanmoins à redire quant à la manière dont il pose le problème. En premier lieu, il reprend, comme presque tous les auteurs qui sont entrés dans le débat, la formulation du problème inaugurée par Marx, avec toutes les confusions que cela entraîne. Il vise dès lors à transformer des valeurs en prix de production et non des prix simples en prix de production. En second lieu, la conséquence de son absence de réflexion épistémologique est que, lorsqu'il en arrive à réaliser que la transformation complète implique l'abandon d'une des deux égalités, Bortkiewicz considère que ce choix est purement arbitraire. Si finalement il préfère garder l'hypothèse, pour employer sa terminologie, d'une égalité entre la masse de profit et la masse de plus-value et abandonner celle de l'identité entre somme des prix et somme des valeurs, il le fait sans aucune justification théorique. Quant à nous, on le sait, nous opérerions le choix inverse et en le justifiant épistémologiquement.

Plutôt que de reprendre la méthode de calcul de Bortkiewicz, nous présentons dans les pages qui suivent une procédure d'extension de la transformation qui aboutit aux mêmes résultats (pour autant naturellement que l'on prenne les mêmes chiffres de départ), mais en prolongeant

---

<sup>1</sup>Ladislaus von Bortkiewicz, "On the Correction of Marx's Fundamental Theoretical Constructions in the Third Volume of Capital", publié originellement en 1907 et repris dans Paul Sweezy (ed.), Karl Marx and the Close of his System by Bohm-Bawerk, Bohm-Bawerk's Criticism of Marx by Hilferding. La solution de Bortkiewicz est présentée d'une manière pédagogique dans Paul Sweezy, The Theory of Capitalist Development, ch. 7. Pour un commentaire approfondi, cf. G. Dostaler, Valeur et prix, histoire d'un débat, ch. 5.

la démarche inaugurée par Marx plutôt qu'en s'en coupant. C'est la procédure "itérative" proposée par Shaikh dans un article récent<sup>1</sup>. Elle consiste en un double tâtonnement. La première étape du processus vise à corriger les "outputs" en maintenant inchangées les grandeurs des "inputs". C'est à cette étape, correspondant au passage du tableau 5 au tableau 6, que s'est bornée l'analyse de Marx. La seconde étape consiste cette fois à modifier les grandeurs d'"input" en gardant les grandeurs d'"output" telles qu'elles résultent de la première étape de la transformation. Ces deux processus n'amènent cependant pas d'emblée une uniformité des taux de profit mais seulement une réduction de leurs écarts. Plusieurs manches sont nécessaires pour atteindre la situation d'équilibre, d'où l'appellation de procédure itérative. Le tableau 7 décrit la deuxième étape du processus, portant sur la transformation des "inputs". Ensemble, les tableaux 6 et 7 illustrent la première manche de la transformation.

Le tableau 7 reprend les données d'"output" telles qu'elles ressortent du tableau 6. Par contre de nouvelles grandeurs sont calculées pour les données du capital. Celles qui forment le capital constant sont multipliées par 1,089, c'est-à-dire par le taux de modification du prix des moyens de production découlant de la correction opérée au tableau 6. Les données formant le capital variable sont multipliées par 0,951, c'est-à-dire par le taux de modification du prix des marchandises salariales. Apparemment ce tableau ne fait que mettre en pratique la suggestion de Marx de corriger la grandeur des "inputs" pour tenir

---

<sup>1</sup>A. Shaikh, "Marx's Theory of Value and the 'Transformation Problem'", article cité.

Tableau 7. Transformation du prix des inputs

|       | capital<br>constant<br>corrigé<br>(1) | capital<br>variable<br>corrigé<br>(2) | capital total<br>ou coût de<br>production<br>corrigé<br>(3) = (1) + (2) | chiffre<br>d'affaires<br>(cf. tableau 3)<br>(4) | nouvelle<br>masse de<br>profit<br>(5) = (4) - (3) | taux de<br>profit<br>(6) = $\frac{(5)}{(3)}$ |
|-------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| I     | 245.02                                | 85.59                                 | 330.61                                                                  | 408.33                                          | 77.72                                             | 23,51 %                                      |
| II    | 108.90                                | 114.12                                | 223.02                                                                  | 285.19                                          | 62.17                                             | 27,88 %                                      |
| III   | 54.45                                 | 85.59                                 | 140.04                                                                  | 181.48                                          | 41.44                                             | 29.59 %                                      |
|       | —                                     | —                                     | —                                                                       | —                                               | —                                                 | —                                            |
| Total | 408.37                                | 285.3                                 | 693.67                                                                  | 875                                             | 181.33                                            | 26.14 %                                      |

compte des modifications de prix des "outputs". Mais un résultat inattendu se produit. Il concerne la grandeur du profit disponible. Etant donné la constance du revenu total et la hausse des dépenses en capital (la baisse de prix du capital variable ne compensant pas la hausse du prix du capital constant), la masse et le taux de profit diminuent. Dans la répartition en prix simple, le taux de profit est de 29,63 %. Cette fois, il ne s'élève plus qu'à 16,14 %. Avant de tâcher d'expliquer les raisons de ce phénomène, il nous faut continuer la description du processus d'ajustement. En effet, la situation présentée au tableau 7 n'est pas encore stable. Bien qu'il y ait une diminution des disparités de rentabilité, elles ne sont pas encore entièrement résorbées. Il faut donc recommencer le processus correctif. Le tableau 8 en décrit la deuxième manche.

Tableau 8 : la deuxième manche du processus de transformation

## A. Correction des "outputs"

|       | capital<br>constant<br>(repris du<br>tableau 4)<br>(1) | capital<br>variable<br>(repris du<br>tableau 4)<br>(2) | capital<br>total ou<br>coût de<br>production<br>(3) = (1) + (2) | nouvelle ré-<br>partition de<br>la masse de<br>profit entre<br>les branches<br>(4) = (3) · $\frac{26,14}{100}$ | nouveau<br>chiffre<br>d'affaires<br>(5) = (3) + (4) | écart par<br>rapport au<br>chiffre d'affaires du<br>tableau 4 | multiplicateur<br>ou taux de<br>modification<br>du chiffre<br>d'affaires |
|-------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| I     | 245,02                                                 | 85,59                                                  | 330,61                                                          | 86,42                                                                                                          | 417,03                                              | + 8,7                                                         | 1,021                                                                    |
| II    | 108,90                                                 | 114,12                                                 | 223,02                                                          | 53,30                                                                                                          | 281,32                                              | - 3,87                                                        | 0,986                                                                    |
| III   | 54,45                                                  | 85,59                                                  | 140,04                                                          | 36,60                                                                                                          | 176,64                                              | - 4,84                                                        | 0,973                                                                    |
| Total | 408,37                                                 | 285,3                                                  | 693,67                                                          | 181,32                                                                                                         | 875                                                 | 0                                                             |                                                                          |

## B. Correction des "inputs"

|       | capital<br>constant<br>corrigé<br>(1) | capital<br>variable<br>corrigé<br>(2) | capital total<br>ou coût de<br>production<br>corrigé<br>(3) = (1) + (2) | chiffres<br>d'affaires<br>(repris de A)<br>(4) | nouvelle masse<br>de profit<br>(5) = (4) - (3) | taux de<br>profit<br>(6) = $\frac{(5)}{(3)}$ |
|-------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| I     | 250,16                                | 84,39                                 | 334,55                                                                  | 417,03                                         | 82,48                                          | 24,65 %                                      |
| II    | 111,19                                | 112,52                                | 223,71                                                                  | 281,32                                         | 57,61                                          | 25,75 %                                      |
| III   | 55,59                                 | 84,39                                 | 139,89                                                                  | 176,64                                         | 36,75                                          | 26,27 %                                      |
| Total | 416,94                                | 281,3                                 | 698,15                                                                  | 875                                            | 176,84                                         | 25,32 %                                      |

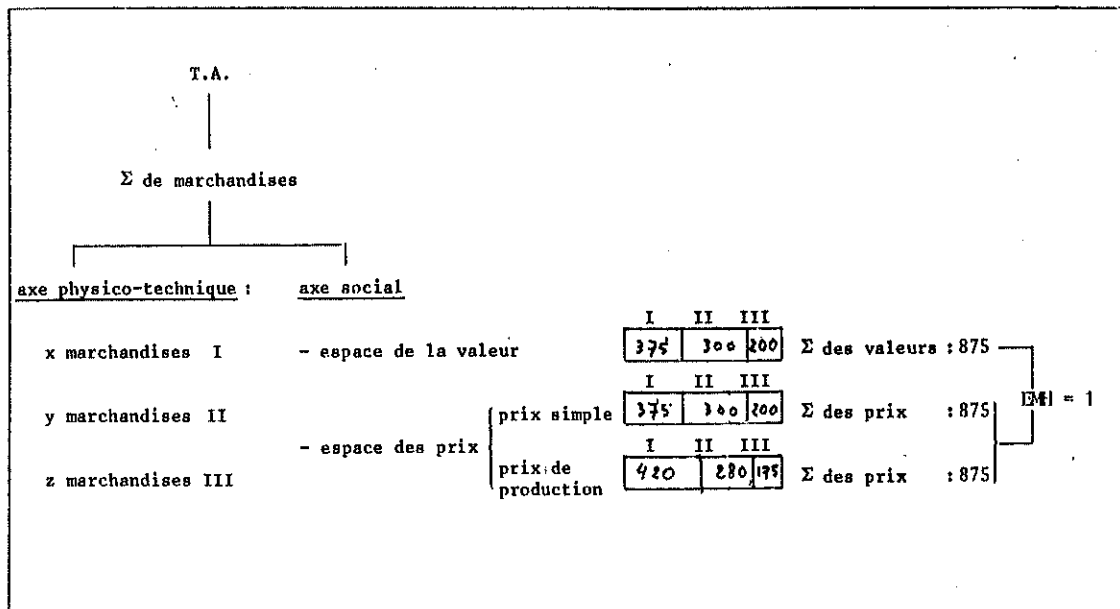
Au terme de cette seconde manche, nous pouvons observer les mêmes résultats qu'après la première. Il y a un resserrement supplémentaire des disparités de rentabilité mais l'uniformité n'est pas encore atteinte. Des processus d'ajustements supplémentaires sont nécessaires. Par ailleurs, si l'on compare les résultats du tableau 8 par rapport à ceux du tableau 7, on voit que la répartition du revenu (inchangé) entre les dépenses en capital et la masse de profit s'est de nouveau modifiée avec un changement subséquent du taux de profit moyen. La situation de repos ne sera obtenue que lorsque les multiplicateurs des différents outputs atteignent la grandeur de 1. On trouve alors les résultats quantitatifs que l'on obtiendrait par une transformation à la Bortkiewicz en prenant l'hypothèse, pour reprendre sa terminologie, d'une égalité entre la somme des valeurs et celle des prix et d'une inégalité entre la masse de plus-value et celle de profit. Ce résultat est présenté au tableau 9.

Tableau 9. L'ensemble du processus de transformation  
des prix simples en prix de production

- Point de départ : la répartition en prix simples (cf. tableau 5).
- 1ère manche de la transformation :
  - A. Correction des outputs (cf. tableau 6)
  - B. Correction des inputs (cf. tableau 7)
- 2ème manche de la transformation (cf. tableau 8).
- 3ème manche : l'atteinte des prix de production

|       | capital<br>constant<br>en prix de<br>production | capital<br>variable<br>en prix de<br>production | capital<br>total ou<br>coût de<br>production<br>en prix de<br>production | modifica-<br>tion de la<br>grandeur<br>du capital<br>par rap-<br>port à la<br>situation<br>en prix<br>simples | chiffres<br>d'affaires<br>en prix de<br>production | modifica-<br>tion du<br>chiffre<br>d'affaire<br>par rap-<br>port à la<br>situation<br>en prix<br>simples | masse<br>de<br>profit | modifica-<br>tion de la<br>masse de<br>profit<br>par rap-<br>port à la<br>situation<br>en prix<br>simples | taux<br>de<br>profit |
|-------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| I     | 252                                             | 84                                              | 336                                                                      | + 21                                                                                                          | 420                                                | + 45                                                                                                     | 84                    | + 24                                                                                                      | 25 %                 |
| II    | 112                                             | 112                                             | 224                                                                      | + 4                                                                                                           | 280                                                | - 20                                                                                                     | 56                    | - 24                                                                                                      | 25 %                 |
| III   | 56                                              | 84                                              | 149                                                                      | 0                                                                                                             | 175                                                | - 25                                                                                                     | 35                    | - 25                                                                                                      | 25 %                 |
|       | —                                               | —                                               | —                                                                        | —                                                                                                             | —                                                  | —                                                                                                        | —                     | —                                                                                                         | —                    |
| Total | 420                                             | 280                                             | 700                                                                      | + 25                                                                                                          | 875                                                | 0                                                                                                        | 175                   | - 25                                                                                                      | 25 %                 |

Le schéma qui suit transpose ces données en termes du canevas de présentation déjà utilisé auparavant.



### C) Commentaires

L'analyse qui précède appelle plusieurs commentaires. Nous les regrouperons sous deux intitulés : 1) l'explication de la modification de la masse et du taux de profit; 2) les erreurs d'interprétation quant à ce qui est réellement en cause dans la transformation.

1) La modification de la masse et du taux de profit

Le mécanisme de transformation tel que nous l'avons décrit aboutit à un changement dans la masse de profit. Sa grandeur en prix de production diffère de ce qu'elle serait en prix simple. Comment expliquer ce

phénomène ? Quel en est la portée ? Telles sont les questions auxquelles il nous faut apporter une réponse.

Cette modification a paru inacceptable pour Marx, suite à un raisonnement qui n'est pas faux mais incomplet. Pour lui, le profit trouve son origine seulement dans les caractéristiques de la force du travail, à savoir sa capacité à créer dans le cadre de la durée de travail normale une valeur plus grande que celle qui est nécessaire à sa reconstitution. Le profit ne peut trouver son origine dans la circulation.<sup>1</sup> Certes, Marx admet l'existence des profits de circulation, mais dans l'agrégation globale ils sont annulés par les pertes de circulation. En conséquence, si tant est que la transformation est un processus logique n'affectant pas les grandeurs en valeur<sup>2</sup>, elle ne s'accompagne d'aucun changement dans la grandeur de la plus-value et donc du profit. Mais, comme il ressort des analyses qui précèdent, un examen plus approfondi aboutit à nuancer cette conclusion. Il est vrai qu'au plan global le solde de profits et pertes de circulation est nul. Mais chacun des deux sous-ensembles que forment, d'une part, les échanges inter-capitalistes et, d'autre part, les échanges inter-classes, peuvent avoir un solde positif ou négatif. Ce montant vient s'ajouter ou se soustraire au profit d'exploitation. La masse de profit disponible, qui est le résultat de l'addition algébrique du profit d'exploitation et du solde des échanges inter-classes, peut donc être différente, soit plus grande, soit plus petite, que la seule masse de profit d'exploitation. En

---

<sup>1</sup> Cf. G. Dostaler, Valeur et prix, p. 157 et C. Benetti, Valeur et répartition, pp. 144 et suivantes.

<sup>2</sup> Comme nous l'arguerons plus loin.

conséquence, nous ne sommes pas obligés, comme Marx le pensait, de nous en tenir rigide-ment à l'idée d'une inamovibilité de la grandeur du profit disponible.

Mais ceci n'épuise pas toute la matière. Reprenons notre exemple et comparons les tableaux 5 (répartition en prix simple) et 9 (répartition en prix de production). Apparemment il y a une diminution de la masse et du taux de profit (de 200 à 175 et de 29,63 % à 25%). En fait, ceci n'est qu'une sorte d'effet de trompe-l'oeil, inhérent à la manière dont ces tableaux sont construits. Le découpage-ment entre trois branches a pour conséquence de fusionner les indicateurs portant sur l'origine et l'affectation du profit. Si le système productif est regroupé en deux sous-ensembles, correspondant, d'une part, aux marchandises salariales et, d'autre part, aux marchandises achetées par les capitalistes (biens de consommation et capital constant), une autre physionomie se dégage. Or, tel est le découpage-ment adéquat pour l'ap-préhension du profit et non le découpage-ment en trois sous-ensembles (qui, lui, est cependant nécessaire pour illustrer la transformation). Il y a donc lieu de procéder à une décortication.

Dans le cas de notre exemple, dans lequel la branche productrice des marchandises salariales a une composition-valeur inférieure à la moyenne, la masse de profit disponible augmente lorsqu'on passe des prix simples aux prix de production. En effet, pour un salaire réel inchangé, la grandeur monétaire du salaire d'équilibre diminue. Par la transformation la dépense salariale globale passe de 300 à 280.

Un profit de circulation inter-classes vient donc s'ajouter au profit d'exploitation pour porter le profit disponible total de 200 à 220. Ceci n'apparaît pas dans le tableau du fait que celui-ci synthétise deux opérations, le raisonnement qui précède ne concernant que la première de celles-ci. Regardons maintenant la seconde opération, portant sur les dépenses auxquelles la masse de profit disponible est affectée. Elles sont de deux ordres : les dépenses de consommation des capitalistes et les dépenses de remplacement des moyens de production (dans la mesure où l'on raisonne, comme nous le faisons, en reproduction simple). Si l'on regarde la première composante, on s'aperçoit que, de nouveau, pour une consommation réelle inchangée, le montant exprimé en prix de production est inférieur à ce qu'il serait en prix simple (175 au lieu de 200). Par le jeu de la modification du prix d'équilibre un montant total de 45 unités monétaires est donc économisé par le capital, sans que ni la consommation des salariées, ni celle des capitalistes, n'aient changé. Mais ce montant n'élargit pas le champ de manoeuvre de l'accumulation. En effet, il correspond - et pour cause puisque la somme des prix reste inchangée - à l'accroissement du prix des moyens de production, résultant de la transformation et lié au fait que la branche I a une composition-valeur supérieure à la moyenne. Bref, le montant d'argent nominale plus important n'a pas de pouvoir d'achat plus grand. En conclusion, on constate que si, suite à la transformation, il y a un changement dans la grandeur du profit, ceci n'a pas d'impact quant à la reproduction du système. La capacité de reproduction que permet le taux de profit diminué n'est pas inférieure, en termes

d'achats réels, que celle permise par le taux de profit nominale-  
ment supérieur, lié à la comptabilité en prix simples.

La prise en compte de cette modification oblige à amender la  
définition du prix de production donnée par Marx. Selon lui, il con-  
siste en l'addition du coût de production et du taux de profit général.  
Valable pour le stade partiel de la transformation auquel Marx s'est  
arrêté, elle ne l'est plus lorsque la transformation a été accomplie  
totalement, puisqu'alors ces grandeurs sont modifiées. Par contre notre  
définition échappe à ce défaut. Elle consiste à affirmer que le prix  
de production est une grandeur sur le vecteur des prix qui se calcule  
en prenant comme base le prix simple et en y ajoutant ou en en sous-  
trayant un certain montant, de telle sorte que les diverses branches  
atteignent la même rentabilité. Cette définition présente l'avantage,  
outre le fait qu'elle corrige la formulation de Marx, de souligner la  
filiation logique existant entre les concepts de prix simple et de prix  
de production. On ne peut construire celui-ci sans avoir au préalable  
élaboré le premier. La théorie des prix de production est ainsi bran-  
chée sur la théorie de la valeur.

## 2) Les erreurs d'interprétation

Dans le corps de l'analyse nous avons souligné une série  
d'erreurs épistémologiques que l'on trouve dans la plupart des écrits  
sur la transformation. Elles portent principalement sur la relation  
entre valeur, monnaie et prix et s'expliquent par une adoption non-  
critique de la problématique de Marx lui-même, qui sur cette question

précise est en contradiction, selon nous, avec sa conception d'ensemble.<sup>1</sup> Mais ce n'est pas sur ces considérations que nous voulons revenir ici. Il s'agit plutôt d'apporter des précisions sur ce qui est réellement en oeuvre dans le processus de transformation et de trancher entre différentes interprétations possibles.

a) La transformation, processus réel ou processus logique ?

La première interprétation que nous voudrions récuser consiste à croire que les étapes que nous venons de distinguer analytiquement correspondent à des phases séparées du processus réel. Dans cette perspective, le prix d'offre initial serait d'abord fondé sur le prix simple. Il ne s'alignerait progressivement sur le prix de production que dans des stades temporels ultérieurs. Le mécanisme en oeuvre serait le jeu du marché. L'obtention de taux de rentabilité différents aboutirait à un changement dans l'allocation du capital-argent disponible. Les capitaux déserteraient les branches à faible rentabilité pour s'investir dans celles qui en ont une haute. En conséquence, il y aurait des modifications dans les quantités produites dans les diverses branches. Dans celles qui sont délaissées par les investisseurs il y aurait une baisse de production. Jouerait alors le mécanisme de rapport entre l'offre et la demande : l'insuffisance de l'offre entraînerait une hausse du prix. Au contraire, dans les branches les plus rentables il y aurait le mécanisme inverse : surinvestissement, surabondance d'offre et baisse de prix. Le mouvement s'arrêterait au moment où les prix de production

---

<sup>1</sup> Cf. G. Dostaler, Marx, la valeur et l'économie politique, chap. 5 et 6.

seraient atteints et où il y aurait, en supposant la pleine concurrence, une uniformité du taux de profit entre les branches.

Mais ce n'est pas ainsi que nous verrions les choses. Selon nous, le prix d'offre se fonde d'emblée sur le prix de production. La transformation ne se réfère pas à une séquence réelle mais à une généalogie logique. Dans la réalité, les étapes distinguées analytiquement se superposent. L'erreur de l'interprétation "séquentialiste" réside dans son point de départ. Elle présume que lorsque des firmes capitalistes fixent le prix de vente de leur marchandise, elles effectuent un calcul en temps de travail, fondé sur la théorie de la valeur. C'est également supposer que la rentabilité n'intervient pas explicitement dans la détermination du prix d'offre. Le profit n'entrerait en scène qu'ex post, comme le résultat d'une loterie. La pratique capitaliste est différente.<sup>1</sup> Le calcul par les firmes du prix d'offre consiste à estimer des coûts de production et à y ajouter une marge bénéficiaire permettant d'atteindre la rentabilité visée, celle-ci dépendant à la fois des résultats passés, du pouvoir de marché, et des perspectives de la conjoncture présente. Dans un passage cité plus haut<sup>2</sup>, Marx a indiqué qu'aux yeux de la théorie de la valeur, la représentation fondant cette pratique ne correspond pas à la réalité profonde des choses.

---

<sup>1</sup>Le lecteur pourrait s'étonner que nous invoquions tout à coup le critère de la pratique. Il est vrai que jusqu'à présent notre analyse s'est plus préoccupée du fondement caché des choses que de leur apparence. Mais si nous estimons qu'une telle approche, partant du plus abstrait, est indispensable, il n'empêche qu'en son terme l'analyse doit rejoindre et expliquer les apparences et en l'occurrence rendre compte de la manière dont la fixation pratique des prix s'effectue.

<sup>2</sup>Cf. supra, p. 99.

Mais il n'empêche que cette représentation existe et est opérante. C'est à travers sa médiation que les agents prennent des décisions. La logique de reproduction du rapport social capitaliste se réalise concrètement par la visée de profit sous-jacent à l'initiative marchande capitaliste. La rentabilité attendue fait donc partie intégrante du calcul de prix. L'ensemble des prix d'offre incluent la prétention des fractions du capital d'atteindre un seuil "normal" de rentabilité, correspondant, à conditions de marché égales, au taux de profit général. Dès lors, ces prix s'axent d'emblée sur les prix de production. Il n'y a pas de glissement graduel du prix simple vers le prix de production. Celui-ci fonctionne comme prix d'équilibre aussitôt qu'il y a projet capitaliste.

Cette interprétation fonde l'affirmation faite plus haut<sup>1</sup>, selon laquelle il n'y a pas, au cours de la transformation, de modification de la grandeur de la valeur et donc de la somme des prix. Si nous adoptions l'interprétation "séquentialiste", les choses se présenteraient différemment. Dans ce cas l'étalement dans le temps du changement de prix d'équilibre pourrait s'accompagner de changements dans les quantités demandées. Il suffit pour cela que les fonctions de demande ne soient pas parfaitement inélastiques. Dans ce cas, des modifications du contenu physique de la production se produisent. Elles entraînent une transformation des rapports d'échanges physiques inter-industriels. Si celle-ci s'accompagne d'un changement dans le rapport entre biens vendus et biens non vendus, la grandeur de la valeur et donc la somme des prix se modifient à leur tour.

---

<sup>1</sup> Cf. supra, p. 146

- b) L'hypothèse d'une césure historique entre une période régie par les prix simples et une période régie par les prix de production

Une autre interprétation possible, qui s'inscrit dans la même lignée que la précédente, doit également, selon nous, être récusée. Elle consiste à affirmer qu'on peut distinguer deux périodes historiques : la première durant laquelle aurait régné l'échange à la valeur ou la norme "version prix simple", la seconde, postérieure, durant laquelle le pivot d'équilibre serait constitué par le prix de production. Cette interprétation est présentée par Marx lui-même, dans un passage assez secondaire il est vrai, du livre III du Capital.

"Même si l'on ne tient pas compte du fait que les prix et leur mouvement sont dominés par la loi de la valeur, il est donc tout à fait conforme à la réalité de considérer que la valeur des marchandises précède, du point de vue non seulement théorique, mais aussi historique, leur prix de production. Ceci est valable pour les cas où les moyens de production appartiennent à l'ouvrier; ceci est le cas, dans le monde ancien comme dans le monde moderne, pour le paysan possédant son fonds et cultivant lui-même et pour l'artisan." <sup>1</sup>

L'affirmation de Marx a été reprise et amplifiée par Engels dans le complément qu'il a écrit pour la publication du livre III du Capital, dont Marx n'avait jamais terminé la rédaction bien qu'il l'ait écrit, rappelons-le, avant le livre I. <sup>2</sup> Engels y prétend que la loi de la valeur,

---

<sup>1</sup>K. Marx, Capital, livre III, t. 1, E.S. p. 193, souligné par nous.

<sup>2</sup>F. Engels, "Complément et supplément au livre III du Capital", in K. Marx, Le Capital, livre III, t. 1, E.S. pp. 26-44. Pour une analyse plus détaillée, cf. G. Dostaler, Valeur et prix, ch. 2, pp. 52 et suivantes.

(dans nos termes la norme des échanges fondée sur les prix simples) est valable pour la période historique durant laquelle des marchandises sont créées dans un cadre artisanal. Comme il fait remonter l'origine de cette période avant l'époque babylonienne, il en dérive que la loi de la valeur a régné pendant une durée de 5.000 à 7.000 années<sup>1</sup> ! Par contre, la transformation des valeurs en prix de production prendrait cours avec l'émergence de la grande industrie.

Nous ne suivrons pas Marx et Engels dans leur interprétation. Le désaccord ne porte évidemment pas sur l'affirmation de la primauté logique de la catégorie valeur sur celle des prix de production mais sur le fait de la doubler d'une préséance historique. Celle-ci peut être conçue de deux manières. La première conception consiste à affirmer qu'il y a eu un mode de production, qu'on appellerait le mode de production marchand et qui aurait existé préalablement au mode de production capitaliste. En d'autres termes, cette conception avance que la catégorie "petite production marchande simple"<sup>2</sup> renvoie en fait à ce que l'école althussérienne appelle un mode de production. Nous ne pensons pas que cette manière de voir les choses soit celle de Marx lui-même<sup>3</sup>, mais il nous paraît néanmoins utile de l'examiner et d'indiquer la raison pour laquelle elle est inacceptable.

---

<sup>1</sup> F. Engels, article cité, p. 35.

<sup>2</sup> Décrite par exemple par Mandel dans son Traité d'économie marxiste, t. 1, chap. 2.

<sup>3</sup> Comme le signale G. Dostaler, il ne mentionne pas l'éventuel mode de production marchand dans les esquisses de successions de modes de production qu'on trouve dans ses travaux. Cf. Valeur et prix, p. 52.

Il est vrai que dans un système marchand formé uniquement de producteurs indépendants et dans lequel il n'y aurait en conséquence aucun travail salarié, l'échange au prix simple s'imposerait comme norme d'équilibre. En effet, dans un tel contexte le problème résolu par les prix de production ne se pose pas. La force de travail mise en oeuvre ne peut différer d'une branche à l'autre, puisque toutes les unités de production se composent d'une seule personne. La valeur créée est donc la même partout, pour autant qu'il y ait pleine validation et prestation d'une durée de travail identique. Le critère de réalisation de la norme des échanges ne pourrait pas être l'égalisation du taux de profit. la catégorie "profit d'exploitation" n'est pas de mise dans un tel système, puisqu'elle est liée au rapport salarial, les seuls profits possibles sont des profits de circulation obtenus par les producteurs-vendeurs bénéficiant d'une situation de marché favorable. Mais ils sont compensés par les pertes de circulation subies par les acheteurs. La norme serait réalisée lorsqu'il n'y a aucun profit (et donc aucune perte) de circulation ou, en d'autres termes, lorsque l'ensemble des producteurs obtiennent le même revenu horaire net. Le mécanisme de rééquilibrage serait le même que celui que nous avons mis en évidence dans le cas du mode de production capitaliste. Comme les disparités de revenus manifestent des décalages entre l'offre et la demande, elles vont se corriger par des réallocations de choix de production. Les producteurs vont abandonner les productions pour lesquelles il y a excès d'offre et donnant donc un revenu inférieur

---

à la moyenne pour s'orienter vers celles qui, du fait d'une insuffisance d'offre, procurent un revenu supérieur à la moyenne.

Mais le problème est de saisir si un tel système, que l'on peut effectivement construire théoriquement, peut être considéré comme un mode de production au sens marxiste du terme. En effet, au centre de ce concept nous trouvons l'idée d'un rapport d'exploitation entre les deux classes fondamentales d'un mode de production donné. Or le propre d'une production marchande formée uniquement d'artisans indépendants est de ne pas poser de rapport de classes, puisqu'elle ne met en scène qu'une classe sociale unique. Dans les termes de Suzanne de Brunhoff, "c'est une production ne comportant pas de rapports de production déterminables"<sup>1</sup>. Ou, plus précisément, elle comporte un pseudo-rapport, dans la mesure où l'hypothèse de l'existence d'une classe unique n'est pas tenable. A supposer même qu'un système social réel conforme au schéma théorique de la production puisse être instauré ex nihilo, il ne pourrait être viable. Il ne pourrait se reproduire comme tel mais déboucherait inmanquablement sur une transformation du rapport social initial. Ceci peut facilement être démontré en examinant l'effet des déséquilibres de marché, qui ne peuvent évidemment manquer de se produire, sur la structure sociale initiale. La conséquence de mauvais choix de production est qu'à la fin du cycle de production et d'échange, certains producteurs disposent d'un revenu supérieur à la moyenne et d'autres, symétriquement, d'un revenu inférieur. Que vont devenir les victimes des transferts de revenus et les producteurs dont le travail n'a pas été validé ? Peut-on supposer

---

<sup>1</sup>S. de Brunhoff, La politique monétaire, p. 54.

que les mêmes producteurs ne se trompent jamais plus de deux ou trois fois de suite, bref qu'il n'y ait pas d'engrenage dans la réussite ou dans l'échec, de telle sorte qu'il y ait une compensation plutôt qu'une accentuation des inégalités ? C'est la seule possibilité de maintien du rapport social propre à la production marchande et il faut bien convenir que cette idée est difficilement défendable. Il nous paraît plus probable que des situations irréversibles s'enclencheraient, profilant dès lors des destins sociaux radicalement différents. Les producteurs dont les revenus sont trop bas, tombent en incapacité de paiement vis-à-vis de leurs fournisseurs. Ils deviennent dépossédés de leurs moyens de production et perdent ainsi les bases de leur statut d'indépendant. Alors, ils n'ont plus que leur force de travail à vendre et lorsque ceci se produit, ils deviennent des salariés. Par contre, les producteurs enrichis disposent de réserves d'argent et deviennent ce que Marx a appelé des "hommes aux écus". L'étape suivante normale est qu'ils utilisent ce capital-argent pour élargir leur unité de production en engageant les producteurs malchanceux. Ils deviennent ainsi des acheteurs de force de travail. La transition entre production marchande et mode de production capitaliste est ainsi amorcée. Un nouveau rapport social entre en place : le rapport salarial. Le système n'est plus composé d'une seule classe sociale mais de deux.

La production marchande est donc un système auquel on ne peut dans la perspective marxiste reconnaître une prétention de pertinence. Certes, il peut être construit intellectuellement comme une plate-forme pédagogique, ou une "fable théorique", pour reprendre l'expression de

Latouche<sup>1</sup>, utile à l'exposé de la théorie de la valeur. Telle est d'ailleurs la démarche faite par Marx, mais peut-être pas assez clairement explicitée, dans la section 1 du livre I du Capital. Elle permet de formuler la théorie de la valeur comme fondement explicatif du phénomène marchandise, sans devoir introduire d'emblée les catégories relatives à l'exploitation capitaliste.<sup>2</sup> Mais on ne peut se tromper sur le statut de cette construction.

Passons maintenant à l'examen de la seconde conception de la préséance historique, défendue par Marx et Engels. Dans celle-ci, l'idée d'une préséance historique peut être ramenée à la double proposition suivante : a) la marchandise, comme forme sociale, existe antérieurement à l'instauration du mode de production capitaliste; b) on peut déjà parler à propos de cette marchandise pré-capitaliste d'une norme des échanges qui en réglerait le fonctionnement et qui serait précisément la norme "version prix simple". Tel nous semble être effectivement le contenu des passages de Marx et Engels. Nous sommes évidemment d'accord avec la première proposition. La seconde, par contre, nous paraît plus problématique. Le jugement dépend en fait de la manière dont on résout les questions suivantes : quel est le statut des rapports marchands insérés comme des réalités isolées et subsidiaires dans des

---

<sup>1</sup> Serge Latouche, Le projet marxiste, pp. 50 et 75.

<sup>2</sup> Cette démarche est défendue par Marx dans ses Notes sur Wagner, opus cité, pp. 247-248. Dans une version antérieure du présent travail nous l'avons nous-mêmes adoptée en exposant la valeur dans le contexte strict d'une production marchande. Cf. M. De Vroey, La théorie de la valeur de Marx : valeur et marchandise dans la production marchande, Working Paper de l'Institut des Sciences Economiques, Université Catholique de Louvain, N° 7809.

modes de productions pré-capitalistes ? S'il est évident que des marchandises existaient avant l'instauration du capitalisme, peut-on parler à leur propos de norme des échanges et d'un système régi par la valeur et le travail abstrait ? Le problème en cause est vaste. Il concerne l'articulation entre l'histoire réelle des sociétés et les modèles théoriques visant à éclairer leur fonctionnement et leur développement. Ces derniers sont construits tout d'une pièce, alors que leurs référents réels, d'une part, s'installent progressivement et, d'autre part, s'entrelacent avec des phénomènes relevant de schémas théoriques différents. Une avancée réelle dans cette problématique implique des investigations qui sortent évidemment de notre projet. Nous nous bornons donc à énoncer quelques principes généraux qui nous paraissent cependant suffisants pour éclairer le choix d'interprétation qui est à faire ici.<sup>1</sup>

Nous ne remettons pas en cause la démarche visant à établir une césure historique séparant une période, durant laquelle le rapport marchand serait une réalité sociale subsidiaire, d'une autre période durant laquelle il serait une réalité dominante. Il faut cependant éviter de donner un caractère fétichiste à un tel exercice, car il ne peut s'agir d'un basculement punctiforme. Si on peut avancer l'hypothèse d'une extension de la forme marchande au fil de l'histoire ("marchandisation des rapports sociaux"), peut-on détecter sur ce continuum des seuils qualitatifs ? Nous en signalerions deux. Ils portent tous deux - et ce n'est pas un hasard - sur le rapport structurel dans lequel la forme marchande s'insère. Le premier marque

---

<sup>1</sup> Pour une réflexion plus large, cf. l'étude de Pierre-Philippe Rey, "Sur l'articulation des modes de production", dans Les alliances de classe, Maspero 1973.

l'émergence du mode de production capitaliste avec l'instauration du salariat. Le second balise une modification à l'intérieur de celui-ci avec le passage de l'accumulation extensive à l'accumulation intensive, pour reprendre la terminologie d'Aglietta. Il est caractérisé par le fait, lié à l'apparition du "fordisme"<sup>1</sup>, que la reconstitution de la force de travail s'effectue d'une manière prédominante par la consommation de marchandises par opposition à une situation où elle était surtout fondée sur la consommation de produits du travail domestique. Mais c'est le premier de ces repères qui doit retenir notre attention ici. Le point de césure entre les deux périodes, dans sa définition théorique, est localisé au lieu où un nouveau rapport de classe émerge. Deux classes nouvelles se développent - le capital et le prolétariat - créant une forme nouvelle du rapport d'exploitation : le salariat. L'émergence du profit d'exploitation est indissociable de celle du salariat. Ils sont des aspects différents d'un même processus. L'entrée de la force de travail dans l'échange marchand est le résultat d'une série d'évolutions et de déblocages structurels bien décrits par Dobb dans son ouvrage classique, Etudes sur le développement du capitalisme. Si elle ne signifie pas en elle-même une extension de la forme marchande, elle lui donne cependant l'impulsion décisive faisant d'elle non pas la forme universelle, comme l'a dit Marx<sup>2</sup>, mais la forme dynamique et dominante. Nous lierions donc l'apparition

---

<sup>1</sup>Cf. C. Palloix, "Le procès de travail. Du fordisme au néo-fordisme", La Pensée, février 1976, et B. Coriat, L'atelier et le chronomètre, Christian Bourgois, 1976.

<sup>2</sup>Cf. 1ère partie, p. 8 et 38.

du système marchand, vu comme une totalité dynamique, opposée à l'existence de rapports marchands isolés au sein d'un système autre, à l'émergence du rapport salarial. Jusqu'ici il n'y a pas de différence entre notre point de vue et le contenu du passage de Marx que nous étudions.<sup>1</sup> La différence d'interprétation porte sur ce qui est placé des deux côtés du point de rupture théorique.

L'idée de Marx et Engels semble être que, si durant la première période, la marchandise est un rapport social subsidiaire, elle fait néanmoins déjà l'objet d'une régulation tendant à imposer la loi de la valeur, entendue comme l'échange à la valeur ou, en nos termes, aux prix simples. La seconde période serait caractérisée par un changement dans le contenu de la norme. Quant à nous, nous dirions qu'on ne peut appliquer la catégorie de norme des échanges, en tant que principe de régulation fondé sur la valeur, à des rapports marchands subsidiaires. On ne peut parler à ce propos que d'une ébauche de norme. Pour que la valeur devienne une catégorie opérante, il faut qu'il y ait travail abstrait et donc qu'il y ait, non pas des rapports marchands isolés, mais un système intégré de rapports marchands. Si nous rattachons l'émergence de ce système à celle du salariat et du profit d'exploitation, il s'en suit que la norme des échanges n'existe qu'à partir d'alors. Mais comme, en même temps que la catégorie profit, émerge la nécessité de sa répartition uniforme, la régulation opérée par la norme vise, dès son entrée en vigueur, à l'atteinte des prix de production.

---

<sup>1</sup> Il y a peut-être une différence par rapport à la position d'Engels qui semble placer la césure, non pas à l'instauration du salariat en tant que tel, mais à celle de la manufacture. Cf. opus cité, p. 41.

Bref, nous dirions que dans la première période il y a marchandise mais pas norme d'équilibre au sens fort du terme. Celle-ci n'apparaîtrait que dans la seconde période et alors d'emblée dans sa version prix de production.

c) L'éventualité d'un ralliement ultime de Marx à une théorie marshallienne des coûts de production

Alors que les débats précédents opposent des conceptions qui sont toutes présentées à l'intérieur de la perspective marxiste, la troisième question que nous examinerons ici est suscitée par des auteurs non marxistes.

Dès la parution du livre III du Capital, certains commentateurs ont pensé que la théorie des prix de production n'était pas différente d'une théorie des coûts de production, dérivée de la conception d'Adam Smith et plus tard raffinée par Marshall. Dans cette interprétation, l'ensemble du livre I du Capital, exposant la valeur et la plus-value, est présenté comme un détour métaphysique qui serait en fait inutile par rapport aux conclusions atteintes au livre III. Un bon exemple de cette conception est donné, au tournant du siècle, par le sociologue Sombart. Il écrit :

"Lorsque soudainement émerge des profondeurs une théorie très "ordinaire" du coût de production, cela signifie que la célèbre doctrine de la valeur est tombée sous la table. Car, si en fin de compte je dois expliquer les profits par

les coûts de production, à quoi sert tout l'appareil compliqué des théories de la valeur et de la plus-value ?"<sup>1</sup>

Cette interprétation ne peut être retenue car elle est fondée sur une confusion terminologique. Le terme de coût de production utilisé par Marx ne peut être assimilé, quant à son sens, à celui qui est utilisé dans une théorie des facteurs de production.<sup>2</sup> Dans celle-ci la valeur totale est identifiée au chiffre d'affaires total. Sa formation découle de l'addition des coûts de production définis comme la rémunération des facteurs, le sol, le travail et le capital. Tous les facteurs sont censés participer à la création de la valeur et reçoivent en conséquence une rémunération. Ainsi le profit est vu comme la rétribution de l'abstinence de consommation qu'entraîne l'investissement de l'argent. Par définition la rémunération des facteurs épuise le montant total des ventes. Dans cette perspective les concepts de surplus et d'exploitation, entendue comme appropriation du surplus, n'ont aucune place. Seule peut se produire une rétribution non optimale des facteurs s'il n'y a pas équilibre général. L'approche marxiste est évidemment bien différente. En premier lieu, le champ de la valeur et celui de la richesse ne coïncident pas, sauf si l'on construit des hypothèses drastiques comme dans cette partie de l'étude. En second lieu, le

---

<sup>1</sup>W. Sombart, "Zur Kritik des Ökonomischen Systems von Karl Marx", Archiv für Soziale Gesetzgebung und Statistik, VI, 4 (1894), p. 572, cité par G. Dostaler, Valeur et prix, p. 47. La même interprétation est reprise de nos jours par Paul Samuelson, dans "Understanding the Marxist Notion of Exploitation : A Summary of the So-called Transformation Problem between Marxian Values and Competitive Prices", Journal of Economic Literature, IX, 2, June 1971.

<sup>2</sup>Pour une critique plus large de celle-ci, cf. G. Deleplace, Théories du capitalisme : une introduction, pp. 50-66.

montant du chiffre d'affaires et celui du coût de production ne sont pas égaux. Ce dernier concept a un sens plus restreint. Il se réfère seulement aux frais de production, c'est-à-dire à la part des recettes dont le capitaliste doit se départir. Le profit n'y est pas inclus. Il est un solde, la forme prise par le surplus dans le contexte capitaliste. Enfin la création de valeur n'est pas conçue comme l'effet de l'articulation de facteurs de nature différente mais est rattachée à un principe homogène, le travail abstrait. Certes, la valeur ne peut à elle seule expliquer le prix effectif des marchandises. D'autres éléments liés à la circulation et étudiés dans l'ensemble de ce chapitre viennent s'ajouter. Mais ces éléments ne peuvent être assimilés aux "facteurs" de l'autre théorie, ni quant à leur contenu ni quant à leur mode d'intervention. Ils ne peuvent être mis sur le même plan que le travail, comme dans la conception marshallienne. Ils jouent dans un ordre logique second par rapport à la valeur. Celle-ci est vue comme exerçant une détermination première sur le prix. Les autres éléments interviennent sur celle-ci comme des causes de perturbation. Ils induisent un écart entre la grandeur de prix atteinte du fait de leur intervention et celle qui aurait existé si ces éléments n'avaient pas joué et si seule la valeur avait été déterminante.

III. Quantité de monnaie, niveau général des prix (NGP) et grandeur de l'expression monétaire de l'heure de travail (EMH)<sup>1</sup>

Après avoir ainsi tenté d'éclairer les arcanes de la détermination du prix des marchandises, il nous reste à aborder un dernier point. Il concerne de nouveau la relation entre la monnaie et les marchandises. Comme nous l'avons vu, l'économie marchande ne peut fonctionner sans monnaie. Celle-ci n'est pas seulement un subterfuge facilitant la circulation des biens par rapport à ce qui se passerait dans un système de troc. Avant tout, elle constitue une pièce indispensable au fonctionnement de la modalité marchande d'allocation de la force de travail sociale, puisque sans elle le travail abstrait ne peut être représenté. Mais il ne suffit pas de justifier la nécessité de la monnaie. Il faut en plus répondre à une série de questions portant sur les aspects quantitatifs du lien entre la monnaie et le système marchand. Tel est l'objet de cette section. Nous commençons par raisonner dans le contexte d'un système exclusivement métallique. Par après, nous verrons en quoi les conclusions atteintes dans ce contexte doivent être modifiées dans le cas d'une monnaie non métallique.

---

<sup>1</sup>Les vues présentées dans cette section diffèrent sur quelques points de celles que nous avons avancées dans une étude antérieure. Cf. Valeur, monnaie et inflation, Cahier du Département des sciences économiques de l'Université de Montréal, n° 7913.

### A) Monnaie métallique

Le point de départ de notre réflexion réside dans le principe déjà énoncé<sup>1</sup>, selon lequel le prix préexiste à l'échange. Les marchandises viennent sur le marché avec un prix. S'il est vrai que, tant que la marchandise n'est pas vendue, le prix doit être vu comme une prétention, il n'empêche que son existence est une condition de possibilité de l'échange. Une certaine quantité de monnaie est dès lors nécessaire pour que les échanges puissent se dérouler. Ce montant est appelé la demande de monnaie. Elle est égale au montant formé par la somme des prix des marchandises vendues au moment instantané d'échange considéré.<sup>2</sup>

Dans les termes de Rosdolsky :

"Le fait que la monnaie ne puisse faire circuler que des marchandises dont les prix sont déterminés entraîne que la quantité d'or ou d'argent nécessaire à la circulation est d'abord commandée par la somme totale des prix des marchandises qui doivent être réalisées."<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup>Cf. supra, pp. 81 et 84.

<sup>2</sup>Notre analyse n'entre pas dans l'explicitation des facteurs qui déterminent les utilisations de la monnaie autres que la circulation. Un tel examen dépasse les objectifs de notre étude, notamment parce qu'il nous obligerait à introduire une série d'hypothèses institutionnelles supplémentaires. Nous nous bornerons donc à constater qu'une fraction de la monnaie acheminée par les producteurs peut être détournée de la circulation. Nous dirons alors qu'elle est thésaurisée, sans entrer dans les raisons expliquant ce fait. Symétriquement, nous admettons l'idée que certaines quantités de monnaie, qui avaient été utilisées à d'autres usages que la circulation, peuvent revenir à celle-ci. Nous parlerons alors de déthésaurisation. Contrairement à ce qui est le cas dans d'autres approches, quand nous parlerons de "demande de monnaie", il sera toujours sous-entendu qu'il s'agit d'une demande à fin transactionnelle.

<sup>3</sup>Roman Rosdolsky, La genèse du 'Capital' chez Marx, p. 127.

Appelons offre de monnaie le montant total des unités monétaires, prenant dans notre hypothèse la forme de pièces métalliques, qui participent à la circulation au même moment de l'échange. La voie que doit prendre la suite de notre réflexion est ainsi toute tracée. Nous devons nous demander quels sont les facteurs déterminant les grandeurs respectives de la demande et de l'offre de monnaie et quelle est la manière dont ils s'articulent ou, plus précisément, comment les déséquilibres entre ces deux montants se résorbent.

#### 1. La demande de monnaie

Il a été affirmé que la quantité de monnaie nécessaire est égale à la somme des prix. Ceci est vrai pour autant que l'on adopte une série d'hypothèses restrictives - vitesse de circulation constante, absence de compensation et de crédit -, ce que nous ferons pour la facilité tout au long de notre analyse. Nous sommes cependant renvoyés à une question ultérieure : qu'est-ce qui détermine la grandeur de la somme des prix ? La réponse à cette question serait très facile à la lumière de nos réflexions antérieures s'il n'y avait un point délicat. C'est le fait que la quantité demandée (nécessaire) n'est pas indépendante de la quantité offerte. Mais gelons provisoirement cette liaison, pour ne considérer que la grandeur de la demande telle qu'elle existe avant une éventuelle perturbation par l'offre. Nous parlons à ce propos de quantité nécessaire "ex ante". Elle dépend de deux facteurs. Le premier est la grandeur de la valeur totale (créée et réactualisée), laquelle dépend à son tour, positivement, de la grandeur de la force de travail

sociale productive, de la durée de travail effective et de la composition-valeur de la production, et négativement des différents types de perte de valeur.<sup>1</sup> Le second est l'expression monétaire de l'heure de travail (EMH). Arrêtons-nous un instant sur ce dernier concept.

Nous avons vu que la monnaie est la seule possibilité de représentation du travail social dans un système marchand. La masse de monnaie en circulation à un moment d'échange donné représente le travail social total (travail abstrait + travail passé réactualisé), produisant la masse totale de valeur (valeur créée + valeur réactualisée). L'expression quantitative de cette liaison passe par l'introduction du concept d'EMH. Si l'on suppose que la vitesse de circulation est égale à l'unité, c'est-à-dire que chaque unité monétaire change de main une seule fois durant le cycle étudié, la masse de monnaie en circulation est égale à la somme des prix des marchandises ou au chiffre d'affaires total des capitalistes. L'EMH est le facteur multiplicatif permettant le passage de la somme des prix à la somme des valeurs. A chaque moment d'échange, une certaine grandeur peut en théorie lui être assignée. Elle est aussi un concept intertemporel permettant de comparer évolutivement les différents états du rapport valeur-prix. Elle est une grandeur invisible que l'on ne peut construire que par le raisonnement.<sup>2</sup> Mais il existe un indicateur de son évolution, bien qu'il soit imparfait dans la mesure où il exprime, outre celle-ci, un autre élément,

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 23.

<sup>2</sup>Une procédure d'estimation de la grandeur de l'EMH est cependant donnée par Gouverneur, Eléments d'économie politique marxiste, pp. 200 et suivantes.

à savoir les changements dans la productivité du travail. C'est le niveau général des prix (NGP).

Cette notion ne peut être assimilée à celle de prix tout court, en tant que celle-ci se rapporte à une marchandise donnée. Certes, il y a un lien. Intuitivement, le NGP renvoie à l'idée d'un prix moyen. Empiriquement, son observation se base sur l'étude de l'évolution du prix moyen d'un panier de marchandises supposé représentatif de l'ensemble de la production. Mais conceptuellement, les deux notions appartiennent à des ordres différents. Au plan théorique, le NGP n'est rien d'autre que la valeur d'échange ou le pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Dans cette perspective, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le NGP n'est pas un prix. Rappelons que dans le cas des marchandises une relation de renvoi mutuel peut être établie entre la notion de valeur d'échange (le rapport de proportionnalité entre une unité physique d'une marchandise et des unités physiques d'une ou plusieurs autres marchandises), et la notion de prix (le rapport de proportionnalité entre une unité physique d'une marchandise et des unités monétaires). Mais cette liaison n'est pas possible pour la monnaie. Celle-ci a une valeur d'échange mais non un prix, puisque l'équivalent général ne peut se servir de référent à lui-même.<sup>1</sup> Le NGP renvoie à une réalité physique, à savoir la quantité de marchandises qu'une unité monétaire peut acheter à un moment donné du temps.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 74 . Ce qu'on appelle usuellement (mais erronément selon nous) le prix de l'or est en fait la définition du contenu métallique de l'unité de compte, que nous introduirons plus loin.

Si on laisse de côté la possibilité d'une non-adéquation de l'offre de monnaie par rapport à la demande, l'évolution du NGP dépend d'un seul facteur : les variations de productivité dans la fabrication des marchandises. Une hausse générale de la productivité entraîne, toutes autres choses restant égales, une diminution du NGP, c'est-à-dire une hausse de la valeur d'échange de l'unité monétaire. En effet, après l'accroissement de productivité, une quantité supérieure de marchandises est produite dans un même laps de temps social. Le prix unitaire des marchandises diminue. Le pouvoir d'achat de la monnaie augmente donc. Lorsqu'il y a baisse de la productivité (phénomène qui ne peut cependant être mis sur le même pied que la hausse car la logique de l'accumulation pousse à celle-ci et non à celle-là) c'est évidemment le processus inverse qui se produit.

Cependant une modification de la productivité et du NGP n'entraîne pas en elle-même un changement dans la quantité de monnaie nécessaire, de la même manière que la baisse de valeur unitaire n'amène pas une diminution de la valeur totale.<sup>1</sup> Si la grandeur de la force de travail et la durée effective de travail restent constantes, la baisse des prix unitaires est compensée par un accroissement de la masse des marchandises produites. En conséquence il n'y a pas de modification de la somme des prix.

Par contre, si l'on abandonne l'hypothèse d'une égalité entre l'offre de monnaie et la quantité nécessaire "ex ante" tout en supposant que la productivité du travail reste constante, on aboutit à un résultat

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 29.

partiellement différent. Comme nous le verrons, s'il y a excès d'offre, il s'en suit une hausse du NGP (comme dans l'hypothèse d'une baisse de la productivité) mais cette fois il y a, en plus, une hausse de la somme des prix. Nous y reviendrons.

## 2. L'offre de monnaie

Dans le cadre de nos hypothèses (monnaie exclusivement métallique, absence de commerce international), quatre facteurs interviennent dans la détermination de la quantité de monnaie offerte.

- 1° Le rapport entre quantités thésaurisées et déthésaurisées.
- 2° La quantité de monnaie déjà en circulation durant les cycles précédents et qui n'est pas sortie du circuit, par exemple pour cause d'usure.
- 3° L'injection de monnaie nouvelle, que ce soit par augmentation de la productivité dans la branche extractive ou par découverte de nouveaux gisements.<sup>1</sup> Rappelons que ce n'est pas le métal en lui-même qui constitue la monnaie. Il n'en est que le support. Le métal nouvellement introduit dans l'économie doit recevoir une authentification et une spécification quantitative l'instituant comme monnaie. Ceci nous amène au quatrième facteur.

---

<sup>1</sup>Le métal monétaire est produit sur initiative privée, mais il n'est pas pour autant une marchandise (cf. supra, p. 72). Les travailleurs qui le produisent sont donc improductifs. Comme nous l'avons signalé (cf. supra, p. 4), l'introduction de la monnaie constitue, avec celle de la force de travail, la brèche minimale dans l'hypothèse présidant à l'ensemble de cette partie et consistant à construire un univers composé uniquement de marchandises.

4° La définition du contenu métallique de l'unité de compte. Comme nous l'avons vu, l'institutionnalisation de la monnaie implique l'intervention de l'Etat. Dans un système métallique, elle consiste au minimum à définir et à faire respecter le rapport entre unités monétaires et unités physiques en poids. Comme historiquement le métal monétaire existait déjà en tant que réalité physique, préalablement à son investiture monétaire, les dénominations monétaires n'ont pas été inventées ex nihilo. Les termes utilisés pour désigner des catégories en poids, par exemple la livre, ont simplement reçu une signification supplémentaire : celle d'une grandeur monétaire. On peut imaginer qu'en un point de départ (sans doute difficile à localiser avec précision dans le temps) il y avait une correspondance entre les deux dénominations, une livre-monnaie désignant un contenu-poids d'une livre. Mais il est évident qu'historiquement la dissociation a été rapide, le décalage allant normalement dans le sens d'une diminution du contenu-poids de l'unité de compte monétaire.<sup>1</sup>

Ces quatre facteurs ne peuvent naturellement pas être mis sur le même pied. Les trois premiers se rapportent à la quantité physique de métal monétarisé, le quatrième au processus institutionnel par lequel une définition monétaire est apposée à une quantité physique donnée. Or quand on parle de quantité de monnaie, il ne peut s'agir simplement de la quantité de métal, mais de celle-ci pondérée par une définition monétaire. Un accroissement de la quantité de monnaie peut donc être

---

<sup>1</sup>Cf. P. Vilar, Or et monnaie dans l'histoire.

ramené à deux types de cause, soit qu'il y ait, pour une quantité de métal inchangée, une modification de la définition du contenu métallique de l'unité de compte (diminution du rapport poids/unité monétaire), soit qu'il y ait l'inverse, maintien de ce rapport mais accroissement de la masse de métal.

### 3. La résolution des déséquilibres entre quantité de monnaie offerte et quantité nécessaire "ex ante".

Dans le cas de la monnaie, la résolution d'un déséquilibre entre l'offre et la demande présente des caractéristiques particulières par rapport à ce qui se produit dans le cas des marchandises.<sup>1</sup> Un excès d'offre de monnaie, en tenant compte de la thésaurisation, ne peut rencontrer qu'une seule issue : une baisse de la valeur d'échange de l'unité monétaire. Pour les marchandises, ce déséquilibre se résorbe par un mélange d'effet-quantité (non-vente) et d'effet-prix (prix effectif différent du prix d'équilibre). Pour la monnaie il n'y a qu'un effet-valeur d'échange<sup>2</sup> et aucun effet-quantité, car la monnaie est toujours écoulée. Tout métal monétaire, aussitôt qu'il a été frappé, devient d'emblée un représentant officiel du travail social. La baisse de la valeur d'échange

---

<sup>1</sup>Dans le raisonnement qui suit nous supposons qu'il y a un excès d'offre par rapport à la demande. Si l'on fait l'hypothèse inverse on obtient évidemment les résultats inverses de ceux qui sont exposés ici.

<sup>2</sup>Il ne peut y avoir d'effet-prix pour la simple raison que cette notion n'est pas de mise pour la monnaie. Ce qui est en jeu est la valeur d'échange de l'unité monétaire, c'est-à-dire l'inverse du NGP. D'où le contraste suivant, lié à la différenciation des concepts de prix et de NGP : pour une marchandise, un excès d'offre fait baisser le prix, pour la monnaie il fait monter le niveau général des prix (mais baisser la valeur d'échange de la monnaie).

de la monnaie ne signifie en rien qu'il y ait une perte de ce statut. Au contraire, elle permet à toutes les pièces de le conserver mais dans une proportion moindre, chaque unité monétaire ne représentant plus qu'une fraction plus réduite du travail social. (Ceci explique que la production de monnaie soit plus attractive que celle des marchandises : Elle ne comporte pas le risque de non-validation propre aux autres initiatives marchandes). Mais, en conséquence, la réallocation du travail social qui devrait découler d'un excès d'offre ne s'impose pas aussi efficacement que pour les marchandises. Certes une hausse du NGP devrait décourager la production de métal monétaire, puisqu'elle entraîne une baisse du revenu réel pour ses producteurs. Cependant cette sanction n'est pas aussi drastique que l'absence de formation de tout revenu liée à la non-vente des marchandises. De plus, du fait que le choix monétaire se porte normalement sur les biens qui résistent le mieux à l'usure, toute injection nouvelle de monnaie peut avoir un effet déséquilibrant. Il suffit qu'elle dépasse, toutes autres choses étant égales, la quantité de monnaie usée et retirée du circuit. Ceci n'est pas le cas pour les marchandises ayant une usure plus rapide.

L'alignement de l'offre sur la demande, mécanisme de mise dans le cas des marchandises, ne fonctionne donc que peu ou prou pour la monnaie. Il n'y a, en réalité, pas de raison pour que l'offre de monnaie tende à coïncider, même à long terme, avec la demande "ex ante". En conséquence, ce qu'on peut appeler l'excès initial de monnaie cesse de l'être au terme du cycle d'échange. La hausse du NGP qui en découle augmente en effet la quantité de monnaie nécessaire par rapport à ce

qu'elle serait s'il n'y avait pas eu cette hausse. "Ex post", la quantité de monnaie nécessaire est toujours égale à la quantité de monnaie en circulation.

Faut-il en conclure que c'est la demande de monnaie qui s'aligne sur l'offre ? Telle serait la conception quantitative traditionnelle, selon laquelle, à vélocité constante, la grandeur du niveau général des prix serait fonction de la masse de monnaie en circulation. Les choses nous paraissent cependant plus complexes. Dans la perspective marxiste, telle que nous l'interprétons, la théorie quantitative ne peut être ramenée à une seule proposition. Il y a plutôt lieu d'avancer une articulation de deux propositions, la seconde venant amender, et en ce sens contredire partiellement, la première.

1ère proposition : La quantité de monnaie nécessaire "ex ante" dépend de la somme des prix telle qu'elle est déterminée par la grandeur de la valeur totale et par celle de l'EMH de la période précédente.

2ème proposition : L'excès d'offre de monnaie par rapport à la quantité nécessaire "ex ante" entraîne une hausse du NGP, de telle sorte qu'"ex post" il y ait une égalité entre la somme des prix et la quantité de monnaie en circulation.

La demande de monnaie s'adapte à l'offre seulement dans la mesure où l'offre n'est pas adéquate par rapport à la demande initiale.

On ne peut donc pas affirmer simplement, comme le fait l'approche traditionnelle, qu'il y a une prééminence de l'offre. Le lien de causalité dans lequel l'offre serait la variable indépendante et la demande la variable dépendante, ne joue que pour le montant excédentaire. Pour l'autre montant, dont nous affirmons qu'il est logiquement antérieur, l'ordre de causalité est l'inverse. La théorie traditionnelle n'appréhende donc qu'un aspect du processus total.

Revenons maintenant sur l'articulation entre NGP et EMH.

La première désigne la valeur d'échange de l'unité monétaire, la seconde le rapport entre la somme des prix et celle des valeurs à chaque moment de l'échange. On ne peut confondre ces deux notions bien qu'elles s'articulent. Le NGP est une résultante de l'EMH mais celle-ci n'est pas le seul facteur qui l'influence, puisqu'elle varie également, à EMH constante, avec la productivité du travail. En d'autres termes, toute modification de l'EMH entraîne un changement du NGP mais tout changement du NGP n'est pas nécessairement dû à une modification de l'EMH. Si la productivité était constante, les deux grandeurs évolueraient de la même manière. Notons aussi que les deux effets jouent en sens contraire. L'accroissement de la productivité fait baisser le NGP, celui de l'EMH le fait hausser. Ainsi, si on se trouve dans une situation dans laquelle il y a à la fois hausse de la productivité et du NGP, cela signifie que l'EMH a crû plus que le NGP. Le tableau qui suit synthétise les effets des variations de la productivité et de l'EMH sur le NGP et sur la somme des prix.

Tableau 10 : Les effets de variations de  
la productivité du travail et de l'EMH  
sur le NGP et sur la somme des prix

| $\Delta$ productivité                                                             | $\Delta$ EMH                                                                       | NGP                                                                                | Somme des prix                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
|  |   |   |   |
|  |   |   |   |
|  |   |   |   |
|  |  |  |  |

#### B) Monnaie non-métallique

Lorsque le système n'est plus métallique, la plupart de ces considérations restent valables. Nous n'entrerons pas ici dans la description des spécifications institutionnelles liées au fonctionnement d'une monnaie fiduciaire et aux différenciations conceptuelles que leur introduction entraîne.<sup>1</sup> Bornons-nous à réfléchir dans la cadre du système théorique posé par Aglietta et évoqué plus haut.<sup>2</sup> Dans ce nouveau contexte, il continue d'exister à tout moment un montant théorique de monnaie nécessaire. Sa grandeur dépend de la valeur totale produite

<sup>1</sup>Cf. notre étude, Valeurs, monnaie et inflation, Cahiers du Département de Sciences Economiques de l'Université de Montréal, n° 7913, pp. 32-58.

<sup>2</sup>Cf. supra, p. 80.

et de la grandeur de l'EMH, telle qu'elle ressort des échanges antérieurs. Si la quantité de monnaie offerte n'y correspond pas, le même mécanisme correctif opère (changement de l'EMH et du NGP). En réalité la seule différence marquante, par rapport à notre préoccupation actuelle, est la manière dont l'offre de monnaie et, en conséquence, l'EMH se forment. Ici l'offre de monnaie n'est plus fondamentalement exogène comme elle l'est dans un système métallique. Dans ce dernier, la production du métal monétaire est laissée à l'initiative privée et il n'y a dès lors aucune logique de concordance entre offre de métal et quantité de monnaie nécessaire. Par contre, dans un système fiduciaire, le monnayage, pour employer la terminologie d'Aglietta, Benetti et Cartelier, est lié aux projets marchands des capitalistes. S'ils réussissent tous, l'entièreté de la monnaie créée par le monnayage est détruite lorsqu'au terme du cycle les producteurs capitalistes éteignent leur dette.<sup>1</sup> Dans ce cas il y aurait parfaite adéquation entre monnaie en circulation et quantité nécessaire. L'EMH resterait stable, de même que le NGP, pour autant qu'il n'y ait pas de changement de productivité. Si, cependant, des projets marchands échouent, n'aboutissant pas à une pleine validation du travail privé mis en oeuvre, un décalage se produit entre la masse monétaire en circulation et celle qui est nécessaire étant donné la grandeur de valeur effectivement produite. Ce décalage est de la même nature que celui que nous avons étudié dans le système métallique et il se résout de la même manière, par une hausse de l'EMH et du NGP. La seule différence porte sur l'origine et sur les modalités de formation du décalage.

---

<sup>1</sup>Cf. supra, p. 82.



## CHAPITRE 6

La loi de la valeur



Le terme de loi de la valeur est fréquemment employé dans la littérature marxiste. Si nous l'avons nous-mêmes évoqué à propos de Ricardo<sup>1</sup>, nous avons cependant évité de le faire dans un autre contexte. La raison en est que cette notion n'a pas toujours reçu une signification des plus claires. Aussi clôturons-nous cette deuxième partie par une réflexion à ce sujet. En particulier, nous nous demandons si l'on peut considérer les concepts de loi de la valeur et de norme des échanges comme des synonymes.

Commençons par voir dans quels sens le concept est utilisé par les auteurs marxistes. Certains assimilent la loi de la valeur et la détermination de la valeur. C'est le cas de Samir Amin, de David Yaffé ou de Gérard Duménil.

"Que dit la loi de la valeur ? Que les produits, quand ils sont des marchandises, ont une valeur, que celle-ci est mesurable, que cette mesure est la quantité de travail abstrait socialement nécessaire à leur production, enfin que cette quantité est la somme des quantités de travail direct et indirect (transmis) enregistrés dans le processus de production." <sup>2</sup>

"La 'loi de la valeur' - la détermination de la valeur des marchandises par le temps socialement nécessaire à leur production - (...)." <sup>3</sup>

"La loi de la valeur, en tant que 'connexion interne et nécessaire', désigne la détermination de la valeur par le temps de travail." <sup>4</sup>

---

<sup>1</sup>Cf. supra, pp. 87 et 96

<sup>2</sup>S. Amin, La loi de la valeur et le matérialisme historique, p. 13.

<sup>3</sup>D. Yaffé, "Valeur et prix dans le Capital de Marx", Critique de l'Economie politique, n° 20, avril-juin, 1975, p. 99.

<sup>4</sup>G. Duménil, Le concept de loi économique dans le Capital, p. 40.

Cette position ne nous paraît pas satisfaisante, pour la simple raison qu'il nous semble superfétatoire d'appeler loi ce qui n'est qu'une définition.

Si l'on regarde maintenant ce qui nous paraît être la conception la plus répandue, on peut faire la constatation suivante. La plupart des auteurs, à commencer par Marx, définissent l'objet de la loi de la valeur d'une manière très générale.

"La loi de la valeur détermine combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise."<sup>1</sup>

"Ce que la loi de la valeur produit, c'est une certaine répartition des dépenses de travail sous l'effet des rapports de production."<sup>2</sup>

"La loi de la valeur, telle est à ses (Marx) yeux la seule forme indirecte que pouvait prendre l'organisation sociale dans le cadre de la production marchande."<sup>3</sup>

"La loi de la valeur doit être vue comme une expression de la socialisation de la production dans les conditions de la production capitaliste."<sup>4</sup>

"La loi de la valeur marxiste était explicitement une loi d'allocation du travail par la société dans son ensemble."<sup>5</sup>

"Le concept de 'loi de la valeur' désigne donc la régulation de la division du travail à travers des rapports marchands (...) La loi de la valeur règle donc, en fonction d'exigences sociales, des travaux qui semblent privés, qui le semblent parce que la régulation se fait a posteriori dans l'échange."<sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> Capital, livre 1, G-F, p. 263.

<sup>2</sup> C. Bettelheim, Remarques théoriques, dans A. Emmanuel, L'échange inégal, p. 299.

<sup>3</sup> P. Mattick, Marx et Keynes, p. 44.

<sup>4</sup> P. Mattick, "Value and Price", Science and Society, Fall, 1959, p. 291.

<sup>5</sup> T. Sowell, "Marxian Value Reconsidered", Economica, 1963, p. 301.

<sup>6</sup> V. Périlleux, Le développement de la science comme force productive, U.C.L., Institut des Sciences Economiques, Mémoire de Maîtrise, 1974, p.17.

L'intention commune présente dans ces diverses citations est certainement de souligner une perspective qui avait été négligée par les économistes classiques et qui consiste à dépasser une conception universaliste de la marchandise et à s'interroger sur les conditions sociales rendant l'échange marchand possible. Comme nous l'avons vu, cette réflexion aboutit à délimiter le champ de pertinence de la marchandise en même temps qu'à souligner la fonction plus large que remplit l'échange marchand : il est une modalité spécifique d'allocation de la force de travail sociale. Ceci nous paraît évidemment fondamental. Mais faut-il parler de loi de la valeur à ce propos ? Le trait qui nous frappe chez un grand nombre d'auteurs marxistes évoquant la loi de la valeur de la manière précitée, c'est qu'autant ils soulignent cette spécificité générale, autant, par ailleurs, ils sont laconiques sur son contenu exact. Or, il n'est pas suffisant de dire que l'objet d'une loi est tel ou tel. Il faut, en plus, énoncer avec précision en quoi elle consiste. Cette pudeur découle, selon nous, du fait que le concept de loi de la valeur est un héritage ricardien, vis-à-vis duquel ces auteurs se sentent, à juste titre, mal à l'aise, mais sans pouvoir exactement faire la part des choses. On retrouve les conséquences de l'insuffisante perception des différences entre Ricardo et Marx. D'un côté, ils tiennent au concept de loi de la valeur, dans la mesure où il leur permet d'énoncer l'idée jamais exprimée par Ricardo que l'échange des marchandises est une modalité spécifique d'allocation du travail social. Mais de l'autre, ils sont perplexes quant à son contenu.

Dans son acception ricardienne, la loi de la valeur reçoit une formulation qui en fait une loi scientifique au sens traditionnel, c'est-à-dire exprimant un rapport régulier, précis et infirmable entre des phénomènes. Son objet peut, dans ce cadre, être défini, d'une manière plus précise, comme étant la détermination du rapport d'échange des marchandises. La loi affirme que les prix des marchandises dépendent de leur valeur, c'est-à-dire du travail social incorporé. C'est la perspective adoptée par Marx, par exemple, dans le texte suivant :

"De quelque manière que les prix des différentes marchandises soient fixés ou réglés initialement les uns par rapport aux autres, la loi de la valeur régit leur mouvement. Si le temps de travail nécessaire pour les produire diminue, les prix baissent, s'il s'accroît, les prix montent, toutes choses restant égales par ailleurs."<sup>1</sup>

Cette formulation escamote cependant un peu le problème, dans la mesure où il y a une grande différence entre dire que le prix dépend de la quantité de travail incorporé et dire que le prix dépend seulement de cette quantité. Selon nous, la loi de la valeur, strictu sensu, devrait être entendue dans ce dernier sens. Certains auteurs marxistes l'expriment explicitement.

"La loi de la valeur - la détermination du rapport d'échange des marchandises sur la base du temps de travail socialement nécessaire pour les produire."<sup>2</sup>

"La loi de la valeur - les marchandises s'échangent sur base de l'équivalent-temps."<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> K. Marx, Capital, livre III, Pléiade, p. 969.

<sup>2</sup> H. Ergas et D. Fishman, "The Marxian Theory of Money and the Crisis of Capital", Bulletin of the Conference of Socialist Economists.

<sup>3</sup> P. Mattick, Crise et théories des crises, p. 72. Voir aussi l'article du même auteur, "Samuelson's 'Transformation' of Marxism into Bourgeois Economics", Science and Society, Fall, 1972, n° 3, p. 272.

Dans ce cas la loi de la valeur a le même contenu que ce que nous avons appelé la norme première version, fondée sur les prix simples. Mais cette norme n'est posée qu'à titre provisoire, comme une étape dans un raisonnement plus vaste. La seule formulation de la norme, à propos de laquelle une prétention de pertinence est avancée, est la seconde version, fondée sur l'atteinte des prix de production. Mais dans celle-ci les marchandises ne s'échangent pas à la valeur. Lorsque la norme "version définitive" est réalisée, la loi ricardienne ne l'est plus ! Les risques de confusion intellectuelle sont donc grands : il y a deux formulations de la norme des échanges, mais il n'y a qu'une seule formulation communément acceptée de la loi de la valeur, la conception ricardienne. Telle est la raison de l'embarras des auteurs marxistes : d'un côté, ils tiennent à la notion de loi de la valeur, ne fût-ce que pour désigner par ce terme la fonction de l'échange marchand. De l'autre, Marx lui-même a montré que les marchandises ne s'échangent pas à la valeur, refusant ainsi la loi ricardienne. Deux solutions sont alors possibles. On peut soit dire qu'il y a deux niveaux de contenu à la loi de la valeur, tout comme nous disons que la norme s'exprime à deux niveaux. Le problème est de faire comprendre et accepter ces distinctions. L'autre solution, pour laquelle nous pencherions, serait d'abolir l'usage de l'expression "loi de la valeur" en vue de désigner la norme des échanges, mais de l'utiliser dans un tout autre sens, moins répandu jusqu'à présent.

Dans cette nouvelle acception, le terme de "loi" ne devrait plus être entendu dans le sens étroit de "loi scientifique" mais dans celui

plus général et plus sociologique, de règle en vigueur dans un système donné et qui s'impose à l'individu de l'extérieur. Dans cette perspective, le terme de loi de la valeur ne vise plus le contenu de la norme, mais le fait que le système marchand, malgré son apparente "anarchie", est régi par une série de normes s'imposant aux agents. Rappelons-les brièvement. Les producteurs doivent respecter la norme d'efficience de leur branche. Le travail privé doit être validé. Tout échec marchand, qu'il consiste en une incapacité à écouler les marchandises ou à réaliser un plan d'amortissement, entraîne une sanction en termes de revenu réel. La sanction peut être reportée d'un agent à l'autre, elle ne peut être effacée. Dans cette perspective, la loi de la valeur exprime l'assujettissement des producteurs capitalistes marchands à une contrainte sociale dont le fonctionnement s'explique par le théorie de la valeur. Leur liberté est une liberté sous contrainte.

"On peut alors parler d'une loi de la valeur, qui exprime la modification des rapports entre travail individuel et travail social, et la nécessité d'un assujettissement du premier au second. Il faut que le travail privé individuel, pour rester du travail abstrait créateur de valeur d'échange, obéisse aux conditions sociales concrètes de la production; conditions qui n'apparaissent que dans la circulation, à travers les rapports sociaux d'échange."<sup>1</sup>

"Parler de loi de la valeur revient à dire qu'au sein du capitalisme les rapports d'échange se révèlent une puissance indépendante qui dirige les producteurs au lieu d'être dirigée par eux."<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup>S. de Brunhoff, La politique monétaire, p. 75.

<sup>2</sup>P. Mattick, Marx et Keynes, p. 68.

## Références

### A) Livres

Aglietta, Michel, Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis, Calmann-Levy, 1976.

Althusser, Louis, Pour Marx, Maspero, 1965.

Althusser, Louis et Balibar, Etienne, Lire le Capital, 2 volumes, Maspero, 1968.

Amin, Samir, L'échange inégal et la loi de la valeur, la fin d'un débat, Anthropos-IDEF, 1973.

Amin, Samir et Vergopoulos, K., La question paysanne et le capitalisme, Anthropos, 1974.

Amin Samir, La loi de la valeur et le matérialisme historique, Editions de Minuit, 1977.

Bachelard, Gaston, La formation de l'esprit scientifique, Vrin, 1965.

Bain, Joe, Barriers to New Competition, Harvard University Press, 1956.

Balibar, Etienne, Cinq études du matérialisme historique, Maspero, 1974.

Benetti, Carlo, Valeur et répartition, Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1974.

Benetti, C., Berthomieu, C. et Cartelier, J., Economie classique, économie vulgaire, essais critiques, Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1975.

Berthoud, Arnaud, Travail productif et productivité du travail chez Marx, Maspero, 1974.

Bettelheim, Charles, Calcul économique et forme de propriété, Maspero, 1970.

Borelly, Rolande, Les disparités sectorielles des taux de profit, Presses Universitaires de Grenoble, 1977.

Cartelier, Jean, Surproduit et reproduction sociale, Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1976.

Cencini, Alvaro et Schmidt, B., La pensée de Karl Marx. Critique et synthèse. Vol. I La valeur, Castella, 1976.

- Colletti, Lucio, Le marxisme et Hegel, Champ libre, 1976.
- Colletti, Lucio, From Rousseau to Lenin, Studies in Ideology, New Left Books, 1972.
- Coriat, Benjamin, L'atelier et le chronomètre, Bourgeois, 1979.
- Dallemagne, Jean-Luc, L'économie du 'Capital', Maspero, 1978.
- de Brunhoff, Suzanne, La politique monétaire, un essai d'interprétation marxiste, P.U.G., 1973.
- de Brunhoff, Suzanne, La monnaie chez Marx, Editions Sociales, 1973.
- de Brunhoff, Suzanne, Etat et Capital, P.U.G. - Maspero, 1977.
- de Brunhoff, Suzanne, Les rapports d'argent, P.U.G. - Maspero, 1979.
- Deleplace, Ghislain, Répartition et accumulation du capital : essai sur la différenciation des taux de profits, Thèse de doctorat, Paris 1972.
- Deleplace, Ghislain, Théories du Capital, P.U.G. - Maspero, 1979.
- Dobb, Maurice, Theories of Value and Distribution since Adam Smith, Ideology and Economic Theory, Cambridge University Press, 1973.
- Dognin, Paul-Dominique, Les "sentiers escarpés" de Karl Marx, le chapitre I du "Capital" traduit et commenté dans trois rédactions successives, Cerf, 2 tomes 1977.
- Dostaler, Gilles, Valeur et prix, histoire d'un débat, P.U.G. - Maspero, 1978.
- Dostaler, Gilles, Marx, la valeur et l'économie politique, Anthropos, 1978.
- Dumenil, Gérard, La position de classe des cadres et employés, Presses Universitaires de Grenoble, 1975.
- Dumenil, Gérard, Le concept de loi économique dans "le Capital", Maspero, 1978.
- Duquesne de la Vinelle, Louis, Une théorie des systèmes économiques, Editions de la librairie encyclopédique, Bruxelles, 1969.
- Emmanuel, Arghiri, L'échange inégal, Maspero, 1969.
- Estabiet, Roger et Macherey, Pierre, Lire le Capital, IV, Maspero, 1973.
- Fradin, Jacques, Valeur, monnaie et capital, Thèse de doctorat, Université de Paris Panthéon-Sorbonne, 1973.

- Fradin, Jacques, Les fondements logiques de la théorie néoclassique de l'échange, Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1976.
- Goldmann, Lucien, Marxisme et sciences humaines, Gallimard, collection idées, 1970.
- Gouverneur, Jacques, Eléments d'économie politique marxiste, Contradictions, 1978.
- Granou, André, Capitalisme et mode de vie, Cerf, 1972.
- Grou, Pierre, Monnaie, crise économique : éléments d'interprétation, Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1977.
- Harnecker, Martha, Les concepts élémentaires du matérialisme historique, Contradictions, 1974.
- Hilferding, Rudolf ed. P. Sweezy, Böhm-Bawerk's Criticism of Marx, N-Y, Kelley, 1966.
- Hilferding, Rudolf, Le capital financier, étude sur le développement récent du capitalisme, Editions de Minuit, 1970.
- Jacquemin, Alexis, L'entreprise et son pouvoir de marché, P.U.F., 1967.
- Jacquemin, Alexis, L'économie industrielle européenne, Dunod, 1977.
- Lacan, Jacques, Le Séminaire, livre XX, Seuil 1975.
- Lantz, Pierre, Valeur et richesse, Anthropos, 1978.
- Latouche, Serge, Le projet marxiste, analyse économique et matérialisme historique, P.U.F., 1975.
- Lautier, Bruno et Tortajada, Ramon, Ecole, force de travail et salariat, P.U.G. - Maspero, 1978.
- Lipietz, Alain, Crise et inflation, Pourquoi? Tome I "L'accumulation intensive", Maspero, 1979.
- Luxembourg, Rosa, Introduction à l'économie politique, Anthropos, 10-18, 1971.
- Magaline, A.D., Lutte de classes et dévalorisation du capital, Maspero, 1975.
- Marx, Karl, Le Capital, livre I, Granier-Flamarion, 1969; livre I, 2, 3, Editions Sociales, 8 volumes.
- Marx, Karl, Un chapitre inédit du Capital, Collection 10-18, 1971.
- Marx, Karl, Salaires, prix et profit, Editions Sociales, 1973.

- Marx, Karl, Theories of Surplus-Value, Part II, Lawrence and Wishart, 1969; Part III, Progress Publishers, Moscow, 1971.
- Marx, Karl, Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse), Anthropos, 1968, 2 volumes; Collection 10-18, 4 volumes.
- Marx, Karl, Marx, Jenny, Engels, Friedrich, Lettres à Kugelmann, Editions Sociales, 1973.
- Marx, Karl, Contribution à la critique de l'économie politique, Editions Sociales, 1972.
- Mattick, Paul, Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte, Gallimard, 1972.
- Mattick, Paul, Crise et théories des crises, Champ Libre, 1976.
- Meek, Ronald, Studies in the Labour Theory of Value, Lawrence et Wishart, 1974.
- Meek, Ronald, Smith, Marx and After, Chapman et Hall, 1977.
- Nagels, Jacques, Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste, Editions de l'Université de Bruxelles, 1974.
- Napoleoni, Claudio, Smith, Ricardo, Marx, Observations on the History of Economic Thought, Basil Blackwell, 1975.
- Palloix, Christian, Travail et production, Maspero, 1978.
- Périlleux, Vincent, Le développement de la science comme force productive UCL, Institut des Sciences Economiques, Mémoire de Maîtrise, 1974.
- Poulantzas, Nicos, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Seuil, 1974.
- Rancière, Jacques, Lire le Capital, III, Maspero, 1973.
- Rosdolsky, Roman, La genèse du 'Capital' chez Karl Marx, I Méthologie, théorie de l'argent, procès de production, Maspero, 1976.
- Rubin, Isaak I., Essays on Marx's Theory of Value, Black and Red, Detroit, 1972.
- Salama, Pierre, Sur la valeur, Maspero, 1975.
- Schwartz, Jesse, The Subtle Anatomy of Capitalism, Goodyear 1977.
- Simon, André, La loi de la valeur, UCL, Institut des Sciences Economiques, Mémoire de Maîtrise, 1974.

Sraffa, P., The Work and Correspondance of David Ricardo, Cambridge University Press, 1951.

Sraffa, P., Production de marchandises par des marchandises. Prélude à une critique de la théorie économique, Dunod, 1970.

Steedman, Ian, Marx after Sraffa, New Left Books 1978.

Sweezy, Paul, The Theory of Capitalist Development, Monthly Review Press, 1942

Vilar, Pierre, Or et la monnaie dans l'histoire, Flammarion, 1974.

Zarifian, Philippe, Inflation et crise monétaire, Editions Sociales, 1975.

Ouvrage collectif, Marx et l'économie politique. Essais sur les 'Théories sur la plus-value', Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1977.

#### B) Articles et miméos

Aglietta, Michel et Fouet, M., "Régulation du capitalisme américain" in Aglietta, M. et Sautter, C., Quatre économies dominantes sur longue période, INSEE, Direction des synthèses économiques, Service des programmes, Février 1978.

Aglietta, Michel, Monnaie internationale, taux de change et accumulation du capital; 1ère partie : exposé théorique, Miméo, INSEE, Service des programmes, juillet 1978.

Aglietta, Michel, Taux de profit, rotation du capital et obsolescence. Etude des liens entre accumulation et inflation. Miméo, C.E.P.I.I., Juin 1979.

Armstrong, P., Glyn, A., Harrison, J., "In Defence of Value - A Reply to I. Steedman", Capital and Class, Summer 1978, No 5, pp. 1-30.

Arthur, C.J., "The Concept of Abstract Labor", Bulletin of the Conference of Socialist Economists, Vol. V, No 2, October 1976.

Backhaus, Hans, "Dialectique de la forme valeur", Critique de l'économie politique, no 18, oct.-déc. 1974, pp. 5-33.

Baumol, William J., "The Transformation of Values : What Marx 'really' Meant (an Interpretation)", Journal of Economic Literature, March 1974, pp. 51-61.

- Benetti, Carlo et Cartelier, Jean, "Mesure invariable des valeurs et théorie ricardienne de la marchandise" in ouvrage collectif, Marx et l'économie politique. Essais sur les 'Théories sur la plus-value', Presses Universitaires de Grenoble-Maspero, 1977, pp. 137-167.
- Benetti, Carlo et Cartelier, Jean, Marchandise, rapport salarial et capital, miméo non publié.
- Bowls, Samuel et Gintis, Herb, "The Marxian Theory of Value and Heterogeneous Labour : a Critique and Reformulation", Cambridge Journal of Economics, June 1977, pp. 173-192.
- Bullock, Paul et Yaffe, David, "Inflation, the Crisis and the Post-War Boom", Revolutionary Communist, no 3, nov. 1975.
- Cogoi, Mario, "Les théories néo-marxistes, Marx et l'accumulation du Capital", Les Temps Modernes, Sept.-oct. 1972.
- Deleplace, G., "Sur la différenciation des taux de profit", Cahiers d'Economie Politique, no 1, Sept. 1974.
- Delvaux, T., "Production et travail productif", Contradictions, no 5, janvier-juin 1975, pp. 125-140.
- Desai, Meghnad, Beyond Bortkiewicz : A Complete Solution of the Marxian Value System", London School of Economics, Sept. 1974/August 1975.
- De Vroey, Michel, Salaire et norme de subsistance. Une réflexion sur la théorie marxiste du salaire, Document de travail de la FOPES, Université Catholique de Louvain, 1978.
- De Vroey, Michel, Valeur, monnaie et inflation, Document de travail no 7913, Département de sciences économiques, Université de Montréal, 1979.
- De Vroey, Michel, "Une explication sociologique de la prédominance du paradigme néo-classique dans la science économique", Economies et sociétés, Cahiers de l'ISEA, tome VI, no 8, Août 1972.
- De Vroey, Michel, "The Transition from Classical to Neoclassical Economics : A Scientific Revolution", Journal of Economic Issues, vol. IX, no 3, September 1975.
- De Vroey, Michel, La théorie de la valeur de Marx, Valeur et marchandise dans la production marchande, Université Catholique de Louvain, Institut des sciences économiques, Working Paper no 7809.
- De Vroey, Michel, L'évolution de la théorie de la valeur d'Adam Smith à David Ricardo, Université Catholique de Louvain, Institut des sciences économiques, Working Paper no 7810.

- Ergas, H. et Fisherman, D., "The Marxian Theory of Money and the Crisis of Capital", Bulletin of the Conference of Socialist Economists.
- Fooley, Duncan, "Towards a Marxist Theory of Money", Institute for Mathematical Studies in the Social Sciences, Sandford University, Technical Report no 181, September 1975.
- Freyssinet, M., "Les rapports de production : travail productif, travail improductif", Document de travail, Centre de Sociologie Urbaine, mai 1971.
- Gerstein, Ira, "Production, Circulation and Value", Economy and Society, vol. 5, no 3, août 1976, pp. 243-291.
- Good, Patrick, "The Law of Value and Marxist Method", Bulletin of the Conference of Socialist Economists, Autumn 1973, pp. 64-69.
- Gouverneur, Jacques, "Le concept de travail productif et son utilité", Contradictions, no 8, décembre 1975, pp. 199-230.
- Gouverneur, Jacques, "Valeur et prix, mécanisation et profit", Institut d'Economie, U.C.L., Working-Paper, no 7702.
- Gouverneur, Jacques, "Une estimation empirique de quelques concepts marxistes fondamentaux (Belgique 1955-1973)", Institut d'Economie, U.C.L., Working-Paper, 1978.
- Itoh, Makato, "A Study of Marx's Theory of Value", Science and Society, vol. XI, no 3, Fall 1976.
- Jacot, H., "Substance, grandeur et forme de la valeur dans le Capital : quelques commentaires et hypothèses sur la méthode de Marx", Cahiers du Centre Analyse, Epistémologie et Histoire, no 4, nov. 1974.
- Lautier, Bruno et Tortajada, Ramon, "La force de travail comme marchandise spéciale", Contradictions, juin-septembre 1977.
- Lipietz, Alain, Retour au problème de la "transformation" des valeurs en prix de production, Cahiers du CEPREMAP n° 7902
- Lipietz, Alain, Nouvelle solution au problème de la transformation : le cas du capital fixe et de la rente, Cahiers du CEPREMAP n° 7915.
- Lipietz, Alain, La vraie monnaie doit-elle être une vraie marchandise ? Cahiers du CEPREMAP n° 7916.
- Marx, Karl, "Notes marginales pour le traité d'économie politique d'A. Wagner", annexe au Capital, livre 1, t. 3, Editions Sociales.
- Mattick, Paul, "Samuelson's "Transformation" of Marxism into Bourgeois Economies", Science and Society, no 3, Fall 1972.

- Mattick, Paul, "Value and Price", Science and Society, vol. XXIII, no 4, Fall 1959.
- Morris, Jacob et Lewin, H., "The Skilled Labor Reduction Problem", Science and Society, Winter 1973-1974.
- Murray, Robin, "Value and Theory of Rent", Capital and Class, no 3, Autumn 1977.
- Piling, Geoffrey, "The Law of Value in Ricardo and Marx", Economy and Society, vol. I, no 3, August 1972, pp. 281-307.
- Roncaglia, A., "The reduction of Complex to Simple Labour", Bulletin of the Conference of Socialist Economists, Autumn 1974.
- Rowthorn, Robert, "Skilled Labour in the Marxist System", Bulletin of the Conference of Socialist Economists, Spring 1974.
- Rubin, I.I., "Abstract Labour and Value in Marx's System", Capital and Class, Summer 1978, no 5, pp. 107-138.
- Samuelson, Paul A., "Understanding the Marxian Notion of Exploitation : A Summary of the So-Called Transformation Problem between Marxian Values and Competitive Prices", Journal of Economic Literature, June 1971, IX, pp. 399-431.
- Schwartz, Jesse, "There is Nothing Simple about a Commodity", in Schwartz, J. ed., The Subtle Anatomy of Capitalism, Goodyear, 1977.
- Scott, A.J., "Land end Land-rent : an Interpretation Review of French Literature", Louvain-la-Neuve, Working-Paper du S.P.U.R., 1975.
- Shaikh, Anwar, "Marx's Theory of Value and the 'Transformation Problem'", in Schwartz, J. ed., The Subtle Anatomy of Capitalism, Goodyear, 1977.
- Sowell, T., "Marxian Value Reconsidered", Economica, 1963.
- Terray, E., "Travailleurs productifs et improductifs, leur appartenance de classe", Contradictions, no 3, janvier-juin, 1973.
- Terray, E., "Prolétaire, salarié, travailleur productif", Contradictions, no 2, juillet-décembre 1972.
- Tortajada, R., "A Note on the Reduction of Complex to Simple Labour", Capital and Class, Spring 1977, pp. 106-116.
- Van Parys, Philippe, Convulsions in a Scientific Community. The fall of the Law of the Falling Rate of Profit, Working-Paper de l'Institut des sciences économiques, Université Catholique de Louvain, 1979.
- Yaffe, David, "Valeur et prix dans le Capital de Marx", Critique de l'Economie Politique, no 20, avril-juin 1975, pp. 45-102.
- Young, Garry, "A Note on Marx's Terminology", Science and Society, Spring 1976.